

صحة الإنسان

étranger

LES DIFFICULTÉS DE LA NÉGOCIATION ISRAËLO-ÉGYPTIENNE

A quelques jours du début des travaux du comité militaire israélo-égyptien, qui se tiendront au Caire le mercredi 11 janvier, et non le lundi 16, comme initialement prévu...

liens restent fidèles aux vieilles méthodes, il y aura sans aucun doute une réponse de notre part.

● AU CAIRE, où le chah d'Iran était attendu ce lundi, notre correspondant croit savoir que le couvain iranien proposerait aux dirigeants égyptiens de soutenir le projet de création d'une région autonome palestinienne à l'intérieur des frontières jordaniennes...

Le président Carter réaffirme sa préférence pour une « entité » palestinienne liée à la Jordanie

De notre correspondant

Washington. — Plusieurs déclarations faites au cours du week-end par M. Carter et M. Brezinski, son conseiller pour la politique étrangère, ont confirmé et précisé la position du gouvernement américain sur les principaux problèmes discutés pendant le voyage du président autour du monde, en particulier sur le Proche-Orient.

Le président Sadate : je ne peux accepter une seule implantation israélienne sur le sol égyptien

De notre correspondant

Le dirigeant égyptien ont multiplié les 7 et 8 janvier, les mises en garde à Israël à la suite de la décision de Jérusalem de peuplement juives au Sinaï.

M. Begin renforcera les colonies juives du Sinaï sans en accroître le nombre

De notre correspondant

Jérusalem. — A l'issue de six heures d'un nouveau débat marathonien en conseil des ministres et de sept heures de discussions, dimanche 8 janvier, au comité central du mouvement Éhrouv (la formation principale du Likoud), le premier ministre, M. Menahem Begin, a réussi à jeter dans la balance tout le poids de son autorité.

Malgré les différences constatées entre ces positions et celles dont font état publiquement les dirigeants arabes, M. Carter s'est dit optimiste. Non seulement, une « Association Franco-Nouvelle Liban » vient de se créer, afin de porter témoignage sur le Liban et les efforts entrepris pour assurer son avenir.

Des précisions sur la zone démilitarisée. Pour le président égyptien, la période de trêve à cinq ans proposée par Jérusalem pour l'évacuation du Sinaï n'est pas acceptable.

« Notre présence est légale ». M. Begin, après avoir remis verticalement en place tous ceux qui se sont arrogés le droit de lui donner « des leçons de civisme », a également fixé à l'adresse de M. Sadate les limites de son plan de paix.

Publicité pour EUROCAP INSTITUTE CAPILLAIRES, spécialisée dans le traitement des cheveux chéveux et la lutte contre la chute de cheveux.

Publicité pour M. ABOU AYAD MET EN CAUSE DES « GROUPOSCULES PALESTINIENS DISSIDENTS », annonçant l'assassinat du représentant de l'O.L.P. à Londres.

Publicité pour A TRAVERS LE MONDE, présentant des nouvelles internationales d'Algérie, Argentine, Bénin, Espagne, États-Unis, Rhodésie, Panama, Brésil, Union soviétique.

ASIE

L'AFFLUX DES RÉFUGIÉS INDOCHINOIS EN THAÏLANDE

La réadaptation est particulièrement difficile pour les montagnards méos et yaos qui ont fui le Laos

De notre correspondant

Bangkok. — Le gouvernement laotien a décidé d'en finir milita...

de Hanol, qui ont combattu pendant toute la guerre aux côtés du Pathet-Lao...

renseignements et de ravitaillement à l'intérieur du Laos...

dividus lui emboîtent le pas. Parmi les anciens soldats de l'armée secrète...

Chine

La production agricole a stagné en 1977

De notre correspondant

Pékin. — L'agence Chine nouvelle a présenté récemment un tableau préoccupant de la campagne agricole chinoise 1977...

s'accommoder d'une production agricole stagnante. Aussi bien a-t-on déjà pu noter que les contrats chi...

Un problème politique

Les médiocres résultats agricoles de 1977 réclament de soulèver un problème politique, déjà perceptible...

ALAIN JACOB.

Ces indications confirment, en les précisant, celles qui avaient été données fin octobre par le vice-premier ministre...

En toute hypothèse, ce résultat est décevant et pose de graves problèmes...

Le régime cherche à se rallier les Chinois d'outre-mer

De notre correspondant

Pékin. — La nouvelle direction chinoise ne néglige aucun effort pour se rallier la vaste communauté des Chinois d'outre-mer...

rapatriement, lorsqu'on les rencontre, par exemple, à Hongkong, est d'être suivis indéfiniment...

Les assurances données sont très concrètes : les mandats entre Chinois d'outre-mer et les membres de leurs familles...

Pékin profite de cette occasion pour rappeler les principes de sa politique en matière de nationalité...

SOLDES POUR LES GRANDES TAILLES AUTEUIL

CONTROL DATA PROGRAMMEURS en 19 semaines TECHNICIENS DE MAINTENANCE en 26 semaines

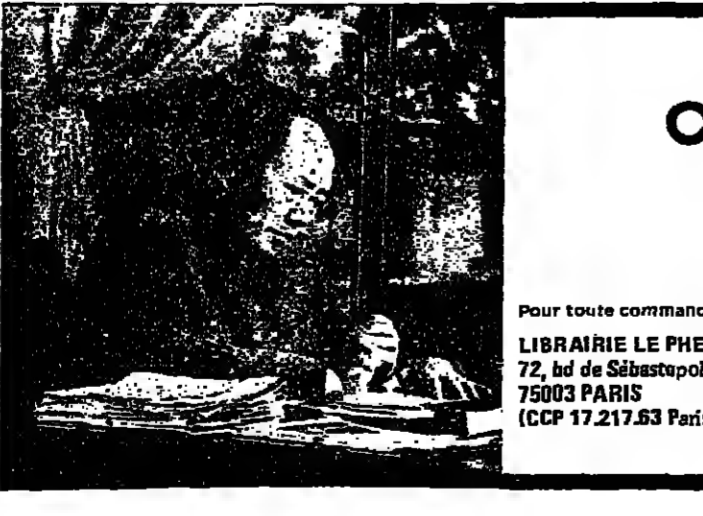
SOLDES pendant quelques jours Griffsolde dégriffe les grands du prêt-à-porter

Les autorités n'ont pas été en mesure d'endiguer ce flot humain. Mais il est probable que la Thaïlande, qui a à charge cent mille réfugiés indochinois...

Derrière le chef de clan Ces mouvements de population reflètent la structure d'une société...

Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

Introduction à la comptabilité de gestion Un cycle de formation permanente intensive



Un événement politique international : LE TOME V des OEUVRES CHOISIES DE MAO TSE TOUNG

(Édition française) est paru. Ce tome réunit 70 importants textes rédigés par Mao Tse Tse...

- LIBRAIRIE LE PHENIX, ASSOCIATION DES AMITIES FRANCO-CHINOISES, LIBRAIRIE POPULAIRE, ASSOCIATION BELGIQUE-CHINE A.S.B.L.

مكتبة من الأصل

TUNISIE ENTR...

Large vertical advertisement for 'LE MONDE' magazine and books, including 'Ouvrages choisis de Mao Tse Tung'.

سكنا في الامم

EUROPE

LE DIXIEME ANNIVERSAIRE DU « PRINTEMPS » DE PRAGUE

Pour son premier anniversaire, et le dixième jours. Les porte-parole de la Charte lancent un nouvel appel pour la libération de tous les prisonniers politiques...

ont été interrogés par la police ces derniers jours. Celle-ci compte un millier de signataires. M. Jiri Hajek, porte-parole de la Charte 77...

en Italie par la maison d'édition appartenant au parti communiste, Editori Riuniti. Nous reproduisons ci-dessous des extraits de cet ouvrage qui ont trait à l'élection et aux premières semaines de pouvoir de M. Dubcek.

UN TÉMOIGNAGE DE M. JIRI HAJEK

Les débats qui eurent lieu en octobre et en décembre 1968 au sein du comité central du P.C.T. et leur conclusion en janvier 1969...

«noyan» particulièrement attentif sur questions, suggestions et propositions portées par cette « vague » afin d'y répondre par des mesures concrètes, immédiates...

chécoslovaque dans des situations d'affrontement avec les partis communistes au pouvoir dans ces pays et par nature profondément méfiants vis-à-vis de toute forme d'hétérodoxie dans l'idéologie ou la pratique.

de la représentation des forces progressistes au sein du présidium du C.C., traduisant le nouveau rapport de forces apparu à l'occasion des conférences de districts...

«Une première tendance s'est exprimée qui, dans une mesure plus ou moins grande, ne tient pas compte du stade déjà atteint dans le développement socialiste de notre société et qui s'évertue à déprendre des formes sévères de travail du parti...

«La réalité sociale, dans ses développements, ne permet pas toujours de choisir et d'appliquer la meilleure formule. Bien qu'il existe, dans un certain nombre de collectifs de type technique, scientifique ou culturel regroupant des travailleurs intellectuels communistes...

«C'est ainsi que, dans le développement de la société socialiste, il y a des moments où la direction de l'économie, les insuffisances du travail idéologique, le manque de rigueur et les attitudes libérales sur le front idéologique, les effets des manœuvres de diversion idéologique de l'Occident...

«C'est ainsi que, dans le développement de la société socialiste, il y a des moments où la direction de l'économie, les insuffisances du travail idéologique, le manque de rigueur et les attitudes libérales sur le front idéologique, les effets des manœuvres de diversion idéologique de l'Occident...

«La concentration des pouvoirs de premier secrétaire du parti et de président de la République entre les mains de Novotny symbolisait le monopole du pouvoir; en démontrant les conséquences fatales de ce régime de pouvoir personnel, la discussion — de pair avec des négociations secrètes dans les hautes sphères de l'appareil du parti — permit de conclure à la nécessité de séparer ces deux fonctions...

«Cependant, ce puissant élan de toute la société et l'impulsion d'en haut, ne se heurtait plus à aucun obstacle dans la mesure où les moyens de répression utilisés jusqu'à présent étaient inopérants sans le blanc-sein de la direction politique. Dans le cours général de ce grand débat, le rôle des mass media était devenu prépondérant par suite de l'abandon de l'appareil de censure qui existait en compression légale en juin 1968...

«C'est ainsi que, dans le développement de la société socialiste, il y a des moments où la direction de l'économie, les insuffisances du travail idéologique, le manque de rigueur et les attitudes libérales sur le front idéologique, les effets des manœuvres de diversion idéologique de l'Occident...

«C'est ainsi que, dans le développement de la société socialiste, il y a des moments où la direction de l'économie, les insuffisances du travail idéologique, le manque de rigueur et les attitudes libérales sur le front idéologique, les effets des manœuvres de diversion idéologique de l'Occident...

«Une relève nécessaire. Ces résultats étaient apparemment le produit d'un compromis, et la majorité du présidium comme celle du comité central et de l'appareil du parti étaient prêts à y souscrire comme à une solution finale de principe, laissant au nouveau chef le soin d'étudier et de résoudre les problèmes qui avaient été abordés en cours de discussion avec une attitude sans précédent. Cette attitude trouva à s'exprimer dans un appel aux membres du C.C., dont les termes ne rencontrèrent guère d'opposition, leur enjoignant de s'en tenir strictement, dans leurs comptes rendus aux organisations de base et à l'opinion, aux conclusions énoncées par le C.C. sans entrer dans le détail des problèmes évoqués au cours des débats...

«C'est ainsi que, dans le développement de la société socialiste, il y a des moments où la direction de l'économie, les insuffisances du travail idéologique, le manque de rigueur et les attitudes libérales sur le front idéologique, les effets des manœuvres de diversion idéologique de l'Occident...

«C'est ainsi que, dans le développement de la société socialiste, il y a des moments où la direction de l'économie, les insuffisances du travail idéologique, le manque de rigueur et les attitudes libérales sur le front idéologique, les effets des manœuvres de diversion idéologique de l'Occident...

«C'est ainsi que, dans le développement de la société socialiste, il y a des moments où la direction de l'économie, les insuffisances du travail idéologique, le manque de rigueur et les attitudes libérales sur le front idéologique, les effets des manœuvres de diversion idéologique de l'Occident...

«C'est ainsi que, dans le développement de la société socialiste, il y a des moments où la direction de l'économie, les insuffisances du travail idéologique, le manque de rigueur et les attitudes libérales sur le front idéologique, les effets des manœuvres de diversion idéologique de l'Occident...

«C'est ainsi que, dans le développement de la société socialiste, il y a des moments où la direction de l'économie, les insuffisances du travail idéologique, le manque de rigueur et les attitudes libérales sur le front idéologique, les effets des manœuvres de diversion idéologique de l'Occident...

«C'est ainsi que, dans le développement de la société socialiste, il y a des moments où la direction de l'économie, les insuffisances du travail idéologique, le manque de rigueur et les attitudes libérales sur le front idéologique, les effets des manœuvres de diversion idéologique de l'Occident...

«C'est ainsi que, dans le développement de la société socialiste, il y a des moments où la direction de l'économie, les insuffisances du travail idéologique, le manque de rigueur et les attitudes libérales sur le front idéologique, les effets des manœuvres de diversion idéologique de l'Occident...

«C'est ainsi que, dans le développement de la société socialiste, il y a des moments où la direction de l'économie, les insuffisances du travail idéologique, le manque de rigueur et les attitudes libérales sur le front idéologique, les effets des manœuvres de diversion idéologique de l'Occident...

«C'est ainsi que, dans le développement de la société socialiste, il y a des moments où la direction de l'économie, les insuffisances du travail idéologique, le manque de rigueur et les attitudes libérales sur le front idéologique, les effets des manœuvres de diversion idéologique de l'Occident...

«C'est ainsi que, dans le développement de la société socialiste, il y a des moments où la direction de l'économie, les insuffisances du travail idéologique, le manque de rigueur et les attitudes libérales sur le front idéologique, les effets des manœuvres de diversion idéologique de l'Occident...

«C'est ainsi que, dans le développement de la société socialiste, il y a des moments où la direction de l'économie, les insuffisances du travail idéologique, le manque de rigueur et les attitudes libérales sur le front idéologique, les effets des manœuvres de diversion idéologique de l'Occident...

«C'est ainsi que, dans le développement de la société socialiste, il y a des moments où la direction de l'économie, les insuffisances du travail idéologique, le manque de rigueur et les attitudes libérales sur le front idéologique, les effets des manœuvres de diversion idéologique de l'Occident...

«C'est ainsi que, dans le développement de la société socialiste, il y a des moments où la direction de l'économie, les insuffisances du travail idéologique, le manque de rigueur et les attitudes libérales sur le front idéologique, les effets des manœuvres de diversion idéologique de l'Occident...

«C'est ainsi que, dans le développement de la société socialiste, il y a des moments où la direction de l'économie, les insuffisances du travail idéologique, le manque de rigueur et les attitudes libérales sur le front idéologique, les effets des manœuvres de diversion idéologique de l'Occident...

«C'est ainsi que, dans le développement de la société socialiste, il y a des moments où la direction de l'économie, les insuffisances du travail idéologique, le manque de rigueur et les attitudes libérales sur le front idéologique, les effets des manœuvres de diversion idéologique de l'Occident...

Nos idées font réfléchir les Anglais.

Quand vous appuyez sur les touches de changement de chaîne de votre téléviseur, il y a de fortes chances pour que vous utilisiez un produit Jeanrenaud: le commutateur à disque. Aujourd'hui, Jeanrenaud, entreprise jurassienne, est le premier fabricant mondial de commutateurs.

se font dans les deux sens. Et l'on apprécie beaucoup en Angleterre la créativité des ingénieurs français. Jeanrenaud, entreprise française, a su trouver avec ITT l'équilibre qui assure son succès. Il est important pour son personnel, pour l'économie de la Franche-Comté et pour l'économie française que Jeanrenaud conserve, avec ITT, cet équilibre.

- Les principales sociétés du groupe ITT en France sont: Compagnie Générale de Constructions, Téléphoniques (CGCT), Laboratoire Central de Télécommunications (LCT), Claude, La Signalisation, Océanic, Lab. N.G. Payot, Sheraton Hôtel France, Sonolor, Société des Produits Industriels-ITT (SPI-ITT), etc...

ITT La coopération internationale ne se remplace pas.

bellier

صحة من العمل

AFRIQUE

LA TUNISIE ENTRE LA CRISPATION ET L'OUVERTURE

II. — Le poids des syndicats

Par notre envoyé spécial DANIEL JUNQUA

Réalisée avec la vigueur et la rapidité d'une opération de commando, l'éviction du gouvernement et du bureau politique du P.S.D. de M. Tahar Belkhodja, ministre de l'Intérieur, partisan d'une politique d'ouverture et de dialogue face aux mouvements sociaux qui secouent le pays, est survenue paradoxalement au moment où soufflé sur la Tunisie un étonnant vent de liberté. (Le Monde - date 8-9 janvier.)

n'atteignait même pas les cent mille adhérents. Il devait rapidement soutenir M. Nouria, nommé premier ministre, alors en quête d'alliés face à l'offensive menée par M. Mesliri et par ses amis pour démocratiser la vie du parti... L'U.G.T.T., en revanche, jouant à fond le jeu du « contrat de progrès » préconisé par le chef du gouvernement...

Le gouvernement ayant refusé de satisfaire des exigences jugées démesurées, et différentes tentatives de conciliation ayant échoué, une nouvelle épreuve de force était prévue le 30 décembre avec l'entrée en grève, « pour une durée indéterminée », des mineurs de phosphates. Et, au début janvier, avec un nouvel arrêt de tra-

que le salaire annuel moyen dans ce secteur a été de 60 % en quatre ans, passant de 700 dinars (1 dinar vaut environ 13 francs) en 1973 à 1 100 dinars en 1976, ce qui est très largement supérieur à l'augmentation du coût de la vie durant la même période. M. Sayah, le directeur du parti, remarque que l'existence — et la

phosphate de 20 % des bénéfices annuellement réalisés par la compagnie? Ce texte a-t-il jamais été abrogé?

Le dirigeant syndical qui nous reçoit au premier étage de l'immeuble blanc et bleu de l'U.G.T.T., place Mohamed-Ali, au pied de la médina, est assisté de M. Bacouche, un professeur d'arabe, ancien secrétaire du Syndicat de l'enseignement supérieur, qui passe pour être proche des communistes. Il a fait son entrée au bureau exécutif lors du dernier congrès, et il est considéré comme l'un des hommes qui incarnent le renouveau de la centrale. Il approuve de la tête lorsque M. Achour nous déclare: « Nos liens avec le parti ne sont plus ce qu'ils étaient. Nous considérons aujourd'hui que l'U.G.T.T. est seule face aux autres organisations nationales lorsqu'il s'agit de défendre les travailleurs. Aujourd'hui, on peut même discuter contre nous des syndicats concurrents et l'on parle de la création d'une nouvelle organisation, Foros ouvriers tunisiens (F.O.T.). Si les attaques contre notre centrale se poursuivent, et l'on prend la lourde responsabilité de mettre en cause l'unité du syndicat, alors se posera la question du pluralisme des partis ».

C'est un dialogue de sourds, chacun rejetant à l'avance sur l'autre la responsabilité d'une éventuelle rupture. Au-delà des querelles, la crise est profonde. D'abord parce qu'elle revêt, en dépit des dénégations du secrétaire général de l'U.G.T.T., des aspects politiques que la récente visite en Libye de M. Achour et certaines déclarations de M. Mohamed Masrouji ont mis en lumière. Ensuite, et surtout, parce que si les jeunes ont investi massivement la centrale, et s'ils déploient une telle ardeur dans les luttes syndicales, c'est parce qu'ils trouvent là un moyen de contester globalement le système politique qui n'a pas su se renouveler pour leur faire place. Celui-ci a fait accomplir à la Tunisie, au cours de vingt dernières années, d'indéniables progrès, élevant considérablement le niveau de vie et suscitant, en même temps, des exigences nouvelles. Force est de constater que la jeunesse tunisienne, dans sa large majorité, ne voit pas ses aspirations incarnées par un bourgeoisisme fustigé qui lui semble bien dépourvu de relief, même s'il est raisonnable quand on le compare aux « modèles » voisins. L'absence du pouvoir révérait peu à peu les délimitations successives de MM. Ben Salah (projet socialiste), Masrouji (projet arabe), Mesliri (projet démocratique).

La récente élimination du bureau politique du P.S.D. de M. Belkhodja, Chatty et Mongi Kooll, partisans du dialogue avec les syndicats, démontre une nouvelle fois que les champions de la continuité ne sont pas prêts aux concessions et au changement. Une autre orientation est encore possible, dans la légalité, et le chef de l'Etat le décide. Le tout est de savoir s'il en a encore les moyens.

F.M.

(1) Un premier affrontement avait opposé les deux hommes en 1968 lorsque M. Ben Salah était secrétaire général de la centrale. Il ne fut pas le résultat d'une solution. M. Achour créant avec d'autres dirigeants syndicaux l'Union des travailleurs tunisiens (U.T.T.). (2) Les du 4 juillet 1968 démissionnant le statut du mineur.

O.P.A. sur l'U.G.T.T. ?

A plusieurs reprises ces derniers mois, M. Mohamed Masrouji a indiqué qu'il soutiendrait l'U.G.T.T. et son secrétaire général, M. Habib Achour. Au début septembre, alors qu'il se trouvait toujours en exil, il avait assisté aux entretiens que M. Achour avait eus à Tripoli avec le colonel Kadhafi. Commentant cette rencontre, il avait déclaré: « L'U.G.T.T. est capable de promouvoir avec le Libye une association basée sur la solidarité et la coopération sur une base populaire qui la mette à l'abri des humeurs ».

à Tunis du conseil national de l'U.G.T.T., en annonçant la constitution dans ce pays d'une fédération de la centrale destinée aux quelque cinquante mille travailleurs tunisiens qui se trouvent en Libye, en publiant avec les syndicats libyens un communiqué de soutien au front arabe de la Libye, qui condamnait les initiatives du président Sadate, M. Achour s'enorgueillit de la voie préconisée par M. Masrouji avec qui il semble, bien qu'il s'en défende, avoir conclu une alliance.

M. Hédi Nourine ne partage pas ces vues. « Le Libyen ne s'y trompe pas, qui le considère comme l'un des responsables de l'échec de la fusée de Djérba. Le premier ministre a rappelé récemment que « le plus haute instance du parti » avait déposé les thèses de M. Masrouji et l'avait exclu du P.S.D. En se rendant de nouveau à Tripoli à la veille de la réunion

il prend ainsi deux risques: celui de se voir encore un peu plus, et sur le terrain politique cette fois, le tassé qui le sépare du gouvernement et celui d'être un jour désemparé par une partie plus ou moins grande de sa base, qui n'a pas été consultée et où les options et la personnalité de M. Masrouji suscitent quelques réticences.

ral de trois jours des cheminots. Les autorités, préoccupées par la crise politique entraînée par le limogeage de M. Belkhodja, ont préféré lâcher du lest. Les syndicats acceptent de couper les ponts avec le régime dans l'immédiat leurs revendications.

Le conseil national de l'U.G.T.T. doit maintenant fixer ses revendications et les rendre publiques et examiner l'épineuse question des relations avec le parti. « Une tendance importante, nous a dit M. Achour, se jette sur l'immédiat et lorsqu'on lit les articles d'Ech Chaouh, le journal des syndicats, qui tire à boulets rouges sur le gouvernement et dont le tirage atteint soixante-dix mille exemplaires.

Pour M. Nourine, qui proclame plus que jamais son attachement à la politique contractuelle, tout ce qui vient de l'infiltration dans les rangs de la centrale d'éléments douteux de « tenants otiorrés de la lutte des classes », d'irréductibles adversaires du régime qu'ils tentent d'abattre, sous le couvert de l'action syndicale, et qui s'emploient à déborder la direction de l'U.G.T.T. Déjà, rappelle-t-il, quelque six cents syndicalistes s'étaient opposés à la politique de M. Achour et au « pacte social » lors du dernier congrès de la centrale. Remarquait que l'initiative se déploie essentiellement dans l'administration et les entreprises nationales, il nous fait observer

combattivité — d'une classe ouvrière dans le pays illustre de ses efforts significatifs les efforts accomplis en matière de développement. Il rappelle « les efforts déployés pour maintenir à un niveau accessible les prix des principaux produits de consommation courante, grâce à l'intervention d'une « caisse de compensation » qui a déboursé cette année 1,2 milliard de francs ».

Comme M. Nourine, le directeur du parti estime que les difficultés actuelles sont suscitées par des gens qui ne veulent pas d'une politique contractuelle et du type de société qu'elle engendre. « Il y a toujours eu en Tunisie, nous a-t-il dit, à l'ombre du parti unique, des courants minoritaires que nous n'avons pas voulu combattre comme on le fait dans les régimes militaires: marxistes-léninistes, gauchistes, perspicacités et même, à l'extrême droite, frères musulmans. Des dirigeants de l'U.G.T.T. ont cherché à plaire à ces courants. Cela risque de conduire à une centrale non responsable ».

De vives tensions

Une année s'est écoulée depuis lors. Jamais les tensions sociales n'ont été aussi vives. Depuis l'automne, une vague de grèves — notamment durant trois jours au début de novembre — a déferlé sur tout le pays, avec cette fois le soutien de l'U.G.T.T. Outre le Conseil national pour la défense des libertés publiques, des personnalités comme M. Masrouji, ainsi que les communistes et les amis de M. Ben Salah, ont fait savoir qu'ils approuvaient l'action et les revendications de l'U.G.T.T.

afrique asie. Le plus fort tirage, la plus grande diffusion des périodiques du tiers monde. CETTE SEMAINE DANS TOUS LES KIOSQUES. SÉNÉGAL Un dossier complet à la veille des élections. GUINÉE La victoire du Hafis. SOMALIE-ETHIOPIE La médiation de Ratsiraka. Lisez, abonnez-vous AFRIQUE - ASIE 9, rue d'Aboukir, Paris 2

EXCLUSIF demain L'AFRIQUE. La France fait-elle la guerre au Sahara? M. de Guiringaud s'explique. En vente: 7 F. chez tous les marchands de journaux.

Analyse des marges, coûts et prix de revient. Un cycle de formation permanente intensive (6 fois 4 heures) organisé et animé par l'IFAPE 182, rue Saint-Charles 75015 PARIS. Tél.: 578.02.28. le savoir enseigner de l'université, plus le savoir faire du monde des affaires.

CLOTURE DES JEUX MARDI APRÈS-MIDI. Notices à votre disposition chez les dépositaires. LOTO.

La révolution chinoise s'embourgeoise-t-elle à son tour? Pouvoirs n° 3. Qui gouverne la Chine? 39 F. Les livres des Puf questionnent le monde. PUF.

SOLDES ANNUELS chez MAPLE le spécialiste anglais du meuble anglais du 10 au 21 janvier. Le renouvellement annuel de notre exposition nous permet de proposer un choix de meubles anglais authentiques à des prix incroyables pendant ces 12 jours de soldes exceptionnels. En voici quelques exemples ci-dessous. Quelle merveilleuse occasion de faire connaissance avec les couleurs, le confort et le fini du "home" britannique. Prix normal / Prix démarqué. Salon 3 pièces - imprimé / 6500 F / 4990 F. Salon 3 pièces - cuir / 14700 F / 11950 F. Canapé 3 places - Dralon / 2850 F / 2280 F. Canapé 2 places - Dralon / 2475 F / 1980 F. Fauteuil - Dralon / 1725 F / 1380 F. Tabouret - Dralon / 650 F / 520 F. Matelas et sommier 88 cm x 188 cm / 1700 F / 995 F. Table de chevet - acajou / 745 F / 595 F. Table gigogne - acajou, dessus cuir / 765 F / 650 F. Écritoire - acajou / 1250 F / 995 F. ATTENTION, certains de ces articles sont en quantité limitée. MAPLE 5, rue Boudreau (face R.E.R. Auber) 75009 Paris - Tél. 073.53.32. Livraison gratuite dans toute la France métropolitaine pour toute commande supérieure à 2.500 F. et aussi, du 10 au 21 janvier, réduction de 5% sur tous les articles non démarqués!

UES

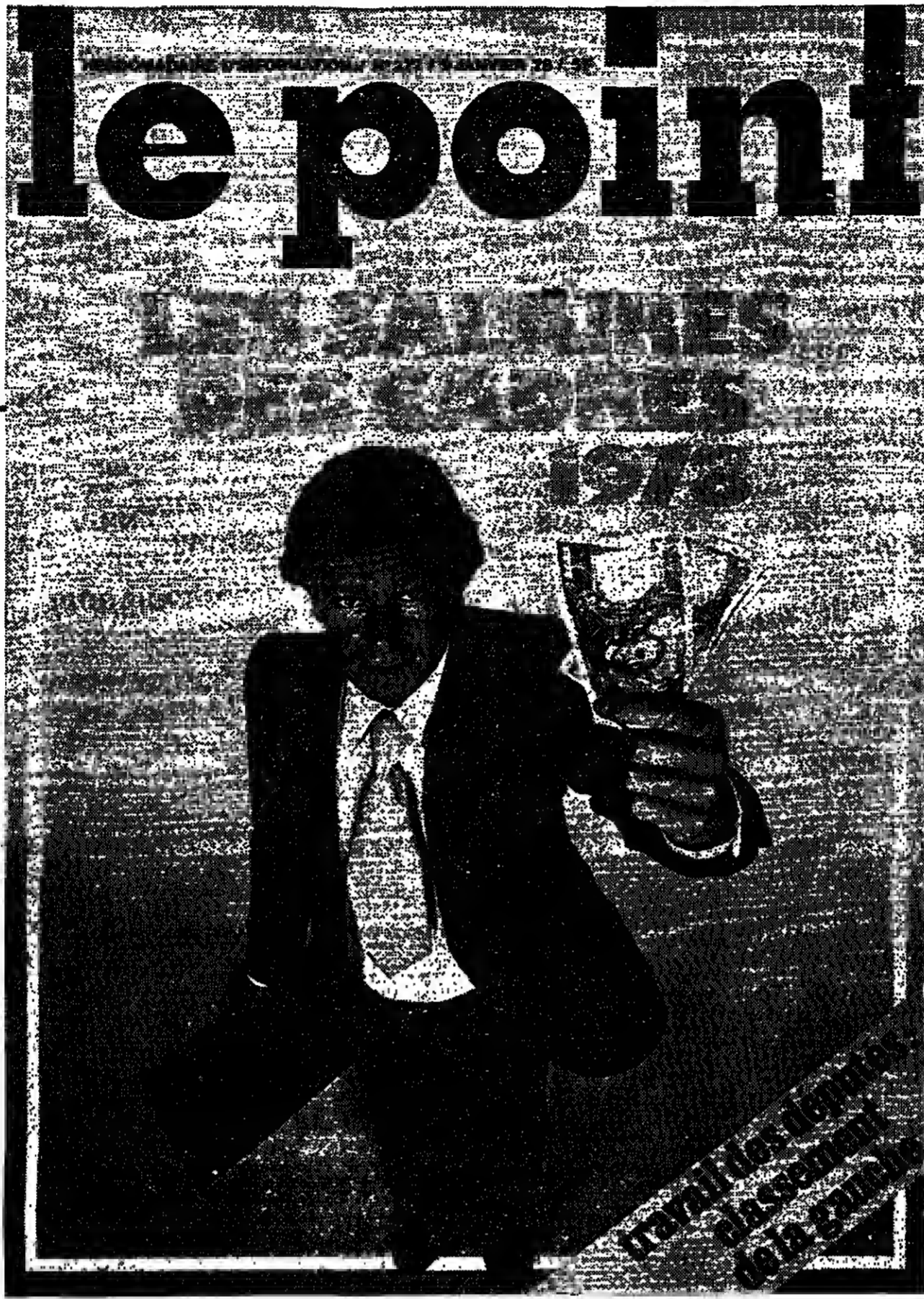
Mélie

ment de grève de la faim
gouvernement

Le général Gago Banzar, ancien
ministre, que des élections avaient
légitimé est perçue dans
l'ensemble fait le point de vue

Correspondant

Le général Gago Banzar, ancien ministre, que des élections avaient légitimé est perçue dans l'ensemble fait le point de vue... Depuis un mois...



LES SALAIRES DES CADRES 1978

Le Point, dans un document exclusif et détaillé, donne poste par poste les salaires des cadres moyens et supérieurs. En fonction de votre âge et de votre expérience, vous pourrez, avec ce numéro-référence du *Point*, situer votre propre salaire et son évolution. Également dans ce numéro, la seconde partie de l'enquête sur le travail des députés : le classement de la gauche, ainsi que la conclusion de l'étude par le doyen Georges Vedel.

Le *Point* en vente cette semaine chez votre marchand de journaux.

le point

Les 10 secrets du succès
le devrait avoir le livre gratuit

POLITIQUE

LE PROGRAMME DE LÉGISLATURE PRÉSENTÉ A

Illustrations et commentaires

• PRIX : promesse de liberté rendue aux entreprises

Annoncée par M. Barre, la promesse de liberté rendue aux entreprises...

conjoncture, les hommes au pouvoir (aussi bien)...

En fait, les périodes de liberté totale ou de blocage total...

Le régime de droit commun est progressivement devenu...

• FINANCES COMMUNALES : des assurances confirmées

Les mesures annoncées à Biele pour les finances communales...

Les communes bénéficieront d'ici à 1981 de la totalité du remboursement...

Erin, M. Barre veut créer une sorte de SMIC des communes...

Les communes et les départements pourront décider librement...

Le montant global des ressources transférées par l'Etat progressera parallèlement...

Le montant global des ressources transférées par l'Etat progressera parallèlement...

• ÉDUCATION : de plus en plus de maternelles... et de grandes écoles

LES MATERNELLES. — Un document récent du ministère de l'éducation rappelle que...

LES MAÎTRES. — Il existe, dans les collèges, trois catégories de professeurs...

En matière de formation professionnelle des jeunes...

• EMPLOI DES JEUNES : un dispositif limité

La loi du 5 juillet 1977, destinée à favoriser l'insertion des jeunes dans le vie professionnelle...

Le nouveau dispositif prévu par M. Barre pour 1978 et 1979...

L'exonération de cotisations sociales pendant un an sera...

Seules les entreprises de moins de cinq cents salariés pourront en bénéficier...

Cette exonération sera réservée à des emplois de personnels supplémentaires...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

• VALEURS MOBILIÈRES : une nouvelle forme d'allègement fiscal

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

1976-1977 il y avait dans les cent cinquante premières écoles normales plus de seize mille directeurs-maîtres...

LE SUPÉRIEUR. — Les grandes écoles devront ouvrir à davantage d'élèves...

En matière de formation professionnelle des jeunes...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

• PRESTATIONS FAMILIALES : l'ébauche d'une politique nataliste

En décidant de donner la priorité à la famille, notamment à cette de trois enfants...

Deux exemples de modèles : l'accroissement annoncé du pouvoir d'achat des allocations familiales...

Quant aux autres initiatives, elles semblent intéressantes mais difficiles à apprécier...

L'augmentation des crédits d'aide à la modernisation et à la spécialisation...

Le nouveau dispositif prévu par M. Barre pour 1978 et 1979...

L'exonération de cotisations sociales pendant un an sera...

Seules les entreprises de moins de cinq cents salariés pourront en bénéficier...

Cette exonération sera réservée à des emplois de personnels supplémentaires...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

caisses, en provoquant un gain de 8% par rapport à 1967 sur la masse totale des prestations...

Autre sujet d'investissement pour certains Français, notamment les célibataires...

La préoccupation gouvernementale de faciliter la naissance d'un troisième ou d'un quatrième enfant...

En outre, M. Barre a annoncé une loi de réduction de la durée du travail...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

Jusqu'à présent, le dégrèvement fiscal ne portait que sur l'imposition des dividendes...

Le projet de M. Barre est essentiellement de favoriser les placements en actions...

Il consiste à dégraver l'apartenance momentané de l'immeuble...

PAR LE PREMIER Les réactions

LA VIE POLITIQUE

فكرنا من الأصل

POLITIQUE

25 % ?

(Suite de la première page.)

Depuis lors, en raison notamment du mode de scrutin qui le désavantage, il a à peine dépassé 22 % (22,4 % en 1967).

Comme le parti communiste sait tout cela, la vraie raison de son attitude ne se réduit pas à un chiffre mythique. Elle est dans sa volonté d'avoir sa part et toute sa part du pouvoir. S'il avait plus de voix — ou autant — que le parti socialiste, il revendiquerait avec plus de vraisemblance et même de logique une part égale des responsabilités en nombre et en importance : au gouvernement d'abord, dans les entreprises nationales ensuite, dans l'Etat enfin. Non seulement il accroîtrait son influence dans des secteurs où elle est encore faible et la consoliderait là où elle est déjà forte, mais il se couvrirait contre le risque toujours redouté d'un retournement du P.S., l'application du programme commun n'étant à ses yeux qu'un pas en avant vers une société socialiste.

Sa démarche est exactement à l'opposé de celle qui a conduit tant et tant d'électeurs ou de militants, favorables à la gauche ou tout simplement au changement, à rejoindre les rangs socialistes pour que dans l'alliance, rendue inévitable ne fût-ce que par le mode de scrutin, le P.S. soit électoralement plus fort que le P.C.

Aucune des erreurs, des imprudences verbales (1) du parti socialiste ne justifiait la multiplicité et l'outrance des attaques du parti communiste ; aucun des griefs, parfois fondés, ne justifiait le procès d'intention qui continue de lui être fait, en particulier sur la défense nucléaire. Mais une fois de plus la stratégie a prévalu sur la tactique. Le parti communiste ne s'est jamais défilé de cette mentalité prophétique qui lui fait croire à la victoire inéluctable du socialisme tel qu'il l'entend. Dans ce siècle ou un autre. Perdre une élection n'est plus alors

qu'une péripétie malheureuse. Pour tout autre parti il serait illogique de passer, à 1 ou 2 % près, à côté du pouvoir pour la raison qu'il ne serait pas sûr d'en avoir toute sa part. Pour lui, le pouvoir n'est pas un objectif en soi ; c'est un moyen, une voie de passage, un pas en avant (2).

A les entendre, à les en croire, le gouvernement, les socialistes et les communistes auraient lieu d'être satisfaits de ce long et lourd week-end politique. La majorité peut l'être, il est vrai, de la démission de la gauche, et l'opposition de la faiblesse des objectifs d'action de la majorité. Le gouvernement et la gauche n'ont qu'un point commun ou plutôt qu'un mot commun : changement. Mais l'insuffisance du projet gouvernemental et la discordance de l'opposition le rendent bien illusoire d'un côté comme de l'autre.

« De quoi se flinguer » écrit-il ici un honorable sénateur il y a huit jours. De quoi s'abstenir, tout au moins ; ce qui revient au même.

J. F.

(1) Les communistes n'ont jamais oublié que, le lendemain même de la signature du programme commun, M. Mitterrand déclarait à Vienne devant l'Internationale socialiste : « Notre objectif fondamental, c'est de refaire un grand parti socialiste sur la base occupée par le P.C. Nous sommes prêts à signer une déclaration qui, sur les cinq millions d'électeurs communistes, trois millions pensent voter socialiste ! C'est la raison de cet accord » (Le Monde du 20 juin 1972).

(2) La stratégie communiste se comprend mieux à la lumière du rapport secret prononcé, deux jours après la signature du programme commun, par M. Georges Marchais devant le comité central du 29 juin 1972. Ce rapport n'a été divulgué qu'en 1975 (Le Monde du 9 juillet 1975). On y lit notamment : « Nous considérons le programme commun comme un pas en avant permettant de créer les conditions les plus favorables pour mettre les masses en mouvement sur nos idées, nos solutions, nos objectifs ».

La discordance s'accroît entre P.C. et P.S.

(Suite de la première page.)

On vient d'en avoir à la fois l'avant-goût et la preuve. D'abord, avec la conférence nationale du parti communiste, tout au long de laquelle les orateurs ont émis au pilori les dirigeants du P.S., à commencer par M. Foccart, qualifié par M. Frischmann d'« ancien gauchiste devenu social-démocrate d'extrême droite ». Ensuite, avec l'intervention de M. François Mitterrand, qui devant le Club de la presse d'Europe I, a clairement accusé le P.C. de « faire passer avant son intérêt plutôt que de servir, minoritaire, l'union de la gauche » et a estimé qu'il compromettrait « une faute, presque un crime », s'il refusait de participer au gouvernement de la France après une victoire de l'opposition.

Cette victoire, les leaders du P.C.F. et du P.S. continuent, certes, de l'envvisager, puisque le premier affirme que « tout reste possible », et puisque le second « croit que la gauche peut l'emporter », mais le contentieux entre

eux reste trop lourd pour que l'un s'abstienne pas à partager leur opinion.

M. Mitterrand n'a pas tort de relever que le P.C.F. a « gardé sous le coude pendant trois ans » un rapport où il exprimait clairement, dès le 29 juin 1972 (une semaine après la signature du programme commun), une méfiance à l'égard des socialistes et des ambitions électorales qu'il proclamait désormais de plus en plus ouvertement. Il a raison de rappeler que le P.S. était minoritaire au sein de la gauche lorsqu'il avait signé le programme commun, puisque, de 1968 à 1972, les socialistes s'étaient toujours placés à un niveau électoral sensiblement inférieur à celui des communistes : 15,4 % au lieu de 24,9 % en 1968, 12,5 % au lieu de 21,8 % en 1969, 18,9 % au lieu de 22,5 % en 1967, 16,5 % au lieu de 20 % en 1966. Il est cependant mal placé pour reprocher au P.C.F. de vouloir occuper la plus grande part possible du terrain. Dans la mesure où depuis l'automne le premier secrétaire

du P.S. revendique pour sa formation 7 millions de voix, ses partenaires ne sont-ils pas fondés à lui retourner le grief qu'il leur adresse ?

An-delà de ces problèmes d'arithmétique électorale, les débats du week-end font mal augurer de l'évolution des relations entre les deux formations. La convention nationale du P.S. a repris l'idée d'un référendum sur la politique nucléaire, procédure à l'égard de laquelle l'hostilité du P.C.F. est avérée, et il n'est pas certain que les communistes, accablés par le tête-à-tête Mitterrand-Carter de vendredi dernier, aient été apaisés par la mise au point catégorique du premier secrétaire du P.S. selon laquelle le président des Etats-Unis « n'a à aucun moment estimé inacceptable ou intolérable quelque situation que ce soit », et plus précisément celle qui découlerait de la présence de communistes au gouvernement.

Il y a d'autant moins de raisons d'espérer un dégel à gauche que le problème de la « réconciliation » est posé entre deux formations dont les sensibilités de la gauche et un véritable changement ne seraient pas acquis si la formation qui se préoccupe en priorité de la défense des plus mal lotis (on l'a vu tout au long de la conférence nationale) était par trop minoritaire. C'est ce que ne cesse

de dire M. Marchais, et ceux-là mêmes sont bien forcés de l'admettre, que l'on ne peut suspecter de tendresse ni à l'égard du P.C.F. ni vis-à-vis des marxistes. Ainsi lit-on sous la plume de Bernard-Henry Lévy à la page 204 de la *Barbarie à visage humain* : « Je maintiens, bien entendu, que les partis marxistes sont les adversaires éternels de l'ordre de ce qui est ; mais il n'empêche que, dans cet ordre, et en Occident au moins, ils sont parfois les seuls à être, sans fautes et sans tard, l'intérêt des démunis ». S'intéresser aux démunis c'est bien ce que s'efforce de faire le gouvernement, mais timidement et sans aller jusqu'au bout de ses propres projets, ainsi que M. Mitterrand a bien pris soin de le rappeler et de le démontrer dimanche soir. C'est, en définitive, la meilleure chance d'une gauche démunie face à un premier ministre qui reprend à son compte avec vigueur les thèmes fondamentaux du gauchisme et se montre bien décidé à mener tambour battant la campagne de la majorité. De toute la majorité ou seulement des composantes non R.P.R. de cette majorité ?

Cette question essentielle demeure entière. On attendait encore lundi de savoir comment M. Chirac apprécierait les propositions samedi, à Blois par le chef du gouvernement.

RAYMOND BARRILLON.

TROIS ÉLECTIONS MUNICIPALES

HAUTES-PYRÉNÉES : Tournay (1^{er} tour). Inscr. 909 ; vot. 689 ; suffr. expr. 610.

Liste U.G.S.D., entre 204 et 308 voix, 5 sièges ; liste P.S., 233 voix ; M. Jean Baris, cand. individuel, 219 voix. Il y a ballottage pour cinq sièges.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de six conseillers municipaux élus sur une liste de défense des intérêts communaux, qui avaient donné leur démission pour marquer leur réprobation devant l'attitude de maire, M. Albert Rivrot, l'av. à la maj., qui leur refusait la nomination d'un troisième adjoint. Le maire, ainsi que deux membres du conseil municipal qui lui sont favorables, ont contesté leur mandat. Aucun des conseillers démissionnaires ne se représente.]

ALPES DE HAUTES-PROVENCE : Peyrus (1^{er} tour). Inscr. 1.118 ; vot. 979 ; suffr. expr. 905.

Liste conduite par M. Francis Gallat, maj. prés. 400 voix en moyenne ; liste conduite par M. Louis Jourdan, malte sortant, 312 voix en moyenne ; liste conduite par M. Claude Coste, P.S., 241 voix en moyenne. Il y a ballottage.

[Cette élection partielle était venue nécessaire après l'invalidation du scrutin de mars 1977, ôcécécé par le Conseil d'Etat pour irrégularité tardive de tract, à la suite d'un recours déposé par les membres de la liste de la majorité présidentielle. Le conseil municipal élu en mars 1977 était composé de 8 P.C. dont un, est récemment ôcécécé, P.S. et 4 maj. prés.]

UNE ÉLECTION CANTONALE

AISNE : canton de Ribemont (1^{er} tour). Inscr. 8.523 ; vot. 4.938 ; suffr. expr. 4.867. MM. Lucien Bochart, mod. maj., 1.860 voix ; Maurice Séverin, P.C., 1.473 ; Mme Grunelle-Droyart, in. de Ribemont union cantonale, 963 ; M. Pierre Collet, P.S., 571. Il y a ballottage.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement d'Henri Badily, mod. maj., récemment ôcécécé. Conseiller général depuis 1964, Henri Badily avait été réélu au second tour des élections cantonales de septembre 1973 avec 2.287 voix contre 2.093 à M. Séverin, P.C. Au premier tour, Henri Badily avait obtenu 1.287 suffrages contre 1.024 à M. Séverin, 786 à M. Dosière, P.S., 622 à M. Galin et 184 à M. Chire.

Par rapport au premier tour de scrutin de 1973, le candidat du P.C. enregistre une progression de 4,55 points en pourcentage (20,29 % contre 25,74 %). En revanche, celui du P.S. perd près de 8 points (11,22 % contre 19,99 %). Le total des voix de gauche, qui représentait 63,34 % du nombre des suffrages exprimés en 1973, n'atteint plus que 62,92 %.]

M. CHIRAC ACCÉLÈRE LE RYTHME DE SES DÉPLACEMENTS

M. Jacques Chirac va reprendre son tour de France électoral en visitant vingt départements et en tenant douze grandes réunions publiques au cours du seul mois de janvier. Alors que, pendant les trois derniers mois de 1977, le président du R.P.R. consacrait quarante-huit heures à chaque département visité, il a décidé d'accélérer le rythme de ses déplacements. Le détail de ces visites est le suivant : M. Chirac visitera le 10 janvier les Pyrénées-Atlantiques (réunion publique à Pau), le 11 janvier le Lot, le Tarn-et-Garonne, la Haute-

Garonne (réunion publique à Toulouse), le 12 janvier l'Ain (réunion publique à Bourg-en-Bresse), les 16 et 17 janvier l'Yonne-et-Loire, l'Indre, le Cher, le Lot-et-Cher, les 16 et 19 janvier la Vienne, la Charente-Maritime, la Charente (réunion publique à Rochefort), les 24 et 25 janvier la Dordogne, le Lot-et-Garonne, la Gironde (réunions à Agen et à Bordeaux), le 27 janvier la Haute-Corse (réunion à Bastia), le 30 janvier le Gard, la Drôme, l'Ardèche (réunion à Valence), le 31 janvier les Bouches-du-Rhône (réunion à Marseille).

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
révisée aux auteurs
résident à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

« Club de la presse d'Europe I. » Spécial.
RAYMOND BARRE
Premier Ministre
lundi 9 janvier à 19h
SUR
EUROPE 1

مكتبة من الأصل

LA CONVENTIO
Mitterrand : renoncer
RAYMOND BARRILLON

صحنه من العمل

POLITIQUE

LE DU P.C.F.

la majorité... et du parti socialiste... d'un discours qui est celui que les militants du P.C.F. attendent et développent depuis février 1976, depuis le XXII^e congrès. Le parti communiste entend demeurer, plus que jamais, le parti des plus défavorisés, le parti des pauvres. Bien des témoignages de la misère des salariés les plus démunis, des chômeurs, apportés à la tribune de la conférence nationale sonnaient juste, révélaient des situations sociales trop souvent ignorées, illustraient le fait que le P.C.F. est effectivement la seule formation politique parlementaire à placer ces catégories au cœur de ses préoccupations.

et du parti socialiste

Dans un excellent discours, M. Jack Ralite, député de la Seine-Saint-Denis, a su montrer l'orateur indique qu'il est « absurde » de croire que le P.C.F. voudrait rester dans l'opposition, notamment parce que les communistes veulent montrer, dans la pratique, de quoi ils sont vraiment capables.

M. MARCEL BOURQUIN (Doubs) évoque le rôle des salariés de chez Peugeot et explique que la croissance du taux d'absentéisme traduit la généralisation de la « fatigue physique et nerveuse ». Il reproche ensuite au P.S. de profiter des voix de la droite, qui, lors des élections municipales, à la demande de la famille Peugeot, s'était abstenue de présenter des listes pour tenter de faire basculer le P.C.F. par le P.S. Il critique également M. Bouloche, député socialiste du département, accusé d'être d'accord avec la majorité pour refuser la nationalisation de Peugeot.

M. JACKIE LAPLUME (Creuse) adresse à M. Chandernagor, député socialiste du département, des critiques équivalentes en soulignant que la majorité ne cherche pas vraiment à le gêner afin d'éviter qu'il ne soit, au premier tour, devancé par le candidat communiste. « Y a-t-il deux candidats officiels en Creuse, demande-t-il un P.R. et un P.S. ? » M. MICHEL DUFFOUR (Hauts-de-Seine), membre du comité central, traite de la situation dans l'enseignement et déclare que « de nombreux intellectuels sont écœurés par les manœuvres politiciennes du P.S. et le flou de ses propositions ».

M. Mitterrand : lorsque le P.S. a signé le programme commun il était en situation minoritaire

Invité, dimanche 8 janvier, au Club de la presse d'Europe 1, M. Mitterrand a déclaré : « Je crois que la gauche peut l'emporter. Je préférerais quelle l'emporte dans l'ordre, je veux dire dans la coalition. Elle l'emportera peut-être dans le désordre. Alors, le parti socialiste proposera à ses partenaires, la gauche étant majoritaire au Parlement, un ensemble de propositions qui seront celles du programme commun de la gauche assorti des propositions socialistes que j'ai fait connaître lors d'une récente conférence de presse (...). Libre aux autres de dire oui ou de dire non. »

Socialistes et communistes depuis 1945

Table with 3 columns: Elections législatives, Socialistes, Communistes. Rows include dates from 1945 to 1972.

en quoi le fait que ces catégories ne sont pas représentées dans les organes de décision fausse les analyses, en quoi, même un système de participation, pour ne pas dire d'autogestion, peut exclure certains milieux et donc ignorer des éléments importants de la réalité sociale.

THIERRY PFISTER. HINCKER, membre du comité central, rédacteur en chef de la Nouvelle Critique, parle de l'alliance entre les intellectuels et la classe ouvrière et explique que le problème de la liberté demeure toujours le seul obstacle à la participation au combat du P.C.F. « C'est le XXII^e Congrès qui est décisif », conclut-il.

M. MARCHAIS : nous ne nous sommes pas déchirés. M. Georges Marchais clôture la conférence nationale en déclarant : « Il est probable — certain, même — que les nantis et leurs porte-parole diront que notre conférence n'a pas été démocratique. Parce que, tout simplement, nous sommes tous d'accord. Parce que nous ne nous sommes pas déchirés entre nous. Parce qu'on n'a pas entendu cette prétendue « opposition à la direction » dont ils rêvent chaque nuit. La nuit, ils entendent dans leurs rêves cette « opposition ». Mais ils n'entendent jamais les cris qui, chaque jour, montent des usines. Et bien, tant pis pour eux ! Leurs élucubrations ne nous intéressent pas. »

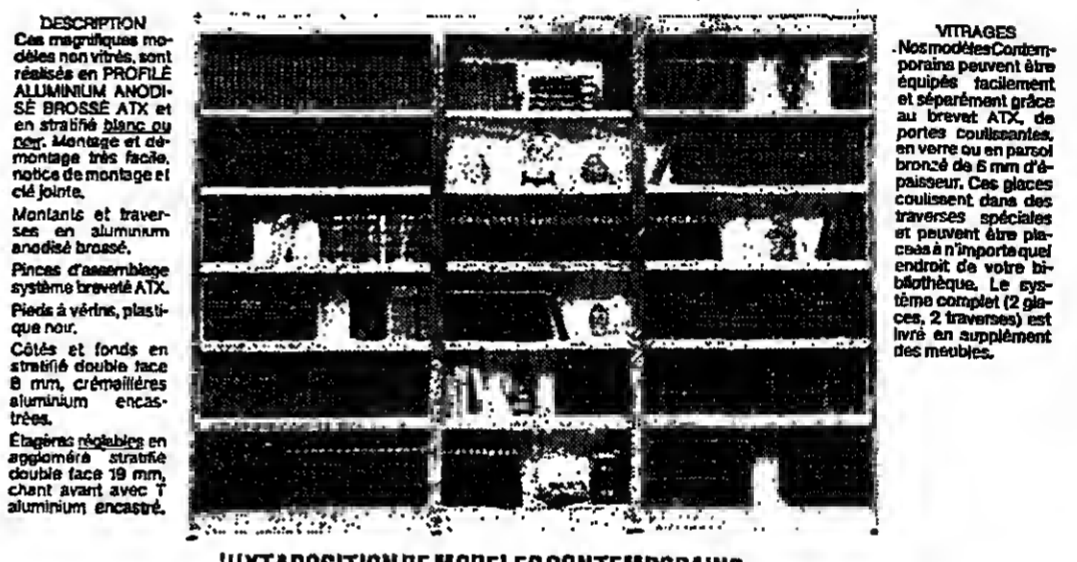
LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

"EN MONTPARNASSE" 61, rue Froidevaux Paris 14^e

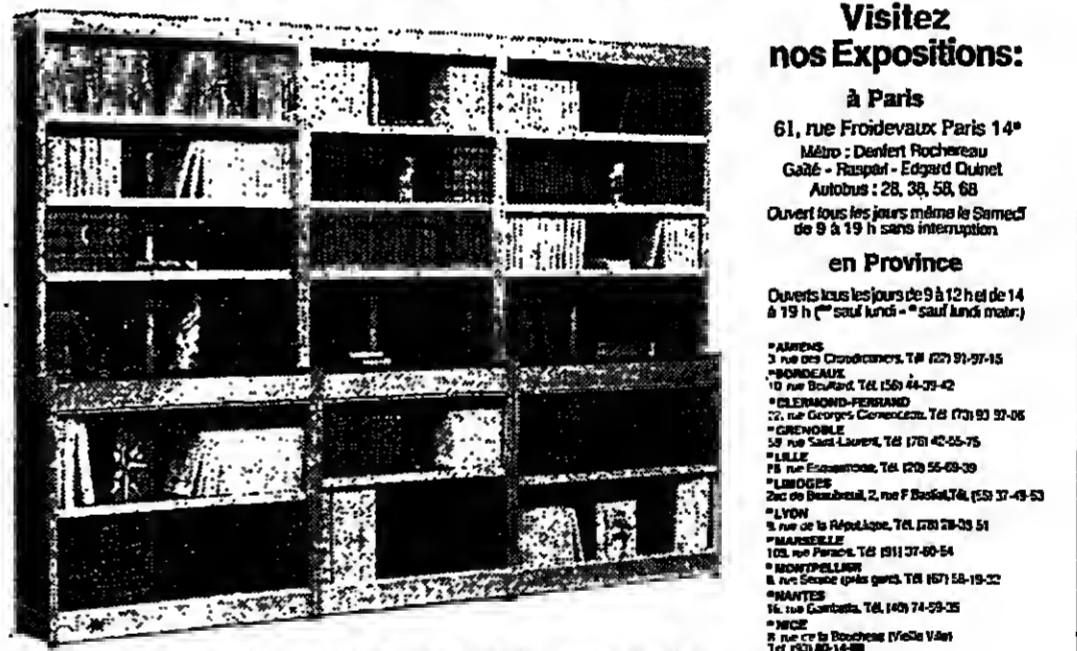
contemporaines



Installiez-vous ULTRA RAPIDEMENT... à des prix IMBATTABLES!



JUXTAPOSITION DE MODELES CONTEMPORAINS



JUXTAPOSITION DE MODELES CONTEMPORAINS TOUTS FORMATS

NOUVEAUTE EXCLUSIVE SUPERPOSITION ET JUXTAPOSITION PAR SIMPLE POSE

MEUBLES A SUPERPOSER... Pour 8 rayons, se reporter à la hauteur des PA/25 indiquées dans notre catalogue.

Form for ordering: BONGRATUIT à retourner à LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES 75080 PARIS CEDEX 14. Includes fields for name, address, and postal code.

PLUS DE... ONT ADHES... DEPRESSES

autres de la presse

PRESSE

LE PREMIER «NEWS-MAGAZINE» AU FÉMININ

«F. Magazine»

Depuis qu'elles ont acquis le droit de vote, les Françaises font la loi : c'est elles — le fait est connu — qui maintiennent la même majorité et pour ce depuis vingt ans. Ont-elles les moyens appropriés d'information pour assumer cette lourde responsabilité ? En 1977, plus de la moitié des femmes de vingt-cinq à cinquante ans travaillent, et une proportion croissante d'entre elles occupent des postes à responsabilité (25 % des cadres supérieurs et membres des professions libérales sont des femmes contre 13 % seulement il y a vingt ans). Leur « presse » répond-elle à leurs préoccupations professionnelles ?

Paradoxe : au moment même où le rôle des femmes s'affirme et s'amplifie, la presse féminine — à travers cinq de ses titres les plus connus — voit sa diffusion fléchir depuis 1973. A partir de cette analyse est née l'idée de lancer le premier « news magazine » féminin, à destination tout spécialement des « femmes d'un niveau socio-culturel élevé ».

« F. Magazine est destiné à toutes celles qui souhaitent mieux comprendre le monde et y participer intensément plutôt qu'en suivre les modes », écrit Mme Claude Servan-Schreiber, directrice de la nouvelle publication, dont le premier numéro (6 francs) est mis en vente ce lundi 9 janvier (format Elle).

Le nouveau mensuel est édité par la S.A. F. Magazine, société au capital de 100 000 francs. A côté d'actionnaires privés, l'entreprise est soutenue par trois puissants partenaires : le groupe Expansion (que dirige M. Jean-Louis Servan-Schreiber, mari de Claude Servan-Schreiber), la Société n° 1 (filiale d'Europe 1-Image et son) et V.N.U. (premier éditeur de magazines hollandais). L'objectif « de départ » est une diffusion de 150 000 exemplaires.

Ancienne journaliste à l'« Express », Elle et Marie-Clare, Mme Claude Servan-Schreiber a réuni autour d'elle une équipe qui « comporte des femmes et

seulement des femmes ». Le détail des sujets traités dans le premier numéro a été que les « signatures » qui y ont collaboré (Nicole Chailot, Benoîte Groult, Catherine Nay, Françoise Rondon-Salmon, Elisabeth Schemla, Anne Sincleur, etc.) ne laissent planer aucun doute sur le sérieux de l'entreprise. Les conditions de fabrication sont telles qu'elles permettront également à « F. Magazine » de « coller » au plus près de l'actualité, malgré sa périodicité mensuelle. La photo de « une » — tonitruante de beauté — de la dessinatrice satirique Claire Bretecher donne aussi le ton de la nouvelle publication.

Quatre sujets sont mis en exergue dans ce n° 1 : Les beaux jours discrets de la quarantaine (un entretien avec Marina Viado) ; Elections : rude saison pour les candidates ; « Prix Dieu, elle vous envoie » (par Benoîte Groult) ; Combien gagnent sept cent mille secrétaires ?

* F. Magazine, rédaction : 26, rue Foncelat, 75017 Paris. Tél. : 759-16-10.

La sécurité des journalistes doit être garantie d'urgence par une convention internationale affirme l'Institut international de la presse

L'Institut international de la presse (I.I.P.), dans son rapport annuel pour 1977, déclare que « la profession de journaliste devient rapidement l'une des plus risquées ». En conséquence, l'I.I.P. estime qu'une initiative internationale destinée à garantir la sécurité des journalistes face à la violence et aux mesures de détention illégales est devenue urgente.

Le rapport de l'Institut cite des cas d'enlèvements dans six pays, d'attentats à la bombe dans cinq, de meurtres dans quatre, de tortures et autres formes de violence dans sept, et de détention de membres de la presse dans vingt-trois. L'I.I.P. critique les gouvernements concernés, mais s'inquiète également du nombre de cas « où les violences physiques et l'enlèvement de journalistes constituent des formes

courantes de protestation politique ». « Dans un monde où l'on a la détente facile, ajoute l'I.I.P., la question de l'immunité des journalistes doit être examinée d'urgence dans le cadre des droits de l'homme ».

Le rapport cite notamment le cas de « rédacteurs en chef italiens pris comme otages par des hommes de main destinés à attirer l'attention sur de prétendues injustices politiques », de journalistes libanais pris comme otages, de la vague de « disparitions et de meurtres en Argentine et en Uruguay », de morts par balles et par bombes de journalistes en Espagne, de la répression contre les journalistes tchécoslovaques, etc.

« De nombreux journalistes dissidents sont de fervents communistes. Leur objectif n'est pas d'ouvrir leur pays à un type de gouvernement occidental, mais d'amener l'arrêt d'une société plus humaine sans les restrictions des dirigeants stalinistes actuels ».

« L'expulsion d'un journaliste de l'Union des écrivains entraîne immédiatement sa mise au chômage. Subséquentement, elle rend le journaliste licencié vulnérable au chantage, comme l'a montré le cas de Vladimir Skrivina, à qui fut refusée sa pension d'invalidité (justifiée sur le plan médical), du fait qu'il était, en principe, encore susceptible d'exercer sa profession (...) ».

« Les restrictions sur la liberté d'action des journalistes de la Charte 77 en Tchécoslovaquie ont été accompagnées de pressions sur leurs contacts avec d'autres pays, et en particulier sur les membres de la presse étrangère. C'est ainsi que le correspondant du Washington Post, M. Michael Getler, a protesté contre les tentatives quotidiennes d'intimidation de la police ; le correspondant de l'agence Reuter, M. Pierre Requette, a souligné, de son côté, que toute activité d'information relative à la Charte 77 constituait une interférence dans les affaires internes de la Tchécoslovaquie ; le correspondant du New York Times, M. Paul Holmann, a été obligé de quitter un train, où il a été détenu pendant deux heures, et s'est vu confisquer des documents quand les douaniers découvrirent une déclaration attribuée à Alexandre Dubcek ».

« Walter Kratzer, du « Stern », a été enlevé de force de son hôtel à 7 h. du matin et soumis à un interrogatoire pendant quatre heures ; Pierre Requette et le correspondant de l'Agence France Presse, Philippe Debussche, ont été empêchés de force d'interviewer l'un des responsables de la Charte 77, Jiri Hajek. Et la liste continue (...) ».

L'exemple du gangstérisme

Considérant le cas de deux « pays aussi éloignés spirituellement et géographiquement que sont l'Argentine et le Tchécoslovaquie », le rapport de l'I.I.P. déclare :

« Ces deux pays fournissent à un degré effrayant l'exemple du gangstérisme, officiel et officieux, mis en œuvre pour réprimer la liberté d'expression rédactionnelle ».

« L'Argentine a un passé journalier en troubles civils où la presse a rarement été exclue. Le siège des bâtiments de la Prensa pendant l'arrivée au pouvoir des péronistes en 1948 est un exemple de la gravité des incidents possibles. Trente ans plus tard, la situation est à nouveau inquiétante. En juillet, le Monde rapportait que vingt-six journalistes auraient été enlevés, vingt-quatre auraient été assassinés et quarante-huit incarcérés (...) ».

« Il est inadmissible que la disparition sans traces de dizaines de personnes décidées à exprimer des vues hostiles à la Junta (l'opposition parle en termes de milliers de disparitions) cause un tort considérable à l'Argentine (...) ».

« Il faut néanmoins porter au crédit des autorités que l'unique fermeture cette année d'un journal a été celle d'un mensuel antisémitique, Cabildo (...) ».

« Toutefois, les fermetures de journaux ne sont pas nécessaires quand la collaboration de ceux-ci est acquise par la menace. L'Institut national de la presse a publié des témoignages de première main accusant l'armée de tortures contre des suspects, dont des journalistes (...) ».

« Pour reprendre les termes de l'Association de la presse inter-américaine, « la violence terroriste au cours des dernières années en Argentine a créé un climat d'intimidation collective qui rend difficile l'exercice de la profession de journaliste (...) », les arrestations de journalistes, « incarcérés sans le moindre procès (...) ont encore aggravé cette situation ».

« En Tchécoslovaquie, également, la liberté de la presse est garantie, et les journaux ont poursuivi leur publication en 1977. Toutefois, leurs personnels rédactionnels n'auraient pas eu autant de chance s'ils avaient signé la Charte 77 demandant que le gouvernement reconnaisse les droits de l'homme. Comme dans d'autres pays de l'Europe de l'Est, la question des droits de l'homme a pris des proportions importantes après que l'accord d'Oslo et la conférence de Belgrade eurent mis l'accent sur la répression de la liberté individuelle de commentaire rédactionnel et sur les questions du libre-échange d'informations, publications et livres ».

Enlevés et pris comme otages

« Outre la censure, qui, et elle n'est pas respectée, entraîne la menace de fermeture pour les contrevenants, deux incidents en 1977 ont souligné le danger que couraient les journalistes. Dans le premier cas, le directeur du bureau de l'Agence France-Presse et un stringer de la même agence furent enlevés par l'armée égyptienne et détenus à Damas où ils furent relâchés sur ordre du président Assad. Dans le second cas, trois reporters de gauche et un photographe furent pris en otage par des éléments de droite, cette fois, pour obtenir la libération de miliciens de leur mouvement ».

« Ces incidents nous ramènent à l'urgence nécessaire d'une convention internationale garantissant l'immunité des représentants des médias dans la poursuite de leur profession. Si l'étude d'une telle convention soulève les problèmes de distinction du journaliste en tant qu'observateur de la profession en tant que participant, notre profession ne doit pas les éluder. » — C. D.

(1) L'Institut international de la presse, qui a son siège à Londres, regroupe environ deux mille responsables et éditeurs de journaux dans plus de soixante pays.

Hausmann/Nation/Parly2/Vélizy2
Italie-Galaxie/Brummell Rosny2

Brummell



Chemise ville,
polyester coton **32F**
Et aussi un très grand choix
de chemises et de pyjamas,
de 39 à 75 F.

LE TEMPS DU BLANC. JUSQU'AU 26 JANVIER.

LE TRÉSOR EST AU FOND DE VOTRE ASSIETTE

1 million de centimes. Ça sonne les économies, ça avec un peu d'astuce, et de discrètement vous pouvez faire un grand geste pour votre avenir. C'est ce qui nous a inspiré Gault et Millau dans l'ouvrage « Minuterie », laquelle les sont livres et dont je vous livrer les secrets dans le numéro de janvier du Nouveau Guide Gault-Millau en vente chez tous les marchands de journaux.

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé - Accueillable à l'âge - Debut des cours à votre convenance - Demandez le programme gratuit numéro 808

ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION

Seule école fondée en 1873 soumise au contrôle pédagogique de l'Etat 4, rue des Petits-Champs PARIS CEDEX 02

Études gratuites pour les bénéficiaires de la formation continue (tel. 14-7-1971)

NOTRE Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous nous téléphonez vos messages, nous les télétransmettons. Vos correspondants nous répondent par télex.

ÉTRANGE SERVICE TÉLEX

345.21.62 + 345.00.28

38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

LECTURE RAPIDE

Méthode TELEC : amélioration vitesse de lecture et CONCENTRATION INTELLECTUELLE

Stage de 3 jours : 12 - 19 - 26 Janvier

Autres sessions : Février - Mars - Juin

conditions particulières pour les inscriptions individuelles

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
CPM Centre Malesherbes - 108 Boulevard Malesherbes - Paris 75017 - Tel. : 766.51.34

Animation

Print

Intensif

LES ÉCOLES DE SPÉCIALITÉ ISSEC

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CPM Centre Malesherbes - 108 Boulevard Malesherbes - Paris 75017 - Tel. : 766.51.34

هكذا من الأصل

حزبنا الاجتماعي

POLITIQUE

LA CONVENTION NATIONALE DU P. S. SUR LA DÉFENSE

M. F. Mitterrand : renoncer immédiatement à l'arme nucléaire, c'est détruire l'armée française

« Le parti est entré à reculons dans l'ère nucléaire, honteux et confus d'avoir à se prononcer sur un système de défense fondé sur la dissuasion... »

confiance au reste de l'armement stratégique national, maintenu en état, pour assurer la sécurité du pays. Un autre amendement du CERES...

politique de défense jugée plus conforme au projet de défense socialiste, ont, à plusieurs reprises, souligné l'apparition de ces nouvelles divergences au sein même des courants traditionnels (majorité et CERES)...

hésitations de ceux qui ne croient pas que l'arme nucléaire ait la vertu magique de défendre, seule, la France. Redoutant la prolifération qui rend la France nucléaire certaine...

« C'est une synthèse de carton pâte », s'est écrié M. Jean-Pierre Chevènement, l'un des animateurs du CERES...

« Cette guerre est provoquée par des volontés de puissance venues d'ailleurs. Il faut que l'on sache que nous ne serons pas des alliés intégrés... »

« Même ceux qui acceptent la bombe atomique en état, et qui pensent qu'il n'est pas possible de tout faire à la fois... »

De telles déclarations ont donné à penser que le cœur de M. Mitterrand penchait plutôt vers ceux de ses militants qui, comme M. Vivéret, se sont définis comme des « nucléaires »...

Rapporteur du projet de motion présenté par le bureau exécutif unanime, M. Jean-Pierre Cot constate que, depuis le programme commun de 1974...

« En séance de nuit, M. Pierre Mauroy a demandé à l'avenir la distinction soit mieux faite, par leurs auteurs, entre une motion et un amendement... »

68,2 % des mandats. L'iteration nucléaire accroît les risques d'une contagion incontrôlable et rend caduque le principe de la non-bataille...

finale, la convention a rejeté deux amendements présentés en séance plénière. Le premier texte, repoussé par 56,7 % des mandats...

LES QUATRE POINTS PRINCIPAUX DE LA MOTION ADOPTÉE

- Voici les quatre grands points de la motion adoptée... 1) L'objectif d'un gouvernement de gauche...

« L'arme nucléaire, c'est la non-bataille, explique-t-il. C'est l'urgence nucléaire (...). Cependant, le général de Gaulle n'est pas allé au bout de sa logique... »

« Dans l'après-midi, M. Cot s'est exprimé en séance plénière, les conclusions de la commission des résolutions, qui a retenu à l'unanimité... »

« Nous ne pensions pas qu'il y avait une manœuvre d'une telle importance et d'une telle duplicité. Elle a été révélée récemment... »

« M. July (Libération) lui ayant demandé si cette affaire « devrait avoir le même dénouement que l'affaire du Watergate... »

Le virage brusque du P.C.F.

M. François Mitterrand intervient alors et, après avoir dénoncé le « virage brusque » du P.C.F., il expose ce qu'il appelle la « réponse gauchiste » et la « réponse communiste » à l'arme nucléaire...

« Rappelant que, pour le P.S., c'est la renonciation à l'arme atomique qui est l'objectif du gouvernement de la France... »

« Expliquant comment la loi a été rédigée, il a affirmé : « Il s'agit d'inscriptions solennelles et de propositions en blanc... »

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE SE REND AUX ARGUMENTS DE L'OPPOSITION

Nancy. — Un arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle du 26 août 1977 stipulait qu'à Nancy, les Français établis hors de France...

Déjà 46 % des Français * disent : NON A LA FORCE DE FRAPPE !

M. MARCHAIS : Mitterrand veut retourner sous le parapluie américain. A l'issue de la conférence nationale de son parti, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a déclaré à propos des positions du P.S. en matière de défense...

« Notre but est de diriger des électeurs dans des circonscriptions où les candidats de la majorité sont menacés d'être battus... »

● BRRATUM. — M. Yves Gréna, député politique du P.R., nous prie de préciser qu'il a été élu en 1982 député de la 1^{re} circonscription de la Dordogne...

حکومت الاموال

(PUBLICITÉ)

ISSEC

formation continue des cadres

Printemps 1978 à partir du 6 mars
Une journée complète tous les 15 jours, pendant 4 mois

Une journée par quinzaine, pendant quatre mois (soit cent journées pour un cours), c'est la formule de l'ISSEC. Celle qui, en 1977, a été choisie par 1 245 cadres, ingénieurs, dirigeants d'entreprises de toutes dimensions, de tous les secteurs de l'économie. L'ISSEC propose aux cadres un perfectionnement pour développer leur spécialisation dans une fonction précise de l'entreprise. Chaque participant, assisté par un centre d'orientation, établit son plan de perfectionnement personnel.

Créé il y a dix ans par l'ESSEC, étroitement associé à cette grande école de gestion, l'ISSEC propose des programmes de perfectionnement organisés par modules de quatre mois, enseignés tous les quinze jours par journées complètes. Les enseignements de l'ISSEC sont conçus pour être suivis par des diplômés mais aussi par ceux qui ont acquis leur savoir par la pratique.

Des programmes intensifs, un enseignement concret et vivant, toujours par petits groupes de quinze et équipes de travail de cinq personnes. Les modules ou « crédits » ISSEC peuvent être suivis selon deux formules : soit à raison d'un crédit par semaine, c'est-à-dire neuf journées complètes réparties sur quatre mois. Cette formule est bien adaptée aux cadres en activité ; soit à raison d'un crédit par mois, formule principalement destinée aux demandeurs d'emploi.

Un enseignement intensif, pratique, sans absence prolongée hors de l'entreprise

Par petits groupes de 15 personnes, la dernière session d'octobre 1977 de l'ISSEC a rassemblé 692 cadres qui ont chacun suivi l'un des 50 enseignements de l'ISSEC.

<ul style="list-style-type: none"> PERSONNEL <ul style="list-style-type: none"> Techniques de base de la fonction personnel. Structures et communications. Relations industrielles. Droit du travail. Direction du personnel par l'encadrement. FORMATION <ul style="list-style-type: none"> Méthode et pratiques de la formation. Organisation et gestion de la formation. MARKETING <ul style="list-style-type: none"> Marketing fondamental. Chef de produit. Marketing des produits industriels. Etudes et recherches en marketing. Méthodes d'analyse en marketing. Marketing et exportation. Direction des ventes. Communications publicitaires. Distribution grande consommation. Politiques de marketing. Anglais en marketing et négociation. 	<ul style="list-style-type: none"> COMPTABILITE ET CONTROLE DE GESTION <ul style="list-style-type: none"> Comptabilité générale. Comptabilité analytique. Contrôle de gestion. Pratique et informations comptables. Fiscalité. FINANCE <ul style="list-style-type: none"> Techniques de gestion financière. Analyses financières et évaluation. Financement des entreprises. Finances internationales. Décision et politique financière. Anglais d'économie et de finance. PRODUCTION <ul style="list-style-type: none"> Éléments fondamentaux de gestion de la production. Techniques de planification et contrôle. Conception d'un système de production. Processus de production et gestion du personnel. SECRETARIAT GENERAL <ul style="list-style-type: none"> Fonction spécifique du secrétariat général. Droit général des affaires. 	<ul style="list-style-type: none"> ORGANISATION <ul style="list-style-type: none"> Droit des sociétés. Aspects juridiques commerciaux extérieurs. Techniques d'organisation. Structures d'organisation. Objectifs, contrôle et motivations. Mise en place de systèmes d'organisation. COMMUNICATIONS DANS L'ENTREPRISE <ul style="list-style-type: none"> Expression orale. Travail et négociation en groupe. INFORMATIQUE <ul style="list-style-type: none"> Méthodes quantitatives. Éléments de base d'informatique. GESTION DE LA P.M.E. <ul style="list-style-type: none"> Diriger une P.M.E. Création d'entreprises. L'ENTREPRISE ET SON ENVIRONNEMENT <ul style="list-style-type: none"> Maîtrise de l'environnement : évolution économique. Introduction générale à la gestion de l'entreprise. Stratégies de l'entreprise.
---	--	--

LES DIPLOMES DE SPÉCIALITÉ ISSEC

L'ISSEC délivre un titre de spécialité dans les huit fonctions suivantes de l'entreprise :

PERSONNEL - FORMATION - MARKETING - CONTROLE DE GESTION - FINANCE - PRODUCTION - SECRETARIAT GENERAL - ORGANISATION

Les diplômes ISSEC, homologués par l'Etat depuis 1976, sont des diplômes de perfectionnement supérieur, du niveau d'une grande école de gestion dans la discipline considérée. Les demandes d'accès aux différents diplômes sont réservées aux sessionnaires de l'ISSEC ayant suivi avec succès au minimum quatre crédits de perfectionnement qui totalisent, avec la préparation du mémoire, près de cinq cents heures de travail, et ce dans un délai maximum de trois ans. Toute demande d'accès à un diplôme est accompagnée d'un projet de mémoire détaillé. Lorsque ce plan a été approuvé, un professeur du groupe ESSEC est chargé de suivre, en qualité de conseiller, les travaux de recherche du candidat.

CENTRE DE LANGUES

Anglais, allemand, espagnol, brésilien, arabe, russe

- Cours intensifs tous niveaux.
- Recyclage intensif en anglais, à raison d'une journée par semaine sur 13 semaines.
 - Niveau faux débutants.
 - Niveau intermédiaire d'affaires.
- Deux nouveaux crédits ISSEC (9 journées).
 - Anglais de Marketing et Négociation.
 - Anglais de finance et économie.

Renseignements et documentation :
Centre de Langues ISSEC
35, boulevard Sébastopol, 75001 PARIS
Tél. : 233-21-88.

Centres associés de l'ISSEC : Limoges, Nîmes, Orléans...

Demandez les programmes détaillés de l'ISSEC
INSTITUT SUPERIEUR DES SCIENCES ECONOMIQUES ET COMMERCIALES
Etablissement Privé d'enseignement supérieur
35, boulevard Sébastopol - 75001 PARIS - Tél. 233-21-88

Demande d'information : session printemps 1978

M., Mme _____
Société _____
Adresse _____
_____ Tél. _____

Je désire recevoir le programme de perfectionnement de l'ISSEC et un dossier de candidature
 Je désire un rendez-vous au centre d'orientation de l'ISSEC
 Je désire un rendez-vous au centre de langues ESSEC-ISSEC

A envoyer à
ISSEC
35, boulevard Sébastopol - 75001 PARIS
Tél. 233-21-88

Au cœur de Paris, entre le Centre Beaubourg et le Forum des Halles, en face de la nouvelle station du R.E.R.
ISSEC : Institut Supérieur des Sciences Economiques et Commerciales
35, boulevard Sébastopol. 75001 PARIS. — Tél. : 233-21-88

garantie d'urgence
la presse
Télé
RAPIDE

AFFAIRES

L'industrie du livre malade de sa distribution

(Suite de la page 21.)

« Chaque livre serait désormais vendu à tous à même tarif » dans toute la France. En contrepartie, les membres de l'association accepteraient une baisse immédiate et égale de 10 % des prix.

« Ce n'est pas sérieux économiquement... c'est une réaction populiste et corporatiste », réplique-t-on à la FNAC, où l'on dispose d'un solide dossier. Un monopole ? « Nous n'avons que 5 % du marché du livre (en excluant les scolaires, la vente par correspondance et par courrier) avec nos nombreux magasins. Nous n'avons vendu que 5 % du Cheval d'orgueil, environ 4 % du Goncourt. En revanche, pour certains livres à diffusion, nous atteignons 15 %, voire 20 % des ventes totales. M. Lindon en sait quelque chose... Seule la FNAC offre au public un tel choix (120 000 titres sont disponibles au magasin de Montparnasse). Quant aux formateurs de libraires au quartier latin, la fédération des syndicats de libraires reconnaît qu'elle aurait peut-être disparu quand même ! ». Le prix imposé ne ferait qu'enrichir les plus puissants », et « favoriserait l'inflation... »

Résolution proposée au prix imposé, tout comme à la formule du prix net (2) par la fédération des syndicats de libraires, la FNAC n'en est pas moins hostile à l'agression que constituent les prix d'appel pratiqués par les grandes surfaces. Et ce pour deux raisons : d'une part, le prix d'appel s'apparente souvent à une vente à perte, d'autre part, les représentants des grandes surfaces n'achèteront que ce qui se vend comme ils le reconnaissent eux-mêmes.

Une affaire scabreuse : les offices

L'éditeur, par l'intermédiaire de son diffuseur, adresse tous les mois un certain nombre d'exemplaires de ses nouveautés ou réimpressions aux libraires. Ceux-ci payent ces ouvrages à 60 ou 90 jours. Par la suite, ils peuvent commander de nouveaux exemplaires ; c'est la « réassortiment » qu'ils payent à 60 jours. C'est en principe une vente définitive. En contrepartie de cette avance temporaire de trésorerie aux diffuseurs et aux éditeurs, le libraire a la faculté de « retourner » les exemplaires invendus qui lui sont alors remboursés. La possibilité de « retour » est théoriquement illimitée dans le temps. En fait, il n'en est rien. Les éditeurs ferment les yeux.

Cette pratique de l'office est jugée « bonne » dans l'ensemble. Pour le Seuil, elle « évite au libraire de prendre des risques ». Pour M. Lindon, c'est « le seul moyen pour qu'un livre, notamment difficile, soit en vente dans une librairie ».

Pourtant, dans la pratique rien ne va plus. Que s'est-il passé ? Les coûts de fabrication ayant augmenté, il faut les amortir sur un nombre plus important d'exemplaires. Or l'office permet à l'éditeur de percevoir une avance de trésorerie très importante, il peut dépasser 30 % du total du tirage. Mais il faut les mois suivants rembourser les « retours ». L'éditeur est donc tout naturellement conduit à multiplier les tirages au détriment de leur qualité et à gonfler

le nombre des offices qui, payant les retours des précédents ouvrages. Une sorte de cavalerie financière.

Les libraires passent leur temps à ouvrir des paquets. Ils ne savent plus où mettre les livres, croient sous le stock. Au cours des derniers mois, ils ont réagi en « retournant » systématiquement de nombreux ouvrages, parfois même sans ouvrir les paquets de « nouveautés ». Du coup, les taux de « retour » ont augmenté chez tous les éditeurs, leur pesant de graves problèmes de trésorerie. Hachette annonce 14 % contre 9 % en 1975, Laffont 23 % contre 18 % en 1976. Seuil 32 %, et pour certains autres éditeurs, qui ont pratiqué la fuite en avant, on dépasserait même 50 %. En mettant le coût total sous la gorge des diffuseurs et des éditeurs, les libraires espèrent obtenir une réforme des modalités de l'office. La négociation s'est ouverte. On souhaiterait personnaliser les règles d'office qui seraient révisées régulièrement ; développer les commandes fermes ; améliorer les délais de livraison pour les réassortiments, etc. Toutes choses qui impliquent qu'un soufite novateur passe sur les circuits de diffusion.

Entre les quelque quatre cents éditeurs recensés et les vingt-cinq mille points de vente, s'interposent les diffuseurs. Leur rôle : stocker, distribuer, gérer les livraisons et, au besoin, assurer la

représentation commerciale des éditeurs qui n'ont pas les moyens d'avoir leur propre équipe. Le principal d'entre eux est le groupe Hachette (entre 25 et 30 % du marché). Les deux tiers de son chiffre d'affaires proviennent des éditeurs du groupe et un tiers d'une trentaine d'éditeurs sous contrat, dont le plus important est Albin Michel.

Pour s'affranchir de la tutelle de Hachette et contrôler leurs ventes de plus près, un certain nombre d'éditeurs ont monté leur propre réseau de diffusion. Les uns : Presses de la Cité (15 à 18 % du marché), PUF, Payot, le Seuil, se contentent, sauf exception, de diffuser les ouvrages - maison.

D'autres, Gallimard avec la Sodia (9 % du marché), Robert Laffont avec Interforum (5 %), Flammarion, ont estimé que pour rentabiliser leurs investissements, il fallait prendre des éditeurs sous contrats. Cette prolifération des réseaux aboutit à une surcapacité et accentue ainsi le poids économique de la diffusion.

De l'avis de nombreux professionnels, le système français est lourd, complexe, et entraîne une déperdition d'énergie. L'informatique n'est qu'imparfaitement utilisée. Or le matériel moderne devrait permettre de rationaliser le réseau. L'exemple allemand le prouve.

« L'éditeur sous contrat perd inévitablement son autonomie », explique Alain Moreau. « N'étant pas maître de son tirage, il devient irresponsable. Cette influence prépondérante du diffuseur peut, à la limite, conduire à une certaine forme de censure. Co-responsable, avec l'auteur et l'éditeur, devant les tribunaux, il peut refuser de distribuer un livre par crainte d'un procès en diffamation. »

Passer de l'artisanat au stade industriel n'est pas chose facile. Si l'on ne peut éviter que le livre ne devienne « un produit comme un autre », chacun des acteurs devra faire des sacrifices, accepter des réformes, renouer ses méthodes de travail, la pire des attitudes consistant à nier des évolutions inéluctables. On ne peut aller contre le développement des formes modernes du commerce, mais il est certainement possible de définir en commun de nouvelles règles du jeu. La profession de libraire doit évoluer. Sans doute vers une plus grande spécialisation et vers l'animation culturelle, ce qui implique une plus grande compétence. Les représentants ne doivent plus tomber dans la facilité et ne promouvoir que ce qui se vend. Les pouvoirs publics ont aussi leur rôle à jouer : aides à la création littéraire, aux jeunes libraires, développement des bibliothèques municipales et des bibliothèques.

L'impact de toutes ces mesures restera marginal si on ne s'attaque pas à une réforme profonde de la diffusion. L'idéal serait de bien séparer les tâches. D'une part, l'éditeur, qui ne devrait pas déléguer sa fonction commerciale (les « petits » pourraient constituer un réseau de représentants multibranches) ; d'autre part, la diffusion, qui est un service. Pourquoi ne pas envisager la constitution d'un organisme doté de ses propres moyens de transport et d'un important outil informatique. Indépendant de l'Etat, des groupes financiers et des grands de l'édition (coopérative, mutualité ?), il aurait pour tâche principale de livrer les ouvrages le plus rapidement possible dans n'importe quel point du territoire. L'éditeur pourrait alors se consacrer à sa tâche principale : « mettre à la disposition du consommateur le meilleur produit le moins cher possible ».

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

La nécessité d'une réforme profonde

Qu'une transformation soit nécessaire, il n'y a aucun doute. Reste à savoir qui la mènera à bien. Beaucoup de projets existent. Le Seuil, la fédération des syndicats de libraires, pour ne citer qu'eux, étudient la question. Hachette va investir 140 millions de francs dans de nouvelles installations, à Mantes-la-Jolie, qui seront les plus modernes d'Europe. Ce nouvel outil donnerait au groupe la possibilité de traiter la moitié de la distribution du livre en France. Ce projet suscite une double inquiétude chez de nombreux professionnels. Ils craignent que l'informatisation des nouvelles installations ne soit incomplète. Hachette hésite, semble-t-il, sur l'installation de terminaux chez les grands libraires et ne souhaite pas, en tout cas, les financer. Le réseau des transports vers les détaillants de Paris ;

DE 5 A 12 % POUR L'AUTEUR

Le prix de vente d'un livre (hors taxes) se partage entre cinq parties prenantes : - L'auteur. Ses droits varient de 5 % à 12 % selon le tirage. - L'imprimeur. Les coûts de fabrication (papier et imprimerie) représentent 20 %. - L'éditeur. Il préleve en moyenne 15 %. Sur ce pourcentage, il devra assurer la publicité de l'ouvrage (3 à 5 %), amortir les exemplaires invendus, couvrir les transports, le loyer de l'argent investi et, si possible, dégager un bénéfice ; - Le diffuseur. Un prélevement moyen de 18 % doit lui permettre de payer les représentants, de gérer et de financer les stocks, d'assurer les transports vers les détaillants de Paris ; - Le libraire. La remise moyenne est de 37 %. Mais le taux peut aller de 33 % pour un petit libraire à 42 % pour ceux qui ont un important débit (la FNAC notamment).

L'Etat prélève en outre une T.V.A. de 7 %.

La fusion ne ferait, selon eux, qu'aggraver la situation.

L'un des principaux inconvénients du système actuel n'est-il pas pour origine que le diffuseur, notamment le groupe Hachette, est à la fois « juge et partie » ? Comme le dit, sans ironie, Robert Laffont, « il n'est pas sain de s'en remettre à un autre pour défendre ses livres ».

(2) Dans la formule du prix net, le prix de cession pour l'éditeur est le même pour tous les libraires. Ceux-ci déterminent librement leurs marges, ce qui explique le poids économique de la diffusion.

PRATIQUER LA GESTION BUDGETAIRE

Des situations concrètes. Les définitions, règles et principes essentiels de la gestion. Des questions à choix multiples et des applications corrigées.

PRATIQUER LA GESTION BUDGETAIRE. Déjà paru : Comprendre la comptabilité : 35 F. Faire parler la comptabilité : 32 F. Comprendre la fiscalité du profit : 39 F. EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE. NOUVEAUTÉ 78 39F. FERNAND NATHAN.

Le Monde

classiers et documents. Numéro de janvier.

LES PATRONS EN FRANCE

LE CONFLIT IRLANDAIS

Le numéro : 3 F. Abonnement un an (10 numéros) : 30 F.

AMELIORATION DES RELATIONS DANS LE TRAVAIL

Ce cycle de formation organisé par l'I.F.A.C.E. en 1978 s'adresse aux Cadres des Entreprises et Etablissements Publics concernés par :

- le développement de leur carrière
- leur rôle de formateur dans l'exercice de leurs responsabilités
- le développement de leur efficacité personnelle
- une compréhension et une maîtrise nouvelles des situations de négociation.

Pour que les meilleures conditions soient réunies, il est souhaitable que les participants au Séminaire apportent :
- leur expérience personnelle de la vie dans les Organisations
- l'expérience de l'exercice des responsabilités et des relations hiérarchiques
- un souhait d'évolution au plan social et personnel.

Ecrivez ou Téléphonez à l'I.F.A.C.E. Département PERFECTIONNEMENT CENTRE PARISIEN DE MANAGEMENT 108 Bd Malesherbes 75017 Paris - Tél : 766.51.34 poste 454

Form fields for Name, Address, etc.

Formation rémunérée

Jeunes de moins de 25 ans

demandeurs d'emploi armez-vous pour répondre aux besoins croissants des Entreprises dans des domaines spécifiques suivez l'un des stages de formation rémunérés organisés par Le Refuge Formation et Bedaux Entreprise et Formation.

gestionnaire de production assistant de contrôle de gestion assistant de direction du personnel secrétariat de direction assistant de responsable de la formation aide-comptable premier degré

à la fin de la formation théorique, stage pratique rémunéré en Entreprise

le refuge formation Institut de Formation Professionnelle Continue 30, rue de Chabrol, 75010 Paris 246.92.51

Advertisement for Banco de Bilbao featuring a grid of images and text: Depuis 1902 BB est à Paris BANCO DE BILBAO 29 AVENUE DE L'OPERA TEL. 261.56.41

مكتبة من الأصل

barbarie à

consiste l'en

Déclaration

صحة من الاصل



Le Monde DE L'ECONOMIE

La barbarie à visage monétaire

UN anniversaire est passé inaperçu au début de ce mois de janvier : pour la sixième année consécutive, l'encadrement du crédit sera appliqué en France. Personne ne s'est relevé car ce dispositif est en train de passer dans les mœurs de ce pays, au même titre que la surveillance des ventes ou le contrôle des changes. Surtout l'opinion publique, même éclairée, est encline sur ce chapitre, à faire confiance au gouvernement. Or, que dit le gouvernement ? Que dans ces temps difficiles, la maîtrise du crédit est une pièce essentielle de son programme de lutte contre l'inflation ; qu'en employant avec modération ce levier de peser sur la vie économique ; bref, que dans ce domaine plus encore que dans d'autres, il faut laisser jouer le temps. Mieux aux impatients !

Ces questions ne sont plus soulevées, notamment en France, parce qu'il est au moins entré les « experts » de la majorité et ceux de l'opposition — c'est-à-dire, pour parler plus exactement, entre les inspecteurs des finances de droite ou de gauche — un terrain sur lequel ils s'entendent sans grande difficulté. Les premiers affirment que les seconds, à quelques rares exceptions près qu'on compterait sur les doigts d'une seule main, sont persuadés que les outils d'intervention dont ils ont doté l'administration sont excellents en tout cas les seuls qui soient bien adaptés à la réalité française. « Quel autre moyen que l'encadrement du crédit pour contrôler chez nous l'accès des banques ? » nous disait un conseiller écouté du pouvoir.

Il serait d'abord erroné de croire qu'un cours de période déjà longue où il a été appliqué l'encadrement n'a pas été respecté par l'ensemble de la profession bancaire. On avait bien noté, pendant le premier semestre de 1974 coïncidant avec la campagne présidentielle, des dépassements importants. M. François Bloch-Lainé, qui présidait alors le Crédit lyonnais, y a été particulièrement sensible. Quant à l'établissement en question, il a colliquement « payé » cet écart au cours des années suivantes par une politique restrictive qui le disposait réglementairement à l'opposé d'ailleurs (l'opération a été remarquablement conduite par le regrettable Jacques Châtelier).

Personne ne peut jamais mesurer les distorsions qui sont induites dans un système économique par un contingentement quantitatif. Mais le fait qu'on ne puisse les évaluer par des chiffres ne retire à priori à l'encadrement son caractère de progression de crédits encadrés soit établis de telle manière qu'ils font sentir leurs effets à travers le temps selon un mode cumulatif. Le régime autorisé pour l'année 1978, est une aug-

mentation de 10 % des crédits encadrés pour les établissements importants (indice 110) étant entendu que la base 100 est non pas l'encours effectivement constaté à la fin de l'année 1977, mais l'encours théorique tel qu'il aurait résulté d'une stricte application de l'indice retenu pour l'année dernière. Autrement dit, si une banque dépasse son contingent, il n'est pas tenu compte de cet excédent pour la fixation de l'indice de base. On comprend qu'il en soit ainsi. Dans le cas contraire, les banques recourraient en quelque sorte à une prime à dépasser leurs limites. Mais l'engrenage montre bien aussi pourquoi et comment un système de contingentement aboutit presque nécessairement à figer une situation de départ. L'habile gestionnaire doit désormais prévoir quelle sera la politique de l'encadrement, couvrant la période suivante afin d'ajuster son tir par l'exercice en cours. On pourrait citer tel grand établissement qui a amélioré ses positions parce qu'il a su prévoir dès 1974 que le régime de l'encadrement était destiné à durer longtemps.

Un facteur extra-économique

C'est pourquoi la bonne conscience qu'attache le gouvernement, dans ce domaine, le refait d'un consensus plus profond et qui débouche largement les frontières politiques. Elle manifeste d'abord la confiance que l'Etat fait à ses propres méthodes, sans jamais les remettre en question. M. Raymond Barre n'a pas fait exception.

Il a été chargé d'élaborer un programme contre l'inflation. Tout se passe comme s'il n'avait pas songé que les instruments qu'il mettait à sa disposition étaient inadéquats et qu'après tout il tenait à lui d'en changer. Un pareil comportement, il est vrai, aurait été tellement contraire aux habitudes qu'il aurait soulevé les plus vives résistances. Il aurait d'ailleurs plus surpris que le dispositif mis en place par le premier ministre semble se recommander à la fois par son caractère sérieux et par son caractère moderne. Rien n'est-il plus conforme à la

doctrine à la mode que de se fixer un objectif pour la progression annuelle de la masse monétaire ? C'est ce qu'avait fait le gouvernement en octobre 1976 pour l'année 1977 : il avait alors choisi le chiffre de 12,5 %, qui lui paraissait sévère, parce qu'il était inférieur d'un point à l'augmentation escomptée de la production intérieure brute (PIB) en valeur (calculée comme la multiplication du taux de croissance en volume par la dérive des prix). Comme la progression en volume de la PIB a été bien moindre que prévu, on peut s'interroger sur le degré de rigueur réel de cette politique. Pour 1978, on a tiré plus bas, en ramenant le pourcentage à 12 %. C'est en fonction de cet objectif à atteindre qu'on a fixé les normes de l'encadrement du crédit bancaire. Ainsi est assurée, au moins sur le papier, la cohérence et l'ensemble. Essayons de voir de plus près ce qu'il en est.

Mais là n'est pas le plus grave. La concurrence éfrénée à laquelle se sont livrées les banques pendant les années de prospérité a donné lieu à maints abus. Est-il si mauvais après tout, serait tenté de penser certains, de le brider aujourd'hui ? Sans prendre parti sur ce point, disons simplement qu'on pourrait passer au moins provisoirement sur les inconvénients inhérents à l'encadrement, pour se concentrer en mesure d'apprécier une contribution décisive à la lutte contre l'inflation. Or plus que des doutes sont permis à ce sujet. Non seulement il n'est pas certain que le dispositif soit efficace, mais on peut se demander sérieusement s'il n'apporte pas de l'eau au moulin de l'inflation. Une analyse de son fonctionnement conduit à le penser. Les résultats chiffrés dont on dispose pour l'année 1977 et le tirage contre-tenue imaginé par le gouvernement — prise en compte d'une fraction de la progression des crédits « décastrés » pour le régime du crédit, l'indexation de leur crédits décastrés (voir l'encadré).

L'industrie du livre malade de sa distribution

Des négociations ont lieu actuellement entre éditeurs, diffuseurs et libraires pour tenter de surmonter la crise que traverse l'industrie du livre. Débouchent-elles sur les réformes qui semblent s'imposer ?

DE l'auteur au libraire, en passant par le diffuseur et l'éditeur, qu'il soit petit ou grand, ce ne sont que plaintes et récriminations. Le premier se scandalise du faible volume de ses ventes, et de ses droits. Harcelé par ses auteurs, jonglant avec sa trésorerie, l'éditeur s'épuise dans une lutte quotidienne avec les diffuseurs et les libraires. Noyé sous les piles de nouveautés, « concurrent » par la FNAC et les grandes surfaces, dépassé par une gestion de plus en plus complexe, le libraire menace de se mettre en grève. Quant au lecteur, il constate que le prix des livres ne cesse d'augmenter.

Et pourtant ! Apparemment, le monde du livre se porte bien. Jamais on n'a produit autant de volumes : 325 millions en 1976, contre 282 millions en 1969. Jamais on n'a édité autant de titres : 23.983 en 1976, contre 19.834 en 1969. Jamais on n'a autant glissé sur le livre dans les médias. Hit-parade hebdomadaire, placards de publicité, innombrables comptes rendus d'ouvrages, sans oublier les émissions de télévision avec la grand-messe « Apostrophes ». Quant au chiffre d'affaires, l'augmentation régulière : + 11,6 % en 1976 (4 milliards de francs).

La crise est réelle et profonde. Professionnels, pouvoirs publics et — les élections approchant — partis politiques en sont bien conscients. Chacun des acteurs économiques rejette la faute sur l'autre, et des clichés se révèlent également à l'intérieur de chaque corporation. Chez les éditeurs, chez les libraires, on est divisé. Tant sur les causes du mal que sur les remèdes à administrer. « Cette profession, explique un hant fonctionnaire, qui a une haute idée d'elle-même et de son rôle — la diffusion de la pensée, — se trouve brutalement confrontée à une série de contraintes de caractère économique et commercial ». Cette conjonction de problèmes — mineurs en soi — explique la dégradation de la situation.

On peut regrouper, non sans quelque arbitraire, autour de trois grands thèmes les préoccupations des professionnels : l'apparition des formes modernes de commerce ; les relations éditeurs-libraires ; l'adaptation des méthodes de diffusion alors que le poids économique et politique de ce service ne cesse de grandir.

« L'augmentation du chiffre

On peut regrouper, non sans

quelque arbitraire, autour de

trois grands thèmes les préoccupations des professionnels :

UN LIVRE DE MAURICE ALLAIS L'IMPOT SUR LE CAPITAL ET LA REFORME MONETAIRE

A un moment où il apparaît nettement à du mal à maîtriser l'inflation, l'ouvrage de Maurice Allais, préfacé par Raymond Aron, vient à son heure. Se trouvent enfin réunies dans un même volume les idées de l'auteur sur le régime du crédit, l'indexation de l'épargne, l'impôt sur le capi-

vertu des mesures anti-inflationnistes qu'ils élaborent soient mis dans l'obligation de convertir tous leurs avoirs en fonds publics. Que ceux qui, par leurs décisions ou leur inertie, laissent les moyens de paiement se multiplier (par un crédit qu'ils devraient étroitement maîtriser), l'inflation se développer par la création de pouvoir d'achat ex nihilo, qui en arrivent ainsi à dépolluer des milliers de gens des fruits d'une épargne durement gagnée par leur travail et se rendent ainsi les complices involontaires sinon actifs d'une gigantesque escroquerie, échappent, non seulement à toute sanction pénale, mais à des pertes dans leurs biens personnels, révoque l'esprit de justice sociale qui doit être à la base d'une véritable démocratie imprégnée de libéralisme économique.

par ELIO VENTURA (*)

tal, ce qui fait apparaître nettement le caractère unitaire de la théorie qu'il a construite, et dont la mise en application, naturellement progressive, ménageant convenablement les transitions indispensables, serait de nature à faire sortir notre économie de l'ornière. Les faits l'ont millement démenti, bien au contraire, les analyses d'un des économistes les plus clairvoyants de l'époque qui n'a eu de cesse de dénoncer la nocivité des faux droits, la duplicité (ou l'inconscience) de ceux qui déclarent qu'ils vont tout mettre en œuvre pour combattre l'hydre de l'inflation, alors que les mesures susceptibles de l'enrayer sont ignorées ou rejetées dédaigneusement quand elles sont connues, sous des prétextes fallacieux.

Société « libérale » ! Nous n'en avons que la caricature, celle d'un libéralisme de façade, dont Maurice Allais signale les abus sur les tableaux. L'injustice est démasquée tout au long de l'ouvrage sous toutes les formes qu'elle prend : spoliation organisée de l'épargne, mesures fiscales frappant les fruits du travail, de l'effort, de la créativité, du risque, le capital en formation et non pas le capital déjà acquis, consolidé, les rentes monopolistiques et les revenus non gagnés pour la nation.

Quand M. Allais écrit, par exemple : « Le premier devoir des hommes publics est de s'imposer à eux-mêmes les textes de lois qui ont été pris au nom de la protection des plus défavorisés. S'ils s'en abstiennent, leur préférence à plus de justice ne saurait être crédible », nous applaudissons ! Que les hommes d'Etat qui croient sincèrement, dans la

Cependant la collectivisation des biens de production, la centralisation étatique des décisions en matière économique constitueraient un remède bien pire que le mal.

(*) Conseil en gestion, ingénieur au corps des mines.

CHANTIERS DE LONDRES habitable

UN HOMME SEUL MATS D'ACIER

MONNAIES

La barbarie à visage monétaire

(Suite de la page 21.) On reconnaît bien là le mode de financement, introduit par l'économie monétaire et qui consiste à ne se préoccuper que de l'aspect quantitatif du phénomène. Le plus voyant mais pas le plus déterminant du point de vue de l'inflation. Ce qui devrait inquiéter est autre chose. C'est que des crédits à moyen et long terme qui correspondent à des investissements (en France ou à l'étranger) soient financés par la création monétaire pure et simple, puisque les crédits désencadrés ont pour vocation d'être mobilisables auprès de la Banque

de France. Le cas de l'exportation est particulièrement significatif. Les banques ont le droit de céder à l'institut d'émission à un taux privilégié de 4,5 %, les créances relatives à des ventes à l'étranger de biens d'équipements. Ainsi, lorsque telle ou telle entreprise fait crédit à l'U.R.S.S. ou au Zaïre pour leur livrer des usines clés en main, c'est la Banque de France qui prend en charge l'opération alimentant à due concurrence l'inflation nationale.

On dira qu'en l'absence de taux de faveur l'industrie française serait dévorée par ses concurrents. Ce à quoi on répondra qu'une politique véritablement anti-inflationniste aurait tôt fait d'abaisser le loyer de l'argent en France. Son premier effet serait précisément d'interdire l'accès au bilan de la France de créances de ce type. Ce qui serait, avec la limitation stricte du déficit budgétaire, le plus sûr moyen dans notre pays de freiner l'expansion désordonnée de la masse monétaire.

quantités tels que l'encadrement du crédit bancaire d'un côté et la limitation à 13,5 % de l'augmentation de l'ensemble des moyens de paiements (comprend-on dans cet ensemble la contrepartie des emprunts contractés à l'étranger? Ce point important n'est même pas précisé).

L'inflation dépasse partout le maximum tolérable déclare lord Robbins

Le sujet qu'il avait choisi de traiter lord Robbins lors de sa conférence qu'il a récemment prononcée au palais de Luxembourg sous le patronage de M. Alain Pöcher, président du Sénat, et sous la présidence de son ami le professeur François Ferroux, était déjà en soi, étonnant. La personnalité de l'orateur, un économiste britannique, qui fut l'un des théoriciens les plus écoutés du phénomène de la « réaction pénale » à la grande dépression des années 30, entretenait ses auditeurs de la « situation économique dans le monde occidental ». S'exprimant sur son grand âge, il fit plus que livrer une analyse; le professeur britannique est aussi un homme d'expérience pour qui la science économique est inséparable de la politique économique.

Le contenu de son dernier livre (1). C'est pourquoi ses conclusions apparaissent aussi un peu comme un bilan, aussi intéressant par son actif que par son passif. Du côté de l'actif, des propositions et des mises en garde qui vont parfois à l'encontre de la mode en cours dans les milieux universitaires. Du côté du passif, on serait tenté de ranger les réponses qui vont plus dans le sens du rêve poli-

Un taux de change fixe

Lutter contre l'inflation est-il l'objectif prioritaire? Oui sans hésitation, répond lord Robbins, qui précise: « Je ne vois aucune inflation normale qui ait été arrêtée sans un certain degré de récession. » Ce qui l'inquiète, c'est que les taux d'inflation aient diminué que les gouvernements se fixent comme objectif à atteindre soit encore au-dessus du maximum tolérable. Quant aux moyens de mener le combat, le conférencier se déclare « sélectique ». Mais ne doit-il s'agir toujours, c'est de contrôler l'augmentation de la dépense globale. C'est pourquoi il ressort de ce livre que nous réclamons des dépenses publiques, dont le résultat serait sans doute d'aggraver l'inflation en R.F.A. (où elle atteint, malgré tout, un taux assez élevé en valeur absolue).

Sur un autre point de grande importance, lord Robbins s'écarte résolument des idées communément reçues dans son pays et ailleurs. Il estime que seul un système de taux de change fixe peut fournir une base à une économie internationale dynamique et libre dans ses échanges. « Rien n'est plus urgent que d'amener l'opinion publique et les gouvernements à reconnaître à nouveau l'importance primordiale de la valeur de la monnaie. »

En quoi consiste l'encadrement

L'encadrement consiste à fixer des limites à la progression des concours bancaires. Ce qui s'obtient par un jeu d'indices. Si l'on pose le montant des concours existant à la fin de l'année 1977 comme égal à 100, le volume des crédits distribués ne devra pas dépasser, à la fin de l'année 1978, des montants correspondant à :

— A l'indice 105 % pour les établissements de première catégorie (ceux qui, au 30 juin 1977, distribuaient un volume de crédits encadrés supérieur à 6,5 milliards de francs); — A l'indice 108 pour les établissements de deuxième catégorie (banques petites et moyennes distribuant chacune un montant inférieur à 6,5 milliards de francs); — A l'indice 110 pour les établissements de troisième catégorie (établissements finançant les achats à tempérament).

France. Celle-ci dépêche aussi sur place des vérificateurs. QUELLES SONT LES SANCTIONS ? Elles ont pour fondement l'obligation qui est faite aux banques de constituer auprès de l'institut d'émission des dépôts — dénommés « réserves » — ne portant aucun intérêt et égaux à 0,5 % du montant des crédits distribués. Les crédits désencadrés échappent à cette obligation.

SUR QUOI PORTE L'ENCADREMENT ? Précisons d'abord que lorsque les banques prêtent sur leurs fonds propres ou sur des ressources qu'elles ont empruntées par émission d'obligations, les crédits correspondants échappent à l'encadrement parce, qu'on considère qu'ils ne donnent alors lieu à aucune augmentation de la masse monétaire, puisqu'ils sont financés par l'épargne. Les prêts effectués à l'encadrement sont ceux que les banques financent sur le marché monétaire.

Cela dit, l'encadrement porte en principe sur la totalité des crédits distribués. Mais un certain nombre d'exceptions sont prévues.

Dans la pratique, elle devra emprunter les fonds correspondants sur le marché monétaire (à un taux qui oscille aujourd'hui autour de 9 %). Etant donnée la progressivité du système, pour un dépassement de 5 millions de francs, par exemple, elle devra peut-être se procurer sur le marché monétaire 10 ou 11 millions de francs.

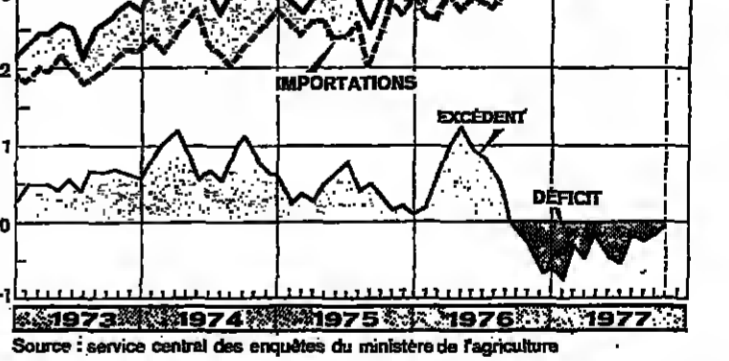
LES CREDITS SONT LES CREDITS DÉENCADRÉS ? Ce sont les suivants : • Les crédits de financement à taux stabilisés, qui sont accordés (en général pour deux à trois ans) aux entreprises exportatrices de gros matériel pour la période écoulée entre la signature du contrat et la date d'expédition des marchandises à livrer; • Les crédits de mobilisation de créances créées à

l'étranger à partir du moment où peut intervenir auprès de la Banque de France la mobilisation de la fraction à moyen terme de ces concours. Ce texte administratif vise les crédits accordés aux exportateurs de matériel d'équipement une fois celui-ci livré à l'étranger. Ils prennent la forme soit de crédits — fournisseurs, consentis directement à l'exportateur, soit de crédits-achats (accordés à l'importateur). Les banques ont le tacélu de la Banque de France au taux privilégié de 4,5 %;

LE MARCHÉ DU DÉSENCADREMENT La situation d'une banque à l'autre varie beaucoup. Alors que les unes sont en situation de dépassement, d'autres, au contraire, sont au-dessous de leur « plafond ». Rien d'étonnant qu'un marché se soit créé où celles qui ont des crédits en trop les cèdent à celles qui n'en ont pas assez. Les transactions portent sur des billes à l'ordre souscrites par le client bénéficiaire à l'ordre de la banque qui rachète le crédit, l'établissement cédant étant tenu de donner son aval. Celui-ci doit naturellement payer un certain prix pour une opération qui lui permette de se mettre en règle avec le dispositif d'encadrement. Le taux varie incessamment sur le marché. Il tend à monter lorsque les normes de l'encadrement ont été dépassées par un grand nombre de banques qui cherchent à se débarrasser de leurs excédents. Il est égal à la moyenne mensuelle du taux au jour le jour sur le marché monétaire plus une marge variable selon les circonstances (elle a oscillé entre 0,75 et 6,50 %).

LES CREDITS DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL À L'ÉTRANGER (procédure dite D.I.E.); • Les crédits dite « Segard » à l'exportation, ouverts en janvier 1975, ainsi que les crédits consentis aux P.M.E. avec l'aval de la Caisse nationale des marchés de l'Etat; • Certains crédits destinés à financer de grands projets d'investissement (décision mai 1977). Il s'agit d'amener les industriels à anticiper sur leurs programmes d'investissements; • Les prêts immobiliers conventionnés et les prêts complémentaires des prêts spéciaux accordés au titre de l'épargne-logement. Parmi les crédits à l'exportation, ceux qui concernent le court terme sont encadrés, mais des indices de progression plus rapides leur sont applicables (indice 114 pour le fin de l'année 1978).

Un déficit de 3,4 milliards de F



Au cours des dix premiers mois de 1977, la valeur des importations agro-alimentaires de la France (41,3 milliards de francs) a augmenté de 37,9 % par rapport à la même période de 1976 sans que cela ait correspondu à un accroissement des volumes, excepté pour les fruits. Cela est dû pour l'essentiel à la flambée des cours sur le café et le cacao. Dans le même temps, la valeur des exportations (37,9 milliards de francs) n'a progressé que de 9,3 % malgré l'accroissement des ventes à l'étranger d'une part de vins et boissons (+ 23,5 %), ainsi que de celles des produits laitiers (+ 31,6 %). Au total, les 47 milliards de francs d'excédent commercial agro-alimentaire pour les dix premiers mois de 1976 sont remplacés par un déficit de 3,4 milliards de francs, les résultats des derniers mois étant moins négatifs qu'au début de l'année. La situation par grands groupes de produits est la suivante :

FERNAND NATHAN POURQUOI ET COMMENT

FORMATION ET DÉVELOPPEMENT INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SUPÉRIEURE

PRIX Décélération générale mais... Graphique montrant l'évolution des prix de détail de 1974 à 1977.

CÉRÉALES. — Après la sécheresse de 1976, les exportations vers la C.E.E. ont sensiblement baissé en quantité au cours du premier semestre de 1977 par rapport aux dix premiers mois de l'année précédente (- 25 % en blé; - 16 % en orge). La hausse des prix permis de limiter les ventes à l'étranger. Ce qui est dû pour l'essentiel à la flambée des cours sur le café et le cacao.

Publicité pour des formations et des livres, incluant des titres comme 'Le monde de l'économie' et 'L'inflation dépasse partout le maximum tolérable'.

Publicité pour 'MONDE et documents' et 'FLUT IRLANDAIS'.

صحة الإنسان

Société

POURSUIVI POUR LES MÊMES MOTIFS QUE M^o CROISSANT

M^o Groenewold sera jugé à Hambourg à partir du 18 janvier

Je suis l'un des avocats poursuivis, on Allemagne fédérale, pour avoir assumé ses fonctions de défenseur au cours de procès politiques.

En réalité, précise M^o Groenewold, on nous reproche, comme d'habitude, d'avoir organisé cette défense collective.

Cat de Hambourg reconnaît qu'il ne partage pas tout à fait certaines positions ou déclarations de M^o Croissant.

Cet homme d'allure réservée, presque effacée, va de nouveau attirer l'attention de l'opinion allemande.

M^o Groenewold s'intéressa au dossier des détenus de la « Rote Armée Fraktion ».

Si M^o Groenewold vient une nouvelle fois apporter son témoignage en France, déclare M^o Grumbach, c'est que nous ne voulons pas que le processus inadmisible, que se développe en Allemagne de l'Ouest contre les libertés, puisse un jour s'appliquer en France.

FRANCIS CORNU.

L'autorisation de séjourner en France lui ayant été refusée, M^o Siegfried Haag, épouse avocat d'Andreas Baader, est rentrée, samedi 7 janvier, en République fédérale d'Allemagne.

M^o Groenewold s'intéressa au dossier des détenus de la « Rote Armée Fraktion ».

Personnage principal du groupe, avec Andreas Baader, elle s'est élevée le 9 juin 1972 dans sa cellule.

FAITS ET JUGEMENTS

Prise d'otages à Bayonne : un mort.

Un malfaiteur, Jean Duleau, à Biarritz, a été tué par un policier, dans la soirée du dimanche 8 janvier.

M. Lucien Neuwirth contre Laissez-les vivre !

Le tribunal correctionnel de Grasse (Alpes-Maritimes) a examiné, vendredi 8 janvier, une plainte en diffamation.

RELIGION

Une semaine islamique, du 16 au 22 janvier, est organisée par l'École supérieure de commerce de Paris.

Religion et psychologie sera le thème d'une session consacrée à l'oppression de la femme.

Un comité de liaison de l'athéisme est créé sous la présidence du sénateur Henri Caillaud.

Dimanche après-midi, alors que Jean Duleau prenait place avec trois des quatre otages dans une voiture.

M. de Vathaire demande sa mise en liberté. M. Hervé de Vathaire, ancien homme de confiance de M. Marcel Dassault.

M. Bernard Habib-Delencle, âgé de vingt-cinq ans, le plus jeune fils de M. Michel Habib-Delencle.

M. de Vathaire demande sa mise en liberté. M. Hervé de Vathaire, ancien homme de confiance de M. Marcel Dassault.

Après l'interpellation, à Paris, de onze personnes qui, le 5 janvier, préparaient une émission de la radio-pirate « Abesses-Echo ».

M. de Vathaire demande sa mise en liberté. M. Hervé de Vathaire, ancien homme de confiance de M. Marcel Dassault.

L'association ajoute : « Il ne s'agit pas pour nous de mettre en cause le principe du monopole de service public... »

AGTION ÉVANGÉLIQUE POUR L'ÉGLISE DU SILENCE. B.P. 154 - 92406 COURBEVOIE CEDEX. Vous êtes cordialement invités à participer aux CONFÉRENCES de

EN APPLICATION D'UN NOUVEAU MODE DE CALCUL

Les subventions « pédagogiques » vont augmenter de 10% en moyenne dans de nombreuses universités

Les universités devront, cette année encore, se satisfaire de moyens de subsistance limités et économiser les deniers de l'Etat de manière draconienne.

Le nouveau mode de répartition des crédits « pédagogiques » est déjà appliqué cette année et sera généralisé en 1979.

GARACES va-t-il à nouveau hanter les nuits des présidents d'université ? On bien ce siècle mystérieux, que certains enseignants avaient pris pour le nom d'un technocrate froid.

dresser : les normes GARACES prévoient un rapport d'un enseignant pour quinze étudiants alors qu'à Paris-VI, ce rapport est d'un pour dix.

L'heure d'activité

Jusqu'ici, les subventions pédagogiques destinées aux enseignements étaient calculées en fonction du nombre d'étudiants inscrits et du taux d'enseignement.

Comment être certain de pouvoir réserver les crédits « redressés » aux seules activités pédagogiques ? Dans de nombreuses universités, la subvention dite « de surface » — destinée à couvrir les frais fixes, par exemple, le chauffage — est insuffisante.

La seconde opération consiste à mesurer la charge d'enseignement de l'université à partir des heures de conférences.

Bien qu'étant présenté comme un outil technique, le nouveau système de répartition des crédits peut également influencer fortement l'orientation de l'enseignement supérieur.

Du modèle à la réalité

Ces critères pénalisent, cependant, certaines universités dont le « potentiel » d'enseignement a été jugé supérieur à la charge pédagogique correspondante.

Le groupe GARACES a aussi cherché à libérer en partie les universités de la contrainte budgétaire des personnels ATOS (administratifs, techniques et ouvriers de service).

En bref...

Près de cinq mille candidats ont été reçus en 1977 au CAPES ou à l'agrégation, indique le ministère de l'Éducation.

Les universités ne seront-elles pas tentées plutôt de se limiter au modèle pédagogique implicite ment dessiné par les normes GARACES ?

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

صحة الإنسان

OFFRES D'EMPLOI	La ligne 43,00	La ligne T.C. 49,19	ANNONCES CLASSEES	ANNONCES ENCADREES	La m/m col. 24,00	T.C. 27,46
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44		OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	30,00	34,32		DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
AUTOMOBILES	30,00	34,32		IMMOBILIER	20,00	22,88
AGENDA	30,00	34,32		AUTOMOBILES	20,00	22,88
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52		20,00	22,88	

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux **emplois internationaux** **emplois internationaux**

DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

Nous sommes un fabricant bien connu de pièces usinées de haute précision en acier, que nous produisons sur mesure pour une grande variété de clients industriels. Au départ indépendant, nous faisons partie depuis deux années d'un groupe européen, mais nous continuons à opérer comme une société à caractère national en combinant les avantages d'une implantation locale avec ceux d'un réseau international.

Afin de nous préparer pour les défis du futur et pour renforcer nos structures de direction, nous sommes à l'heure actuelle à la recherche d'un nouveau directeur financier et administratif qui sera responsable des questions de finance, d'administration, d'organisation et de personnel, ainsi que des achats et des approvisionnements.

Le candidat idéal pour ce poste est un jeune cadre dynamique diplômé d'une école d'administration des affaires, possédant une solide expérience pratique de la fonction financière et administrative, acquise de préférence au sein d'une société de taille plus petite mais en pleine expansion. Il devra parler couramment l'allemand et avoir possédé quelque temps dans une société internationale.

Si vous recherchez une opportunité de développement personnel et un travail au sein d'un groupe européen, nous serions heureux de vous rencontrer. Envoyez, s'il vous plaît, votre curriculum vitae à notre conseil en recrutement, qui traitera votre demande avec une discrétion absolue, à l'adresse suivante :

N° 406 Régie-Pressa GmbH, Rathenauplatz 1 a, D-6000 Frankfurt, qui fr.

COTE D'IVOIRE CADRES SUPERIEURS

L'INSTITUT NATIONAL SUPERIEUR DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

recherche

UN DIRECTEUR

pour son école supérieure de commerce

UN RESPONSABLE

pour le centre de formation continue

UN RESPONSABLE

pour son département commerce et gestion

Les candidats doivent être des cadres confirmés (Bacheliers ou Institut de formation) 30 ans minimum, ayant de préférence une expérience de pédagogie et capable d'animer des équipes de professeurs effectuant des interventions en entreprise avec ou sans les élèves.

Envoyer C.V. à M. J.-L. VIARGUES, Centre d'Enseignement Supérieur des affaires 78550 JOUY-EN-JOSAS

Bureau allemand d'Ingénieurs-Conseils indépendants cherche différents experts pour missions de longue durée dans des pays africains:

ALGERIE, lieu d'affectation: Batna pour mars 1978

- Ingénieurs des Travaux Ruraux diplôme universitaire, min. 5 ans d'expériences Outre-Mer
- Expert Forestier diplôme universitaire, min. 8 ans d'expériences de préférence dans les pays du Maghreb
- Architecte-urbaniste avec expériences dans le développement du milieu rural diplôme universitaire ou équivalent, min. 5 ans d'expériences Outre-Mer

MADAGASCAR, lieu d'affectation: Tananarive/Antsirabe pour avril 1978

- Ingénieurs de Génie Rural diplôme universitaire ou équivalent, 3 à 5 ans d'expériences Outre-Mer en planification de petits périmètres hydrauliques

GUINEE, lieu d'affectation: intérieur du pays pour août 1978

- Ingénieurs ou techniciens de Génie Civil avec au moins 3 à 5 ans d'expériences Outre-Mer en planification et construction de routes

SENEGAL, lieu d'affectation: Saint Louis pour avril 1978

- Ingénieur de Génie Rural diplôme universitaire, min. de 8 ans d'expériences Outre-Mer en planification de grands réseaux d'irrigation

EGYPTE, lieu d'affectation: le Caire pour avril 1978

- Ingénieurs hydrauliciens ou Génie Rural diplôme universitaire, min. de 8 ans d'expériences Outre-Mer en planification et gestion de grands réseaux de drainage

EMPIRE CENTRAFRICAINE, lieu d'affectation: Bangui pour juillet 1978 Agronome ou agro-économiste en tant que Chef de mission diplôme universitaire, min. de 10 ans d'expériences Outre-Mer en planification de développement agro-industriel

recherchons en outre pour différents projets en AFRIQUE de courte durée des agronomes, économistes et agro-économistes.

Les intéressés sont priés de s'adresser au plus tôt à:

AGRAR-UND HYDROTECHNIK GMBH, Huyssenallee 66-68, D-4300 Essen 1, Tél.: 201/201 61, Telex: 857 557 d

offres premier emploi **offres premier emploi**

Le groupe **REDOUTE** (8000 personnes - 3 milliards de CA) est leader de la vente par correspondance en France. Les techniques de pointe utilisées pour satisfaire 6 millions de clients, notamment l'informatique (2 IBM 370/158, 1 IBM 370/148, 2 lecteurs optiques, 11 imprimantes, 500 terminaux), nous permettent de rendre sans cesse plus performant notre mode de distribution, et de développer notre activité.

Notre **DIRECTION INFORMATIQUE** recherche:

2 INGENIEURS grandes écoles débutants

SECTEUR APPLICATIONS :
Il devra dialoguer avec les utilisateurs pour améliorer le projet Saisie de Commandes (télétraitement) dans son efficacité; intégration des particularités (instruction des clients, promotions-réductions etc...) et dans ses conséquences (conditions de travail clavieristes).

SECTEUR ETUDES TECHNIQUES :
Au sein du Groupe Gestion de Données, il sera l'interlocuteur des Groupes d'Applications pour analyser leurs besoins, concevoir et mettre en place les nouvelles bases de données et les outils nécessaires à leur utilisation.

Pour ces postes, qui constituent un premier emploi, nous recruterons 2 ingénieurs capables de prendre rapidement leur autonomie et d'accéder à des responsabilités d'animation d'équipes et de gestion dans un délai d'un à deux ans, à l'informatique ou dans d'autres Directions.

Adresser C.V., photo et prétentions: s/réf. 8.21.15 à Direction du Personnel - Division Cadres

La Redoute 57, rue de Blanchemaille 59100 ROUBAIX

PREMIER EMPLOI nous offrons

DEUX STAGES REMUNERES D'INSERTION DANS LA VIE PROFESSIONNELLE (janvier-juillet 1978)

sous la supervision de professeurs expérimentés

aux jeunes demandeurs d'emploi de 18 à 25 ans.

- Concomitants budgétaires (niveau requis: Bac + 2 ou 3).
- Inspecteurs commerciaux et animateurs (niveau requis: Bac + 1).

Candidatures: I.O.S., 2, r. de la Paix, 75002 Paris - Tél.: 360-10-30.

Dans le cadre de la loi de juillet 1977

3 STAGES D'INSERTION DES JEUNES DANS LA VIE PROFESSIONNELLE

préparant à un 1^{er} emploi en :

ADMINISTRATION ET GESTION DES P.M.E.

dans les fonctions :

- COMMERCIAL
- COMPTABILITE
- PERSONNEL

— Conditions d'admission... — moins de 25 ans, — niv. baccalauréat.

— Rémunération... — 90 % du S.M.I.C.

— Durée... — 300 heures sur 6 mois.

— Début des stages... — fin janvier 1978.

— Lieu... — Versailles.

Renseignements : CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTERDEPARTEMENTALES (Val-d'Oise - Yvelines) Tél.: 933-09-88, portes 243 et 242

POUR JEUNES EN RECHERCHE D'UN PREMIER EMPLOI

Bacheliers ou formation Technique, éventuellement diplômés de l'enseignement supérieur et parlant une ou plusieurs langues.

Âgés de moins de 25 ans.

Proposons : stages de formation de 6 mois pour devenir : ATTACHES COMMERCIAUX spécialistes de l'export dans des P.M.E.

Rémunération 90 % du S.M.I.C.

Ecrire avec curriculum vitae à FORMINTECH, 51, rue Saint-Lazare - 75008 PARIS.

JEUNES DE 18 A 25 ANS A LA RECHERCHE D'UN EMPLOI

Si vous souhaitez devenir collaborateur (trice) de direction dans une P.M.E.

SUIVEZ LE STAGE SPECIALISE ORGANISE PAR LA CEGOS. VOUS SEREZ REMUNERES PENDANT LES 6 MOIS DE CETTE FORMATION.

S'adresser à : Mme HEITIER - CEGOS - IPOS, 33, quai Gallieni, 92182 Suresnes Cedex - 77-31-32.

LE MONDE s'efforce d'éliminer de ses Annonces Classées tout texte comportant allégation ou indications fausses ou de nature à induire en erreur ses lecteurs.

Si, malgré ce contrôle, une petite annonce abusive s'était glissée dans nos colonnes, nous prions instamment nos lecteurs de nous la signaler en nous écrivant :

LE MONDE, Direction de la Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

HAUTES ETUDES COMMERCIALES

PROFESSEURS A PLEIN TEMPS OU DE L'EXTÉRIEUR

SCIENCES ÉCONOMIQUES

Notre client, l'École des Hautes Etudes Commerciales, affiliée à l'Université de Montréal, est l'un des centres universitaires canadiens les plus réputés. Le département d'économie de cette institution est à la recherche de professeurs à plein temps ou professeurs de l'extérieur.

Le professeur à temps plein enseigne environ 8 heures par semaine, participe à la préparation de nouveaux cours et effectue des travaux de recherche dans son domaine d'expertise. Il conseille les étudiants dans leur cheminement pédagogique et, du point de vue administratif, il collabore à des comités.

Les objectifs poursuivis par notre client identifient deux sources de candidature :

DES PROFESSIONNELS DE L'ENSEIGNEMENT :
Ces professeurs ont acquis une solide réputation de scientifiques. Leur renommée contribuera au prestige de notre client. Certains d'entre eux terminent leur doctorat et aspirent à une carrière universitaire.

DES PROFESSIONNELS DE L'INDUSTRIE :
Possédant une vaste expérience industrielle et ayant à leur actif des réalisations personnelles, ces professionnels formuleront une pédagogie axée sur les applications industrielles novatrices.

Le niveau de rémunération est particulièrement avantageux.

Toutes les demandes seront traitées confidentiellement et doivent être faites par écrit en vous référant au numéro de dossier 1.075.

Woods, Gordon & Cie
Conseillers en administration

Suite 2000, 630 ouest, boul. Dorchester
Montréal, Québec H3B 1T9

Membre de l'association canadienne des conseillers en administration

JEUNES ESC DEBUTANTS

Kronenbourg vous propose un premier emploi, une formation et d'intéressantes perspectives d'évolution.

La Force de Vente est un atout majeur de la réussite de Kronenbourg, leader sur le marché national des bières de luxe.

Pour préparer l'avenir, la Direction Générale a décidé de recruter de jeunes ESC débutants attirés par la vente.

Un important programme de formation a été élaboré : un cycle alterné de séminaires sur le marketing, les circuits commerciaux, les techniques de vente, la gestion des ventes, et de périodes de contacts sur le terrain.

Ensuite, dans une Direction Régionale de Ventes, des fonctions de Chef de Secteur leur seront confiées, avec la responsabilité :

- de la clientèle sur une zone géographique déterminée,
- des objectifs de vente et des budgets promotionnels,
- de l'animation et de la formation des forces de vente des distributeurs.

Leur évolution de carrière sera fonction de leurs résultats et de leurs ambitions.

Cette proposition intéresse de jeunes ESC débutants, mobiles géographiquement, ayant effectué, de préférence, des stages de vente.

Adressez votre candidature, sous réf. J 24, avec C.V. détaillé, en précisant les raisons pour lesquelles notre offre vous intéresse, à Jean Bärckel - BSN-Gervais-Danone - 7, rue de Valenciennes - 75008 Paris.

bsn, gervais danone

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,82

ANNONCES CLASSEES

	La m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,68
AUTOMOBILES	20,00	22,68
AGENDA	20,00	22,68

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

PHILIPS Data Systems

ingénieur commercial

Vous avez : — soit un **DIPLOME ESC** ou une formation supérieure comparable, — soit une formation supérieure **SCIENTIFIQUE** que vous envisagez de compléter par une expérience au contact des réalités commerciales et des responsabilités de gestion.

PHILIPS Data Systems vous propose de participer, dans le cadre d'une carrière d'ingénieur commercial

à la diffusion de sa gamme de produits

- Ordinateurs de gestion
- Systèmes de saisie de données
- Systèmes de terminaux
- Mini-ordinateurs

Dans cette fonction vous devrez :

- analyser les besoins et les préoccupations de vos interlocuteurs et mettre en évidence l'intérêt d'une utilisation de l'informatique
- guider les utilisateurs vers les solutions les plus efficaces
- conseiller les responsables lors des décisions qui jalonnent la mise en place de tout processus informatique
- coordonner les interventions de spécialistes au cours de ces différentes étapes.

Vous pourrez acquérir les bases nécessaires à l'exercice de ces responsabilités par une formation de 9 mois du moyen de cours et de stages pratiques sur :

- le marché de l'informatique
- les produits PHILIPS DATA SYSTEMS
- les applications.

Durant cette période votre rémunération sera fonction de votre niveau de formation et tiendra compte de votre expérience éventuelle.

A l'issue de la formation, plusieurs postes seront offerts à Paris et dans les Métropoles régionales.

Adressez votre candidature à :
Direction du Personnel, PHILIPS DATA SYSTEMS,
5, Square Max Hymans, 75015 PARIS.

Important promoteur Immobilier
recherche pour Paris et Orléans

NÉGOCIATEUR TERRAIN
efficace et dynamique, bonne culture et présentation, bonne connaissance du marché foncier.

Fixa + primes intéressées, référ. morale et professionnelle exigées.

Envoyer C.V. et présentations à :
Paul BENOIST, référence n° 484,
7, place de Valenciennes, 75001 Paris.

RECHERCHONS :

INGÉNIEUR
ÉTUDES, CALCULS et fabrication moteurs électriques, faible et moyenne puissance (1066)

INGÉNIEUR
Études, calculs et fabrication pompes spéciales et pompes de circulation (1066)

INGÉNIEUR
Méthodes et production. Expérimenté domaine fabrication électriques et mécaniques. Autrement qualifié (1187)

Pour ces trois postes :
— Age minimum 35 ans ;
— Expérience confirmée. Rémunération suivant expérience et qualification.

Écrire avec C.V. à SWEERTS, B.P. 269, 75004 Paris, Cédex 09, au transmetteur en précisant la référence choisie.

Société d'ingénierie à vocation internationale
Siège Paris recherche :

INGÉNIEUR
ETUDES EAU
ET ASSAINISSEMENT
Diplômé d'une grande école et pouvant faire état de quelques années d'expérience en études de réseaux urbains, cet ingénieur sera à travailler à l'étranger. Sa mobilité personnelle lui permettra ainsi que sa connaissance de l'anglais. Les candidats intéressés pourront prendre un 1er contact ou écrire (indiquer C.V. et ind. des réf.) suréf. 7.939, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

RECHERCHONS URGENT
POUR ORSAY
DESIGNATEUR P.E. ou E.I
format, électrotechnique, électronique, Téléphonie, A. HELD : 97.20-45.

IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE LEADER SUR SON MARCHÉ recherche

directeur marketing { 160.000 F. PARIS

pour ans de ses divisions regroupant une ligne de produits réalisant un chiffre d'affaires de 400 millions de Francs.

LE POSTE : Rattaché au Directeur de cette division, le Directeur Marketing est assisté de deux chefs de produits.

Il élabore et propose une stratégie globale à court et moyen terme et conçoit la politique des marques en accord avec la Direction Générale.

Il en contrôle la réalisation en collaboration avec les Directions Commerciales.

Il assure le développement des nouveaux produits.

Ce poste vacant à la suite d'une promotion convierait à un candidat âgé de 35 ans minimum disposant :

- d'une formation supérieure (type grandes écoles commerciales ou scientifiques)
- d'une expérience d'au moins 5 ans des techniques marketing acquise de préférence dans le domaine des produits alimentaires.

Des qualités de méthode, de rigueur et bien sûr de créativité sont des atouts de réussite.

LA PRATIQUE DE L'ANGLAIS EST SOUHAITABLE.

Le salaire annuel de départ, de l'ordre de 160.000 F., pourra être supérieur en fonction des résultats déjà acquis.

Écrire avec C.V. et photo sous No 43111, CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

ICL département FORMATION 3 postes

LA SOCIÉTÉ - Nous sommes la Filiale Française (1.100 personnes - C.A. H.T. 350.000.000 F) du 1er Constructeur européen d'ordinateurs. O'iel à 1982 nous allons doubler notre effectif. Aussi recherchons-nous dès maintenant les hommes avec lesquels nous allons travailler nos clients.

LA MISSION - Concevoir, développer et animer des actions de formation, soit pour les collaborateurs de la Société, soit pour ceux de nos clients.

LES POSTES - 3 **INGÉNIEURS DE FORMATION** chargés pour la série 2900 des cours de :

- Analyse et Logiciels d'application (référence ZLA 901). Une expérience d'au moins 2 ans en tant qu'analyste est nécessaire.
- Logiciel de base (référence ZLB 901). Une expérience d'au moins 2 ans en tant que programmeur analyste est nécessaire.
- Système d'exploitation (référence ZSE 901). Une expérience d'au moins 2 ans en tant qu'ingénieur Système sur un matériel de haut de gamme est nécessaire.

L'ÉVOLUTION - Leur carrière pourra évoluer :
— au sein du département Formation.
— dans le cadre de projets importants en clientèle.
— ou dans nos différents groupes de support technique.

LES HOMMES - Les candidats devront avoir reçu une formation supérieure, connaître la langue anglaise et, de préférence, avoir une expérience pédagogique.

Lieu de travail : Paris - Porte d'Orléans.

Adressez candidature avec C.V. et présentations en précisant la référence du poste choisi à Pierre GUERIN - ICL France - 16, cours Albert 1^{er} - 75008 PARIS

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS D'IMPORTANCE INTERNATIONALE

recherche pour ses usines de la région parisiennaise des

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

issus des Grandes Ecoles

CENTRALE - I.D.N.
E.N.S.T.A. - A.M.
E.N.S.I. Mécanique

Ils acquerront leur métier en travaillant d'abord sur des problèmes de production concernant la mécanique de grande série

Ils seront confrontés à des questions de rentabilité

Ils apprendront à diriger des hommes

Toutes les orientations seront ensuite possibles pour des jeunes qui souhaitent prendre des responsabilités

Écrire avec C.V. détaillé à M. MALBEC, 114, av. des Champs-Élysées, 75008 Paris, qui tr.

150.000 F + Création de poste

Groupe français, spécialiste du jersey, leader sur son marché du PRET A PORTER FEMININ DE GRAND LUXE, nous recherchons, pour être le moteur et le manager de son réseau à l'étranger, son

Directeur des Ventes Exportation

36 ans mini.

trilingue, français, anglais, allemand, nationalité indifférente

Ses missions :

- Adhérer pleinement à notre politique de distribution pour définir et mettre en place les moyens propres à assurer le succès sur le terrain.
- Contrôler, animer, dynamiser les réseaux d'agents existants pour optimiser leurs actions.
- Rechercher et mettre en place, personnellement, de nouvelles implantations sur de nouveaux marchés.
- Collecter et analyser les informations nécessaires à l'action et à son développement.

Nous attachons plus d'importance à sa personnalité, à ses qualités de vendeur, de négociateur, d'animateur, à son niveau d'autonomie et de disponibilité, à son expérience du milieu professionnel et des marchés d'exportation qu'à sa formation de base.

Il sera directement rattaché au Directeur Général.

Lieu de travail possible : Paris. Le siège de la société est en province. De nombreux déplacements sont à prévoir.

SÉLÉ CEGOS Adressez lettre man. C.V. détaillé + photo, rémunération soumise, sous réf. 73423/M, à Mme CLÈRE - SÉLÉ CEGOS, 33 quai Gallieni 92152 SURESNES.

CONTESSÉ PUBLICITE

vous adresse ses vœux sincères de bonheur et de prospérité pour 1978

20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 296.14.00

Nous recherchons pour

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
dans une activité de services (200 millions C.A.)

UN JEUNE CONSULTANT EN ORGANISATION

2 à 4 ans d'expérience dans ce domaine.

Le candidat, de formation supérieure, HEC, ESSEC, SUP de CO, aura pour mission :

- 1) Une étude des services d'administration et de gestion.
- 2) La mise en place de nouveaux systèmes.
- 3) Le suivi de ces nouvelles procédures.

Travail très intéressant niveau Direction générale.

Appeler 982-89-37 ou 982-86-70 ou envoyer C.V. à n° 43.138, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q. tr.

INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

Cette société, leader français, est parmi les premiers fabricants mondiaux de matériels techniques destinés aux collectivités locales.

Disposant de moyens nouveaux qui lui permettent d'envisager sérieusement son expansion sur les marchés extérieurs, elle crée le poste de Responsable Exportation.

Rattaché au Directeur Général, il sera chargé dans une première phase de travailler seul les marchés européens et d'Amérique du Sud. Au fur et à mesure des développements, il étendra son service et étendra son activité au Monde entier.

Agé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou technique, il est parfaitement bilingue Français-Anglais, et parle si possible Allemand et/ou Espagnol.

Il a déjà acquis quelques années d'expérience d'exportation de matériels techniques. Il est prêt à voyager 1/3 de son temps.

Pour obtenir informations complémentaires, écrire sous référence 5 226 A,

egor 5, rue Meyerbeer 75009 Paris.

ALLIANZ ASSURANCES

recherche pour siège Paris et Délégations Province

RESPONSABLE DE LA GESTION DES MOYENS MATÉRIELS

sur le plan :

- TECHNIQUE : locaux, équipements, postes de travail, services généraux ;
- ADMINISTRATIF : procédures et circuits, prévision et contrôle ;
- HUMAIN : direction d'une équipe, relations intérieures et extérieures.

Formation économique et juridique, solide expérience, faculté d'innovation et qualités d'animation. Bonne connaissance de l'allemand appréciées.

Écrire avec C.V. détaillé, photo et présentations annuelles brut, à ALLIANZ, Service du Personnel, B.P. 24, 9781 PARIS CEDEX 13.

ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL

recherche

Agent chargé d'assurer la gestion administrative et financière d'un ensemble de laboratoires de recherches

Ce poste à pourvoir à PARIS exige :

- Une formation supérieure ;
- Des connaissances juridiques et de comptabilité publique ;
- Une expérience professionnelle (secteur public ou para-public).

Env. C.V. man., présentations, photo à n° 719 235 et REGIE PRESSE, 85 bis, rue Beaumaur, PARIS 8^e.

CHEF DU SERVICE COMPTABLE (ASSISTANT CONTROLLER)

Cergy-Pontoise Industrie électronique 100.000 +

Notre client, une société américaine spécialisée dans l'industrie électronique, leader mondial sur son marché recherche pour son siège social français le chef du service comptable (assistant controller). Le candidat idéal, âgé de 27 ans minimum, de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, ou DECS...) devra pouvoir justifier d'une expérience de 3 à 5 ans acquise dans les services financiers d'une société anglo-saxonne ou au sein d'un cabinet d'audit international. Il se verra confier, dans un premier temps, la supervision et l'établissement de l'ensemble des opérations comptables d'une des sociétés françaises. Une très bonne maîtrise des techniques financières et comptables françaises et anglo-saxonnes est requise et une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable. Les possibilités de développement de carrière, tant en France qu'à l'étranger sont extrêmement importantes pour une personne compétente, capable de communiquer à tous les niveaux de direction : ceci compte tenu des résultats et de l'expansion rapide de cette société. Envoyer C.V. et présentations à Monsieur Michel SOYER, 6, avenue Marceau - 75008 PARIS sous la réf. MS11. La plus grande discrétion dans l'examen des candidatures est garantie.

مكتبة من الأصل

سكننا من الاجل

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

CADRES SUPERIEURS

Notre société installée à Troyes, employant 800 personnes, est essentiellement spécialisée dans le prêt-à-porter enfants. Depuis la prise de participation majoritaire américaine il y a 3 ans, elle est bénéficiaire et en pleine croissance avec un chiffre d'affaires à fin 1977 de l'ordre de 90 millions de francs.

UN DIRECTEUR DE MARKETING
Il anime un département de 70 personnes à l'encadrement jeune et est responsable directionnel auprès du Directeur Général de: l'établissement des stratégies de marketing dans le cadre de la conception des collections portant sur près de 100 articles par an et de la recherche de créneaux de marché susceptibles d'assurer des débouchés performants.

UN DIRECTEUR FINANCIER
Il est responsable de la stratégie d'investissements, de la gestion budgétaire, de la comptabilité, de la trésorerie, des procédures. Il siège au Comité de Direction et préside le Comité des Procédures.

Adresser C.V. détaillé et photo sous référence 856 à OLYMPE S.A. 12 rue de Florence, 75008 Paris, qui traitera ce recrutement de façon confidentielle.

Après vos études supérieures en économie et en comptabilité, vous avez abordé professionnellement et assimilé tous les aspects de la fonction comptable. Notre équipe jeune et active recherche UN HOMME DE CONTACT rattaché au Directeur Financier pour développer la fonction SYSTEMES et CONTROLES COMPTABLES

ingénieur, adjoint au chef du BE (Est)
Nous sommes une importante fonderie produisant des pièces de tout calibre dans nos différentes usines. Le BE, situé dans l'Est, réalise les études de travaux neufs. Le chef du BE cherche un ingénieur de 28 ans minimum, de formation AM ou équivalent, ayant cinq ans d'expérience en BE de fonderie si possible, de grosse mécanique ou de thermique, pour formaliser les projets élaborés avec les directions et suivre leur avancement, contrôler leur cohérence et leur rentabilité.

CHAMPAGNE
ADJOINT AU DIRECTEUR REGIONAL
Nous fabriquons et commercialisons des conditionnements en verre de haute qualité. Notre Direction Régionale (CHAMPAGNE) est une des plus importantes du territoire. Le Directeur Régional souhaite être assisté par un jeune diplômé de l'Enseignement Commercial Supérieur qui justifie d'une expérience de 5 ans dans la vente de produits industriels.

INGÉNIER AM DÉBUTANT
Le Groupe BSN-Gervais Danone recherche un ingénieur débutant (ENSAM, ECAM, ICAM, INSA Mécatronique, Camille de Stève...) pour son unité de fabrication de bouteilles, à Gironcourt (Vosges). Après une période de formation aux techniques de fabrication verrière et aux méthodes de contrôle, il prendra la responsabilité du Service "Gestion de la Qualité".

RESPONSABLE COMMERCIAL
Chargé de la proposition, de la promotion et de la vente des produits dans les départements 66 et 67. Niveau BTS - IUT électrique ou similaire. 5 ans minimum d'expérience sur l'emploi des composants électrotechniques.

INGENIEUR CHEF DE FABRICATION
La Société (374 p. 51 M de CA HT) fabrique des pièces mécaniques en moyenne ou grande série pour la construction automobile et le mécanisme agricole. La poste convient à un ingénieur de formation type AM ou BTS + perfectionnement de plus de 25 ans possédant une expérience de direction d'atelier dans l'usage moyenne et grande série.

POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE QUI LA REPRESENTE EN BOURGOGNE
A.O.I.P. - MESURES - recherche: UN INGENIEUR ou AGENT TECHNICO-COMM. qui sera basé à DIJON et travaillera l'ensemble de la clientèle de la région. Les candidats devront avoir acquis une expérience réelle et être compétents en instrumentation de mesures électriques et électroniques.

IMPORTANTE ENTREPRISE T.P.
recherche
1) POUR SA REGION DU SUD-OUEST
UN INGENIEUR DE TRAVAUX (réf. 20)
diplômé grandes écoles pour diriger des chantiers d'ouvrages d'art. Une expérience de 5 ans minimum et de très sérieuses références professionnelles seront exigées.

La succursale de NANCY d'une très importante entreprise d'installations électriques recherche pour ses services Installations Industrielles et Automobiles UN INGENIEUR DÉBUTANT Possibilités ultérieures de carrière au sein du Groupe, tant en FRANCE qu'à l'étranger, pour élément de valeur.

CONSEILS FISCAUX et en droit des sociétés
Ecr. n° 7 82192 M Régie-Presses 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e). MISSION REGIONALE CHAMPAGNE - ARDENNE recherche un contrôleur professionnel continu. Licencié droit, sciences comptables ou niveau équivalent. Adresser le dossier complet (curriculum vitae, certificat de formation, diplôme de l'Etat) en trois exemplaires manuscrits avec C.V. et la Délégation Régionale à la Formation Professionnelle, 1 rue Verin 51000 CHALONS-SUR-MARNE.

DIRECTEUR COMMERCIAL
Filiale d'un groupe de 900 p., la Société (34 p. 34 M de C.A. H.T.) commercialise en France des matériaux de maintenance d'une marque étrangère qui constituent un complément de gamme pour la Société mère. Le cadre recruté aura plus de 30 ans; sa formation sera commerciale ou technique et il possèdera obligatoirement une expérience de la vente par réseau de concessionnaires de matériels lourds (style T.P. machines agricoles etc.). Le poste comporte des déplacements pour 30% du temps. Il débouchera à terme sur des perspectives intéressantes d'évolution. Rémunération 130.000 F. Lieu de travail: Loire Atlantique.

COMPTABLE ANALYTIQUE
O.E.S. ou O.U.T. gestion. Très ans expérience analytique ou budgétaire. Contrôles mensuelles, tableaux de bord, C.E.P., contrôle budg.). Adr. C.V. + photo et présent. PUBLINTER, 75, rue Voltaire, 92000 Levallois, sous réf. 2112, qui trans.

2 INGÉNIEURS DE TRAVAUX
2 CHEFS DE CHANTIER T.P.
minimum 30 ans
de très sérieuses références en travaux de battages et réalisations portuaires seront exigées. Les dossiers de candidature avec C.V. photo et présentations devront être adressés en rappelant références du poste à: N° 3941 PUBLICITES BRUNES 112, boul. Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra.

Parfums Christian Dior recherche POUR LEUR DÉPARTEMENT EXPORT ASSISTANTE DE DIRECTION EXPORT BILINGUE ANGLAIS - STENO-DACTYLO Longue expérience souhaitée. Min. 5 ans domaine GESTION ADMINISTRATIVE. Salaire selon expérience. Poste basé à PARIS puis à ORLÉANS A COMPTER DU 1^{er} AVRIL 1978 1^{er} mois - Avantages sociaux. Renseignements d'entreprises. Envoyer C.V. et présentations au Chef du Personnel. B.P. 58. 45000 SAINT-JEAN-DE-BRAYE.

INGENIEUR
diplômé d'une école supérieure de structures et ouvrages d'art, éprouvé par l'Etat à l'étranger et ingénieur diplômé d'une grande école, résidera en France et sera rémunéré d'après un contrat de travail à l'étranger. Adresser le dossier complet (curriculum vitae, certificat de formation, diplôme de l'Etat) en trois exemplaires manuscrits avec C.V. et la Délégation Régionale à la Formation Professionnelle, 1 rue Verin 51000 CHALONS-SUR-MARNE.

DIRECTEUR D'USINE PICARDIE
La Société (128 p. 14 M de CA) fabrique des pièces métalliques découpées et embouties. La Direction est à Paris, l'usine neuve en Picardie (à 1h15 de Paris) compte 65 p. et bientôt 80. Le poste convient à un jeune ingénieur mécanicien diplômé d'une école type A et M ayant fait un stage de fabrication. Rémunération: 100 000 F +. Ne pas envoyer de C.V.

Association rech. pour Centre de recherches techn. Ville de BOURGOGNE DIRECTEUR ADJOINT BOMES connaissances économ. gestion. Direction du personnel. Envoyer C.V. + photo à: HAVAS OLIVON n° 27.616. 50000 NANCY cedex - rech. VENOUEUR viande de porc et charcuterie. Rechercher un ANIMATEUR foyer pour adolescents, salariés de la France. Ecr. n° 8 202 M. Havas Pub. 5, rue des Italiens, 75007 Paris. La ville de Long-le-Saulnier recrute immédiatement AGENT permanent chargé de mission en économie et tourisme. Licencié en sciences économiques, av. expérience professionnelle. (turbanisme droit des soies). Envoyer C.V. au plus tard le 23 janvier à M. le Maire de Long-le-Saulnier, 1, Bd 24-25-23 24-27-24 Services de Pêche.

DIRECTEUR du PERSONNEL OUEST
La filiale (1190 personnes, 4 établissements) d'un groupe français spécialisé dans la fabrication et la vente de Biens d'Équipement recherche UN DIRECTEUR DU PERSONNEL Plié sous l'autorité du Directeur Général, il fera partie du Comité de Direction. Il assurera l'ensemble de la fonction: définition de la politique sociale pour l'ensemble des établissements; gestion et administration des ressources humaines; négociations avec les partenaires sociaux et bénéficiera de l'assistance fonctionnelle du département des relations humaines du groupe. Le candidat idéal a une expérience confirmée acquise dans un poste similaire, est un solide négociateur, dispose d'un fort potentiel personnel. Ecrire avec C.V. et présentations à No 43048, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

CHEF DE STUDIO D'EXECUTION
Important groupe français recherche un responsable pour la réalisation de catalogues V.P.C. En fonction fonctionnelle permanente avec la Direction Edition et Fabrication, au sein d'une équipe expérimentée, il aura la charge des problèmes de mise en page, photocomposition, travaux de laboratoire. Pour assumer cette fonction de façon satisfaisante il faut un candidat ordonné, méthodique, ayant: - Une solide expérience de « Chef de Studio » d'exécution en V.P.C.; - Des connaissances de fabrication. Ce poste est à pourvoir très rapidement au sein même de la Métropole Nord. Ecrire avec curriculum vitae, photo et présentations à Ag. HAVAS 59223 LILLE cedex, sous réf. CASE 454.

UN DESSINATEUR ETUDES 1 CONFIRMÉ
Formation min. brevet ou baccalauréat de technicien construction mécanique. Expérience de quelques années en conception d'ouvrages (presse, déformation à froid, etc.) exigée. Ecr. avec C.V. et photo, ou se présenter à l'usine de Jolmay. IMPORTANT CENTRE INFORMATIQUE DIJON recherche pour autre face à son développement.

SECIM MAUBEUGE (GROUPE CREUSOT LOIRE)
Construction de laminoirs ferreux et non ferreux recherche pour son Bureau d'Etudes (155 personnes) INGENIEURS - Formation A.M., I.N.S.A. ou E.N.I. - Désirant se spécialiser en grosse mécanique, engrenages pour réducteurs de vitesse; - Pratique de l'anglais exigée, allemand souhaité. Envoyer curriculum vitae, photo à SECIM, avenue Clemenceau 59600 FERRIERE-LA-GRANDE.

RECHERCHONS POUR MARSEILLE EMPLOYÉ(ÉE)
pour tenue de fichier, relations avec service Informatique et statistiques. - TRES ORDONNÉ(E), ESPRIT D'EQUIPE, SENS DES RESPONSABILITES. STAGE OBLIGATOIRE 3 SEMAINES A PARIS. Env. C.V. sous le n° T 02161 M à REGIE-PRESSE, 65 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

SOCIETE DISTRIBUTION PESTICIDE AGRICOLE
Filiale d'un groupe international recherche pour CHAMPAGNE - BOURGOGNE AGENTS TECHNO-COMMERCIAUX Niveau Ingénieur ou B.T.S. (Agriculture). Entre REGO, 208, rue Vandœuvre, 92015 LIXY 261. 170, qui transmettra.

1) UN INGENIEUR CONCEPTEUR circuits logiques LSI MOS
Expérience minimum 2 à 3 ans conception circuits complexes MOS. Solides connaissances en circuitries et en systèmes logiques indispensables. 2) UN INGENIEUR CONCEPTEUR circuits analogiques MOS
Expérience minimum 2 à 3 ans de conception de fonctions analogiques. Connaissance circuits MOS et expérience simulations, mesures simultanées. Ces deux postes sont à pourvoir à Grenoble (France) et nécessitent la pratique courante de l'anglais ou l'allemand. Envoyer: lettre manuscrite, C.V. et présentations, à: 38041 GRENOBLE CEDEX.

REPRODUCTION INTERDITE
régionaux
Général 90F
Société de commerce et d'industrie pour qui emploie 20 personnes de France. Automobile (90) CALAIS

REPARTEMENT REGIE

diplômés

24 mars 1978

banquier

banquier

	La ligne	La ligne f.c.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,10
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le prix col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	34,00	37,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
recherche
pour l'un de ses départements chargé de diffuser des équipements de fonderie

INGÉNIEUR - TECHNICO-COMMERCIAL
DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE FONDERIE

- Le candidat retenu sera de préférence diplômé "ARTS et MÉTIERS" et devra posséder une certaine expérience de la fonderie.
- Le poste conviendrait à un homme soucieux de développer une activité commerciale, ce qui n'exclurait pas son intervention dans de nombreux domaines techniques.

Une connaissance de l'Anglais est nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et préférences sous n° 22.209 B à BLEU - 41, avenue du Château, 94300 VINCENNES qui transmettra.

offres d'emploi

ICNC INTERTECHNIQUE INFORMATIQUE

AUGMENTATION MINIMUM ANNUELLE DU CHIFFRE D'AFFAIRES : 30 %
INTERTECHNIQUE QUI EST BÉNÉFICIAIRE DU PLAN DE CROISSANCE DU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

UN AGENT TECHNIQUE ÉLECTRONICIEN (REF. 683)

Ayant de bonnes connaissances et expérience en logiciel et matériel. Sera chargé d'installer et de dépanner des systèmes de gestion informatisés localisés dans la région d'Alsace-Lorraine. Langues allemande et anglaise appréciées. Voiture personnelle indispensable.



Nombreux avantages sociaux par accords d'entreprise, dont prime de fin d'année. Adressez C.V. avec préférences, en précisant référence annonce à Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR.

offres d'emploi

TTT OCEANIC

Notre Groupe, qui emploie environ 3000 personnes et dont le chiffre d'affaires est de près d'un milliard de Francs, recherche pour son siège à Romeville (93), un

DIRECTEUR FINANCIER ADJOINT

Il sera diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou équivalent et aura acquis plusieurs années d'expérience à un poste opérationnel d'une Direction Financière. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Ce collaborateur de haut niveau assistera le Directeur Financier dans la résolution des problèmes financiers et de gestion. Il dirigera lui-même plusieurs Services : Comptabilité Générale, Analytique, Industrielle, Contrôle de Gestion, Budget. Il pourra bénéficier de très larges possibilités d'évolution au sein du Groupe.

Ecrivez sous référence M 445 à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

gISEPTI SELECTION 49, avenue de l'Opéra 75002 Paris

offres d'emploi

Vente par correspondance CHEF DE PRODUIT

La filiale en pleine expansion d'un groupe multinational leader sur son marché.

recherche
Un responsable des lignes de produits musique classique (disques et musiques)

NOUS OFFRONS :

- un travail passionnant dans une ambiance jeune,
- la responsabilité des produits existants et du développement de nouveaux produits (approche des marchés, définition et développement des produits, gestion des budgets publicitaires, suivi des ventes).

NOUS DEMANDONS :

- le goût et la connaissance de la musique classique,
- une formation supérieure,
- la maîtrise de l'anglais (indispensable),
- une expérience de 3 ans minimum dans la gestion de produits.

La pratique du marketing direct serait très appréciée.

LIEU DE TRAVAIL : Région Parisienne

Ecrivez avec C.V. - lettre et rémunération actuelle sous n° 21722 B à BLEU Publicité 17, rue Lefebvre 94300 Vincennes O.T. Discretion absolue assurée.

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ACCESSOIRES AUTOMOBILES
appartenant à un Groupe Multinationnel

recherche

1) UN « PRODUCT MANAGER »

30 ans minimum - homme ayant le sens des contacts dans l'entreprise, qualification en Produits Mécaniques de grande série - parlant anglais couramment, expérience Marketing - Département de la Direction Générale - Niveau de salaire annuel : 160.000 F.P. - Connaissance du secteur automobile appréciée. Localisation du poste : à 100 km de PARIS.

2) UN RESPONSABLE DU SERVICE ACHATS

30 ans minimum - Devra avoir un sens aigu de la négociation avec les fournisseurs - expérience du secteur mécanique - parlant anglais - dépendra de la Direction Générale - Niveau de salaire annuel : 80 à 100.000 F selon expérience - Localisation du poste : à 100 km de PARIS.

3) UN AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

25 ans minimum - esprit ouvert - dynamique - sens de la négociation et du contact - le candidat choisi sera responsable du lancement de nouveaux produits - esprit « Entrepreneur » - Niveau de salaire annuel : 50.000 F plus intéressement - Localisation du poste : PARIS.

Dans ces trois cas, adressez curriculum vitae détaillé et photo au N° 8319, « le Monde », Publicité, 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-9.

offres d'emploi

EUREQUIP

Notre métier consiste à aider les entreprises à résoudre leurs problèmes et à évoluer. Nos interventions se déroulent tant en pays industrialisés, qu'en pays en voie de développement.

Nos ingénieurs sont d'origines très diverses (technique, économique, juridique, psychosociologique...).

Nos clients sont les grandes entreprises françaises ou étrangères.

Si vous souhaitez un poste à cette échelle, venez rejoindre nos équipes pluridisciplinaires.

Nous attendons de vous :

- une formation supérieure solide (X, Mines, Centrales, Sup., etc...)
- au moins 3 années d'expérience industrielle,
- la maîtrise parfaite d'une deuxième langue (anglais ou espagnol),
- une grande mobilité et une capacité réelle d'adaptation à des conditions de vie parfois pénibles (missions, régime de coopération, expatriation longue durée...).

Un stage d'accueil et d'initiation d'un mois est prévu pour la nouvelle équipe que vous voulez intégrer.

Ecrivez-nous sous référence 10-10-M à EUREQUIP Département Recrutement B.P. 30 - 92420 Vincennes.

offres d'emploi

MATRA

recherche

TRADUCTEUR TECHNIQUE

Il assure la traduction et la révision de documents techniques - Français - Anglais (Anglais-Français) et Allemand-Français.

- Une expérience de plusieurs années acquise si possible en milieu industriel, est indispensable.
- La connaissance de l'Américain serait appréciée.

Adressez CV, rémunération souhaitée en indiquant la référence NK 244

MATRA Monsieur KORFAN BP, n° 1 - 78140 VELIZY.

offres d'emploi

TRES IMPORTANT LABORATOIRE DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES BANLIEUE SUD
(15 km de Paris par autoroute)

recherche pour

Femboches d'une durée minimale d'un an

ANALYSTE-PROGRAMMEUR DE HAUT NIVEAU
DOS VS - CICS - VS - DL 1 - FULL

Le salaire sera fonction de la compétence du candidat.

13^e mois - Avantages sociaux - Restaurant entreprise

Env. C.V. manuscrit, photo et prêt. à n° 43222 CONTESSÉ Publicité, 20, avenue Opéra, Paris-1^{er}.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS INTERNATIONAUX
en pleine expansion

Région TRAPPES
recherche pour réaliser un système informatique conversationnel

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Le poste en collaboration avec le responsable informatique :

- participer à l'analyse fonctionnelle et organique
- programmer et diriger l'équipe de programmation
- assurer les tests, le démarrage du système, le suivi des applications.

Le candidat doit avoir :

- trois à six ans d'expérience du même poste
- analysé et programmé des applications conversationnelles
- une expérience pratique de la comptabilité
- une très bonne pratique des systèmes de moyenne puissance et du GAP II.

Ecrire à No 42795 CONTESSÉ Publicité 20, avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

offres d'emploi

un jeune ingénieur d'application de système graphique informatisé

Nous sommes une importante Société d'ingénierie et de constructions nucléaires implantée à PARIS.

Dans le cadre de la mise en œuvre de nouvelles méthodes de travail, nous recherchons :

- un ingénieur de formation de base technique (IEP, ESE, MINES, AM, IEG), complétée par une spécialisation ou une première expérience professionnelle en contrôle des systèmes informatiques.

Il sera chargé de mettre en place, exploiter et développer des logiciels appliqués à un système graphique informatisé.

Ecrire à No 42626, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

offres d'emploi

Tektronix
recherche dans le cadre de son expansion

ingénieurs commerciaux
(PARIS et PROVINCE)

pour :

- Sa Division "Mesure".
- Sa Division "Informatique Graphique".

De formation technique solide, les candidats devront justifier d'une expérience concrète dans la vente ou l'utilisation d'appareils de mesure électroniques ou de matériels informatiques (terminaux graphiques, mini-systèmes).

Une forte motivation pour la vente constituera un atout important pour la sélection finale.

Il est offert des conditions de travail attractives dans une ambiance agréable et de larges possibilités de participation à la vie de l'Entreprise.

Envoyer C.V., photo et salaire actuel à :

Adequation 54, avenue de Versailles 75016 Paris

offres d'emploi

ingénieur d'études en électronique

Société moyenne secteur banlieue Sud-Est REER solidement implantée, recherche un **INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN** diplômé, possédant 3 à 5 ans d'expérience en électronique de puissance, ayant l'expérience des techniques à découpage et une connaissance totale ou partielle de l'étude et du développement des dispositifs suivants : générateurs, conducteurs, redresseurs, surveillances, oscillateurs, convertisseurs.

Pour postuler envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et indiquant préférences sous ref. 160154

Cabinet Alain H. FRENANT
10, avenue du Général de Gaulle 92121 Vanves

offres d'emploi

WESTINGHOUSE ÉLECTRIQUE FRANCE
engagé dans une activité commerciale

cherche

UN DIRECTEUR FINANCIER

pour diriger son service financier composé de 3 à 4 personnes, situé avenue George-V.

Le candidat doit :

- avoir de préférence un diplôme D.E.C.E. ou équivalent ;
- avoir au moins 5 ans d'expérience ;
- avoir 30 ans minimum ;
- être en courant des lois fiscales françaises ;
- avoir de bonnes connaissances de la langue anglaise.

Préférence sera donnée à un praticien en comptabilité ou en audit.

Bonnes perspectives de promotion pour un élément capable et dynamique.

Ecrire avec curriculum vitae, préférences et photo à Westinghouse Electric S.A. accounting-services Europe, C/O WNE INC ; 73, rue de Stalle B 1180 Bruxelles

offres d'emploi

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE CONSTRUCTION PARIS (13^e)
(Maître d'ouvrage de constructions individuelles)

recherche

AGENT TECHNIQUE
(connaissances tous corps d'état)

- capable de seconder l'architecte conseil pour le contrôle administratif financier et technique de dossiers construction établis par Maîtres d'ouvrages extérieurs à la Société.
- 3 à 5 ans d'expérience dans cabinets d'architecture de préférence.
- salaire : 2.500 F à 4.000 F brut mensuel.

Env. C.V. + photo + références détaillées à n° 8285 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens 75227 Paris Cedex 9

offres d'emploi

BANQUE ÉTRANGÈRE
Quartier Etoile

recherche

CADRE
POUR SES SERVICES COMPTABILITÉ et du PERSONNEL

Sérieuses références professionnelles bancaires exigées.

Envoyer cur. vite détaillé et préférences à : SOFAC, 116, Champs-Élysées, 75008 Paris - Réf. LMC.

DISCRETION TOTALE ASSURÉE.

offres d'emploi

CENTI

recherche pour

RÉALISATION DE PROJETS

- SPÉCIALISTES EGOS 6000
- 2 ANALYSTES-PROGRAMMEURS
- 3 ans d'expérience
- 2 PRÉPARATEURS de TRAVAUX TRÈS QUALIFIÉS
- 1 PUPITREUR TRÈS QUALIFIÉ

LIBRES RAPIDEMENT

Envoyer d'urgence lettre avec C.V. et préférences à CENTI, 128, rue de Rennes, 75006 - PARIS ou téléph. 222-25-31 - Discretion assurée.

offres d'emploi

INTER P.A.
CONSEIL EN ANNONCES DE RECRUTEMENT

VOUS PRÉSENTE SES MEILLEURS VŒUX POUR L'ANNÉE 1978

19, rue Saint Marc 75002 PARIS
742-07-16 - 742-07-17

offres d'emploi

SFENA-DSI
DIVISION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES

Recherche, pour VELIZY, dans le cadre du développement des CO/ORDINATEURS

RÉDACTEUR TECHNIQUE

Responsable au sein de l'équipe Marketing de la conception et de la réalisation de la documentation destinée aux utilisateurs.

Formation : Ingénieur ou équivalent. Connaissance approfondie en informatique : matériel et logiciel. Connaissance de l'anglais.

Envoyer C.V. et photo à S.F.E.N.A. B.P. 59 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

مكتبة من الأصل

سكننا من الاجل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALX	80,00	91,62

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

90.000 F. + **Création de poste**

Société de participations (40 filiales en province) elle-même filiale d'un groupe leader dans sa branche, recherche un

Audit Interne

Directement Rattaché au Président Directeur Général

Il aura pour missions :

- audit comptable des filiales,
- assistance, soit à l'amélioration des procédures existantes, soit à la mise en place de nouvelles procédures.

L'objectif étant la mise en place progressive d'un système de contrôle à distance.

Pour réussir dans le poste, il est indispensable d'avoir une formation BTS - EP, ou équivalente, une expérience de niveau chef comptable, ayant comporté des missions d'audit, ou une expérience de cabinet comptable.

Lieu de travail : Puteaux - De nombreux déplacements de courts durées sont à prévoir.

CEGOS Adresser lettre man. + C.V. détaillé, et photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73420/M à Mme CLERE - 544-CEGOS, 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

GRUPE INDUSTRIEL D'IMPORTANCE MONDIALE
recherche pour PARIS

ingénieur projet développement

Cette personne sera chargée :

- d'assumer la fonction de Conseil en Transports Urbains de personnes.
- de développer les rapports techniques et commerciaux avec de nombreux organismes privés et publics extérieurs tant en France qu'à l'étranger.
- d'organiser et de suivre les contrats, le planning et la gestion y attachant.
- de participer à l'étude et à la définition de Services Nouveaux en matière de Transports.

Le candidat retenu devra :

- être Ingénieur Grande Ecole,
- avoir acquis une expérience d'au moins 5 ans dans des domaines relatifs aux Transports,
- avoir le sens et la pratique de contacts à Très Haut Niveau,
- posséder une pratique courante de l'anglais.

Large perspectives d'évolution au sein du Groupe.

Adresser C.V. sous référence EGEL (mentionnée sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil EMPLOIS et CARRIERES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE D'EDITION AVEC FILIALES, crée un poste de

responsable audit

Formation Licence Sciences Econ - HEC - ESSEC - ESCP ou Expert Comptable.

La langue allemande parlée et écrite est indispensable.

Adjoint à la Direction Comptable et Financière il sera chargé de l'audit et responsable au niveau des Sociétés du Groupe pour :

- le contrôle des comptabilités
- l'établissement et l'harmonisation des procédures
- la coordination de la consolidation des bilans des filiales françaises et étrangères.

Expérience minimum 3 ans dans une société importante ou dans un cabinet spécialisé.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle à No 43845 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transm.

Animateur de formation commerciale

Un très important groupe d'informatique en forte progression souhaite intégrer un animateur de formation de haut niveau pour développer l'action du service de formation commerciale afin de former et (ou) perfectionner une force de vente conséquente.

Mission

- Elaboration des programmes de formation, • Animation de stages,
- Encadrement d'une petite équipe d'animateurs.

Profil

- Diplômé études supérieures commerciales (H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.,...),
- Expérience de vente secteur informatique ou biens d'équipement coûteux, • Expérience d'animation commerciale, • Anglais courant.

Possibilités d'évolution rapide. Position Cadre III A. Rémunération élevée. Poste à pourvoir à Paris.

DOCUMENTATION SUR POSTE AUX CANDIDATS PRESELECTIONNES

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, Salaires actuels et photo (retournée) sous référence 2401 54, rue des Fossés Souffroy, 75010 PARIS

APPRECIATION PROFESSIONNELLE REMISE AUX CANDIDATS

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
proche banlieue Paris-Ouest
recherche

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

pour laboratoire d'études

Adresser C.V. détaillé à C.G.P., sous numéro 942, 25, rue Cavendish - 75019 Paris, qui transmetra.

TELECOMMUNICATIONS PARIS ET PROVINCE
Les P.T.T. recrutent sur titres

diplômés d'écoles d'ingénieurs

ou titulaires d'une maîtrise d'informatique ou de télécommunications. Pour études et réalisations techniques, organisation, informatique, formation.

Dans les services d'exploitation, de Direction, d'enseignement ou de recherches.

diplômés d'études commerciales

ESCP - HEC JF - DEA ou DESS (marketing) de Grenoble II, ou LICENCE DE SCIENCES ECONOMIQUES + ESCAB - ESSC Angers - EDHEC du Nord - IC Nancy - IECS Strasbourg - ISG - IEP de Paris (secteur économique et financier).

Pour études et actions commerciales: Dans les services d'exploitation et de Direction.

ADRESSEZ VOTRE CANDIDATURE AVANT LE 31 JANVIER 1978

Renseignements et inscriptions dans les Directions des Télécommunications au chef-lieu de la région de résidence

informatique

Société de services opérant dans tous les secteurs de l'informatique, recherche pour l'une de ses Divisions :

DIRECTEUR TECHNIQUE

De formation supérieure, l'homme aura d'excellentes connaissances techniques, mais également une expérience d'ingénieur, qui l'aura confirmé dans la gestion du personnel, et le suivi des budgets.

La mission le conduira, au niveau des hommes (120 ingénieurs), à animer et contrôler les équipes affectées aux chantiers en appliquant en permanence les méthodologies dont il dispose.

au niveau des produits, à contrôler les devis effectués par les ingénieurs en chef de son service, assurer la réalisation et le suivi des budgets,

au niveau des chantiers, informer et assister les commerciaux sur le bon déroulement des travaux.

Envoyez lettre manuscrite, c.v. détaillé et photo sous référence 429, à MEDIA SYSTEM, 104, rue Raymond 75002 Paris, qui transmettra. Discrétion assurée.

directeur administratif et comptable
PARIS

Important organisme, recherche pour prendre la Direction Administrative et Comptable un Cadre Supérieur expérimenté dans la comptabilité, le contrôle de gestion et la gestion du personnel et ayant l'expérience des rapports sociaux.

Une connaissance de la comptabilité générale est souhaitée.

Pour postuler envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo en indiquant rémunération actuelle sous référence 31 33829 000

Cabinet Alain H. FRENANT
50, avenue du Général de Gaulle
92130 Issy-les-Moulineaux

Dans le cadre de son plan de développement

STÉ PRODUITS GRANDE CONSOMMATION
C.A. sup. 3 milliards de francs

recherche pour son siège social proche banlieue Ouest UN

CONSULTANT INTERNE

Utilisant son expérience antérieure en entreprise (5 ans en production et/ou organisation), occ

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

participera à des programmes d'amélioration dans une quinziaine de centres de production (gestion, logistique...).

Ce poste peut déboucher à terme sur d'importantes responsabilités opérationnelles.

Adresser C.V. et prétentions à n° 42927 CONTEXTE Publ. 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transm.

MATRA

recherche pour le Contrôle Central

INGÉNIEURS Grandes Ecoles

- Ils assurent la coordination et la gestion technique et financière d'une affaire pour l'ensemble des activités de contrôle.
- Ces postes concernent des Ingénieurs Electromécaniciens de préférence, ayant une expérience de 2 à 5 ans acquise en production ou en contrôle sur des marchés d'Etat.
- Connaissance de l'anglais indispensable. Réf. A.

Pour le Contrôle Composants du Centre de VELIZY

INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

- Il a la responsabilité technique et d'encadrement (environ 20 personnes - A.T. et ouvriers) du contrôle entrées de composants.
- Le poste conviendrait à un Ingénieur Imbressé par des technologies nouvelles et ayant 3 à 4 ans d'expérience acquise dans la conception, la fabrication ou le contrôle de composants. Réf. B.

Adresser C.V., rémunération souhaitée en précisant la référence du poste sous N° NK 245 à Monsieur KORFAN 8P N° 1 - 78140 VELIZY

Dans le cadre de son développement PUBLI-EST/CEGOS/ENHABRE et Cie Agence Conseil en publicité 45 personnes (Paris - Metz - Strasbourg) 45 millions de chiffre d'affaires

recherche pour METZ

UN CHEF DE PUBLICITÉ UN (E) ASSISTANT (E)

pour prendre en charge importants budgets nationaux. Expérience Ades ou équivalente indispensable, grande disponibilité exigée.

Envoyer C.V. détaillé + photo à : PUBLI-EST 11, avenue Robert-Schuman A l'attention de Claude BEGNIER Discrétion totale assurée.

L'UNION NATIONALE DES H.L.M.
Confédération de 1.000 établissements publics et privés

recherche pour son SERVICE CONSEIL

3 GÉNÉRALISTES DE GESTION

- H.E.C., E.S.S.E.C. ou équivalent, ayant 2 à 4 ans d'expérience professionnelle en :
 - Conseil en gestion (pratique marketing) ou
 - Révision comptable en cabinet « Audit »
- JEUNE INGÉNIEUR (T.P., Bâtiment), diplômé I.S.A., I.N.S.E.A.D. ou équivalent, même débutant.

L'activité de conseil nécessite des aptitudes pédagogiques.

Le poste, basé au centre de Paris, implique de nombreux déplacements sur le territoire national

La rémunération sera compétitive et modulable selon la qualité de la candidature.

L'institution offre des possibilités d'évolution de carrière.

Les candidatures (manuscrites), C.V. et rémunération souhaitée doivent être adressées, sous référence LCGM, à

M. Gérardin, chef du service Conseil en Gestion UNFOHLM, 2, rue Lord-Byron. — 75008 PARIS

Une totale discrétion est assurée ainsi qu'une réponse rapide

Recherche pour intérim dans maison de repos, environs de Paris, un gouvernement généraliste.

92130 SAINT-GRATIEN ou téléphoner sp. 19 h. 969-31-40

SOUHAITE COLLABORER indépendante minimum 40 ans, études secondaires Fleury Immo. 10, rue Lavoisier, 1, quai de Bourbon, Paris-6. Méd. 47-23 SEGA recherche d'urgence :

1° ANALYSTE PROGRAMME, expérience Cabot I.S.A. ? Mission longue durée étranger

2° PROGRAMMEUR ASSEMBLÉ, I.S.A. Lieu trav. Paris-ouest

Tél. 22-27-41 ou écrire C.V., 46, r. Pétionnière, 75002 Paris

Physique fluide dense lab. rech. candidats physiques possédant doctorat 3° cycle ou gdes écoles. Env. C.V. avant le 15 janvier. Mme COUCKE LIAMP, université Paris-Nord 93490 VILLETANEUSE

REDACTEUR CONTENTIEUX livre immédiatement pour ETABLISSEMENTS FINAN. S.T.P., quartier Champs-Élysées

Bon français, dynamique, niveau licence en droit exp. procédures commerciales réalisation de gages, droit des faillites, etc.

Adresser C.V. avec photo et prétentions à M. J. Krum, 126, rue La Boétie, Paris-8e

CADRE TECHNIQUE-COMMERCE, dynamique, pour vente de matériel Bâtiment-T.P. Libre de suite. Formation électrique électronique indispensable, avec bonnes notions de mécanique. Poste d'éventuelle démission en part. éditoriale et de responsabilité Déplacements fréquents moitié Nord de la France. Adresser lettre candidat, man. + C.V. + photo + prétentions à COPPIA-FRANCE 21 1330 DOMONT

Editeur Opéra cherche (mi-temps d'abord) COLLABORATEUR bon niveau, bonne orthographe, poste responsable, documentation relations actuelles. Contrats dactylo, langues, distribution, éventuellement navigation appréciées. Tél. 22-55-12

Écrire ? **Se présenter ?**

On ne répond pas toujours à vos lettres

Une visite probablement pour rien

Peut-être...

avec en prime votre propre paresse, votre désinvolture, votre scepticisme, votre "à quoi bon", votre résignation ou votre amertume...

Mais... téléphoner ?

- VOUS êtes certain d'obtenir une réponse.
- VOUS ne vous déplacez pas pour RIEN.
- VOUS pouvez vous débarrasser du préjugé qui vous coûte le plus cher : à savoir la subordination intellectuelle à tous les stéréotypes.
- VOUS n'engagez qu'une très petite dépense.
- VOUS savez même QUI nous sommes avant de composer nos numéros, demain 10 janvier de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h.

770.42.51 770.42.52

En dehors de notre propre chemise que pouvez-vous désirer de plus ?

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
en pleine expansion - Employant 250 personnes

recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

Ingénieur Grandes Ecoles

- Solide expérience technique dans le domaine des Télécommunications.
- Rompu aux contacts avec l'Administration.

Envoyer curriculum vitae détaillé à C.G.P. - N° 541 25, rue Cavendish, 75019 PARIS, qui transmettra.

Table with 3 columns: OFFRES D'EMPLOI, La ligne, La ligne T.C.

ANNONCES CLASSEES

Table with 3 columns: ANNONCES ENGAGEES, OFFRES D'EMPLOIS, OCEANOS D'EMPLOIS

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

CONDITIONNEMENTS DE QUALITE négociateur de marchés egor

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE INFORMATIEN DÉBUTANT

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE TECHNICIEN ELECTRONICIEN

CENTRE DE FORMATION UN ANIMATEUR

JEUNE ATTACHÉ (E) COMMERCIAL (E)

UN CADRE TECHNIQUE COMMERCIAL ITINÉRANT à 80 %

INGÉNIEUR RESPONSABLES

INGÉNIEUR RESPONSABLES

ORGANISME PUBLIC recherche pour emplois de NATURE COMPTABLE

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE (X - E.N.S.T. - E.S.E.)

AEG TELEFUNKEN FRANCE S.A.

UN CADRE TECHNIQUE COMMERCIAL ITINÉRANT à 80 %

LE OEUVRE

CADRE FINANCIER

TRINDEL

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

CIE AMERICAINE D'ASSURANCES

JEUNE CADRE

VARIAN S.A.

CHEF DE PRODUIT

OPERATEURS PSYCHOTECHNIQUES

SECRETAIRE DE DIRECTION EXPERIMENTEE

CIE AMERICAINE D'ASSURANCES

UN CADRE

TRÉSORIERE IMPORT-EXPORT

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉDITION

COMPTABLE

COMPTABLE

COMPTABLE

COMPTABLE

SECRETAIRES

SECRETAIRES DE DIRECTION

SECRETAIRES DE DIRECTION

SECRETAIRES DE DIRECTION

SECRETAIRES DE DIRECTION

SECRETAIRES DE DIRECTION

SECRETAIRES DE DIRECTION

SECRETAIRES DE DIRECTION

SECRETAIRES DE DIRECTION

SECRETAIRES DE DIRECTION

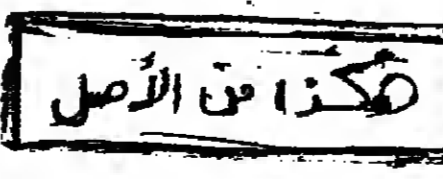
SECRETAIRES DE DIRECTION

SECRETAIRES DE DIRECTION

SECRETAIRES DE DIRECTION

SECRETAIRES DE DIRECTION

Large vertical advertisement on the right side of the page with various text and graphics.



EN ILE-DE-FRANCE

DÉBAT

Quels transports pour quels Parisiens ?

LE PROJET SOCIALISTE D'UN NOUVEAU « DROIT A LA VILLE »

par GEORGES SARRÉ (*)

ALORS que le gouvernement a organisé une vaste opération publicitaire à propos de l'inauguration des lignes A et B du R.E.R., il paraît nécessaire de replacer cette réalisation dans le paysage global des transports en région parisienne...

ment de la ligne vers Saint-Cloud est été préféré à la desserte de Villejuif, alors que son trafic prévisible n'est que le moitié de celui du prolongement vers Villejuif. Ou alors peut-être qu'un voyageur qui veut pour un minuteur voir deux voyageurs soutenant le programme commun.

La dégradation de plus en plus flagrante des conditions de circulation des autobus avait obligé à leur accorder quelques mesures de priorité : les lignes-pilotes étaient nées. Qu'en est-il actuellement ? Le gouvernement n'a pas autorisé les acquisitions d'autobus qui permettaient de transporter dans de bonnes conditions des milliers de voyageurs...

Sur les prolongements déjà réalisés, la spéculation immobilière s'est abattue avec une efficacité remarquable. Une desserte en métro, cela signifie le plus souvent rénovation urbaine ou opérations nouvelles, mais avec des prix de vente ou de location presque équivalents à ceux de Paris intra-muros.

Un seul tarif

Les socialistes ont élaboré un programme d'action pour l'amélioration des transports en commun, qui comporte les mesures suivantes : 1) Les infrastructures à grande capacité, S.N.C.F. et R.A.T.P., ne doivent pas faire double emploi, mais doivent néanmoins bénéficier de l'apport de lignes d'autobus qui, en quelque sorte, assurent, au moins partiellement, leur alimentation...

l'archaïque qui existait dans le tarifcation des transports; est une mesure positive, mais partielle ; 4) En priorité absolue il convient de créer des infrastructures nouvelles et de mieux utiliser celles qui existent ; a) L'amélioration de la desserte de la banlieue proche constitue un des premiers objectifs, la réalisation des prolongements de lignes de métro vers la banlieue doit être accélérée.

qu'après achèvement des opérations précédentes. b) Répondre encore à l'objectif prioritaire défini ci-dessus la création d'une rocade à proximité immédiate de Paris (à environ 2 km) et reliant entre elles les communes encloses tout en assurant le correspondance avec les prolongements de lignes de métro.

Cette infrastructure nouvelle, dont la réalisation ne pourra s'effectuer qu'à long terme, en particulier par une politique appropriée de réservations foncières au niveau des P.O.S., pourrait être exploitée, soit par des tramways, soit par des autobus. Elle compléterait soit la rampe en service de la Petite Ceinture S.N.C.F., soit l'utilisation des boulevards des Maréchaux par des autobus en site propre.

c) Une seconde rocade en transport en commun sera constituée, soit par une voie réservée aux autobus sur le tracé de l'autoroute A 86, en plus, une priorité d'accès aux différents points d'échange avec la voirie primaire ; soit par un réaménagement de la N 168, au profit des transports collectifs.

Pour ce qui concerne le renforcement des infrastructures existantes, il est nécessaire de mettre en œuvre une politique systématique de vérification du réseau banlieue de la S.N.C.F. comportant l'ouverture des nouvelles gares sur les lignes existantes, la réaffectation ou l'utilisation plus active de plateformes existantes, ainsi, par exemple, pour les Halles, en rocade, la Petite Ceinture au sud et la Grande Ceinture pour Reissy - Val-de-France ; pour les Halles, en rocade, la ligne des Coqueurs et Arpenteuil-Sartrouville.

Stationnement : pas d'hypocrisie. Il faut aborder la question de front et relever toute hypocrisie. Dans un espace aussi resserré que le centre, il est impossible de cumuler véhicules et résidents déjà trop nombreux malgré le taux de motorisation bien plus faible qu'ailleurs et les véhicules attachés aux autres fonctions. Or, c'est pourtant là que la reconquête urbaine s'impose d'ambie.

Etant donnée la bonne qualité de la desserte par métro et autobus, la dissuasion doit s'exercer à l'égard des automobilistes qui se rendent dans le centre. Un système possible pourrait être un marquage matérialisé des emplacements autorisés.

DES VOITURES DANS LA FORÊT

Nainville-les-Roches refuse la piste d'endurance de la régie Renault

LES habitants de trois petits villages du sud de l'Ile-de-France, Nainville-les-Roches, Soisy-sur-Seine (Essonne) et Saint-Sauveur-sur-Loire (Seine-et-Marne) croient leur tranquillité préservée. Pourtant, depuis quelques semaines, regroupés en trois associations de défense, ils sont partis en guerre contre un projet de la régie Renault qui risque de compromettre le relief local en aménageant au N 168, au profit des transports collectifs.

En effet, le constructeur, qui dispose déjà d'installations pour effectuer des essais à Lardy (Essonne), et il est trop à l'étroit, veut maintenant construire une piste d'endurance. « Nous cherchons un endroit relativement discret, bien desservi, pas trop loin de Lardy, où nous avons nos laboratoires d'analyse afin de faire des essais, notamment pour ce qui concerne le respect des normes anti-pollution », explique M. Pierre Eisen, secrétaire adjoint de la Régie.

Il s'agirait d'un anneau routier de 3 à 4 kilomètres comprenant obligatoirement des lignes droites d'au moins 1 kilomètre et sur lequel des voitures tourneraient jour et nuit sans décélération ni freinage. Début 1977, un terrain avait été trouvé à Nainville (Essonne). Mais l'opposition de la population et des élus locaux fut suffisamment vive pour que ce projet soit abandonné. La Régie a donc jeté son dévolu sur un massif boisé mais assez mal entretenu de 250 hectares qui jouxte les trois communes. Un terrain privé considéré comme inconstructible en raison de sa proximité avec l'autoroute.

Un test pour l'urbanisme à la française. Mais il y a le projet de la COGEDIM, le projet du quartier de l'Horloge. Ce qui en a déjà été réalisé est du Grenier-Saint-Lazare est d'une médiocrité que l'on n'imagine pas possible dans un quartier qui, pour l'essentiel, a été traité avec beaucoup de précaution et de doigté. On pourrait être plus sévère encore à l'égard de ce qui sera peut-être construit demain rue Rambuteau avec la bénédiction de la rue de Valenciennes.

Et même si l'on admet le projet de la COGEDIM, qui ne voit qu'il détruit dans la pire cacophonie visuelle l'équilibre et heureux de la place actuelle ? Ne serait-ce que parce que l'on ne peut pas introduire deux architectures contemporaines dans un tissu ancien. En dehors du maintien de l'état actuel, la seule solution raisonnable serait de demander aux architectes du Centre, et à eux seuls, de traiter la partie nord du plateau Beaubourg.

Les deux précédents secrétaires d'Etat à la culture semblaient favorables au maintien des immeubles actuels. Ceux-ci ont été en partie détruits avec une hâte et une désinvolture dans la politique du fait accompli que l'on s'étienne de voir tolérer dans un pays civilisé. Ce qui en reste peut encore sauver la situation. Mais si les choses suivent leur triste cours, alors, très bien, nous sommes à quel nous en tenir, que l'on mette la clef sous la porte et que l'on ne nous parie plus de culture et encore moins d'urbanisme ou d'urbanisme « à la française ». Cette affaire-là a valeur de test.

Pourrait une pétition dénonçant ce projet a tout de suite obtenu à Nainville (où 70 % des terrains choisis par la Régie se trouvent sur le territoire de cette commune) quelque cent cinquante signatures alors qu'on n'y dénombre que cent soixante-quinze âmes ? Les trois conseils municipaux viennent très solennellement d'exprimer leur opposition de principe à cette opération. Ces trois communes appartiennent au plateau sud et nous sommes dans une zone naturelle d'équilibre, rappelle M. Jean Lebois, vice-président de l'association de défense constituée à Soisy. « C'est la première forêt que vous rencontrez en quittant Paris. Nous craignons les nuisances et notamment le bruit. Mais aussi, il y aura d'autres problèmes qui risquent de se poser à court terme. Si cette piste s'installe, nous ne pourrions plus empêcher l'implantation d'autres activités industrielles. » A la Régie, on reconnaît que ce devra être une route absolument fermée au public, mais on indique, en revanche, qu'un réaménagement est prévu sur une partie importante du massif et que l'utilisation de la piste ne devrait pas provoquer de plus de nuisances qu'une route départementale. Pourtant, devant la résistance qui lui est opposée, la Régie s'est retranchée ces derniers jours dans une prudente réserve. « Nous sommes prêts à étudier des aménagements possibles », propose même M. Pierre Eisen. Il semble pourtant que les habitants soient décidés à refuser toute concession.

STÉPHANE BUGAT.

Un test pour l'urbanisme à la française

QUEL que soit le jugement que l'on porte sur l'architecture du Centre Pompidou, quelles que soient les réserves que l'on puisse formuler à propos de sa gestion, on ne peut nier qu'il a été le pivot d'une des opérations d'urbanisme les plus heureuses et les plus saines dont Paris ait été depuis longtemps l'objet ; un très beau quartier ancien, réhabilité, un ensemble de places, de dégagement, d'espaces piétonniers qui invitent à la promenade et à la rencontre, une bonne animation commerciale et, surtout, le meilleur exemple que l'on puisse citer d'intégration du présent au passé, tel qu'il se manifeste dans le dialogue des formes du dix-septième siècle de la rue Saint-Martin et du rideau de verre de l'édifice de Piano et Rogers.

Même si elle est née du hasard plus que d'un plan à l'origine concerté, la « piazza » Beaubourg est d'ores et déjà une des grandes places de Paris, au même titre que la place de la République ou la place de la Concorde. Elle serait même appelée à devenir une place « historique » si le problème de sa clôture au nord, le long de la rue Rambuteau, était résolu de façon favorable.

Nous parlons de problèmes. A vrai dire, il n'y en a pas. Ou plutôt il n'y en aurait pas si l'on s'en tenait à ce qui est, si l'on conservait les ensembles actuels, immeubles modestes sans doute, c'est ce qu'on leur demande, mais bons témoignages du dix-neuvième siècle que le motard bon sens visuel désigne comme le meilleur accompagnement possible aux autres éléments de l'ensemble.

ANDRÉ FERMIGIER.

BLANC AUX TROIS QUARTIERS. SUR 4 NIVEAUX. ESCOMPTÉ 25% SUR UNE SÉLECTION DE LINGE DE MAISON JUSQU'AU 21 JANVIER. RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER. BOULEVARD DE LA MADELINE - PARIS.

مكتبة من الأصل

Le Monde

économie

SELON LE CONTRAT D'ENTREPRISE D'AIR FRANCE

Le déficit de Concorde devrait encore atteindre 195 millions de francs en 1980

Le comité central d'entreprise d'Air France doit examiner, le mardi 17 janvier, le projet de contrat d'entreprise que la compagnie nationale vient de négocier avec l'Etat. Le conseil d'administration puis le gouvernement, devraient ensuite approuver ce document.

La compagnie nationale se voit assigner comme objectif pour les trois ans à venir « le rétablissement, dans chacune de ses activités, d'une efficacité semblable à celle des compagnies comparables les plus performantes ».

Pour atténuer le poids de ces contraintes, l'Etat se déclare prêt à assurer à la compagnie un endettement qui ne compromette pas sa compétitivité. Pour ce faire, il entend « favoriser la concentration progressive des activités d'Air France d'Alisy s. avec notamment l'ouverture, au printemps 1981, de l'aéroport n° 2, et assurer un apport équivalent de la clientèle de province sur ses vols internationaux au départ de Roissy, grâce entre autres à de meilleures correspondances, sur place, avec les avions d'Air France.

Avertissement

Quant à Concorde, les pouvoirs publics rembourseront à Air France, à la fin de la période d'exploitation totale, le coût (fruits financiers et amortissement) des investissements initiaux et de ceux qui seraient ultérieurement effectués par l'Etat.

À Air France, au titre de cette sujétion « superannuée », seront ramenées de 264 millions de francs à 195 millions.

Les besoins de financement de la compagnie nationale ont été estimés à 2 346 millions de francs en 1978, 2 087 millions en 1979 et 2 643 en 1980. La part d'auto-financement représentera respectivement, pour les trois ans à venir, 84, 919 et 978 millions de francs, actionnaire principal de l'entreprise, l'Etat prendra en charge une partie du programme d'investissement par le biais de dotations en capital.

JACQUES DE BARRIN.

M. ANDRÉ BERGERON : les conséquences de l'absence d'harmonisation européenne seraient incalculables.

Plus encore qu'à l'ordinaire, à l'annonce de la démission de M. André Bergeron, alors que la démission de la semaine dernière a été bien connue, il appartient à ceux qui ont dirigé les négociations d'apprécier bien l'impact qu'il y aura inévitablement des lendemains.

Les promesses faites devront être tenues, car s'il en était autrement, ceux à qui elles ont été destinées ne comprendraient pas ce, à juste titre, réagirait en conséquence.

LE CONFLIT DE LA SONACOTRA

Les gérants des foyers-hôtels déposent un préavis de grève

Le conflit de la Sonacotra (société de construction de logements pour les travailleurs) - où de nombreux foyers hébergeant des immigrés continuent d'être touchés par la grève des foyers communaux - a plus de deux ans - connaît un rebondissement inattendu. Les directeurs de ces foyers-hôtels et les gérants des centres familiaux de la Sonacotra (quelque trois cent cinquante établissements au total) ont, en effet, déposé, le vendredi 6 janvier, un préavis de grève « en trois temps », présenté par leurs sections syndicales C.G.C. (nettement majoritaire), C.G.T. et C.F.D.T.

MONNAIES

HAUSSE DU FRANC DANS UN MARCHÉ CALME

Succédant à une période extrêmement mouvementée, le semaine a commencé dans le calme sur les marchés des changes. Le dollar s'est légèrement redressé par rapport aux autres monnaies.

La négociation consistera, à partir du mercredi 11 janvier, en une « grève de la comptabilité ». Dans un second temps, les cadres des foyers Sonacotra envisagent de ne plus accepter de nouveaux pensionnaires et, dans un troisième temps, de « rester chez eux ».

Après la décision américaine d'intervenir pour soutenir le dollar, les milieux cambistes attendent de voir quelle sera l'attitude de cette politique et quels moyens seront réellement mis en œuvre.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

C.M. Industries, tout en poursuivant le développement de ses activités, a obtenu de nombreux pays.

ÉTRANGER

Les limitations apportées aux activités des banques suisses

L'Association suisse des banquiers et la Banque nationale suisse ont apporté des précisions sur la convention qu'elles ont signée le 2 juin 1977 pour tenter de moraliser à quelque point les activités des banques helvétiques.

Le fameux « secret bancaire » n'est nullement modifié en son principe et que les banques suisses continueront à recueillir les capitaux étrangers même s'ils ont été transférés illégalement.

TOSHIBA (T.V.) S'INSTALLE AUX ÉTATS-UNIS

La firme Tokyo Shibaura Electric Co (Toshiba) a annoncé qu'elle allait construire, dans la ville de Nashville, une usine de montage de postes de télévision couleur. C'est la première firme japonaise qui prend la décision d'assembler des postes de T.V. couleur aux États-Unis.

En outre, les banques helvétiques s'engagent à vendre à l'extérieur de leur pays, les avoirs financiers des contribuables ayant droit des fonds déposés. Enfin, elles promettent de ne prêter aucune assistance active en matière de fuite de capitaux.

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Le nombre de chômeurs en Allemagne fédérale a augmenté de 88 400 personnes en décembre, établissant à 1 090 700, soit 4,5 % de la population active.

Jeunes de 18 à 25 ans

L'UIT de Saint-Denis vous propose un stage de deux semaines rémunéré 1.500 F environ.

AUDIT INTERNE ou EXTERNE Révisions comptables Comptabilité aux comptes Participation cabinet anglo-saxons

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Table with columns: COURS DU JOUR, UN ANCIEN, DEUX MOIS, SIX MOIS. Rows include S.O.S., S. can., Vex (100), U.M., F. (100), F.S., L. (1000), Fy. France.

TAUX DES EURO-MONNAIES

Table with columns: U.M., S.O.S., F. (100), F.S., L. (1000), Fy. France. Rows show interest rates for various currencies.

L'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS. Organise sous le haut patronage de la CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE. Une Semaine Islamique DU 16 au 20 JANVIER 1978.

SONATRACH. REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE. MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE LA PETROCHIMIE. Avis d'appel d'offres international N° 04/77.

C.M. INDUSTRIES. C.M. Industries, tout en poursuivant le développement de ses activités, a obtenu de nombreux pays.

ROUSSELOT SA. Le conseil d'administration en séance du 25 novembre 1977 a décidé de procéder à la distribution d'une somme de 10 317 300 F sous forme d'un acompte sur dividende.

Qui possède quoi en France? A. Babeau, D. Strauss-Kahn. La richesse des Français. Les livres des Puf questionnent le monde.

نكتة من الأصل

سكنة المدينة

PARIS

PREND UN « COUP DE VIEUX »

Depuis la publication des chiffres du recensement de 1975, on sait que la population de Paris intra-muros diminue : 2,73 millions d'habitants en 1962, 2,57 en 1968 et 2,35 en 1975. Constatation plus nouvelle et plus inquiétante (apportée par le ministre de l'Éducation, qui répond au Journal officiel du 7 janvier à M. Pierre Bas, député R.P.R. de Paris) : le nombre des enfants de moins de quinze ans a baissé, entre 1962 et 1975, de 27 %.

« Parallèlement, ajoute le ministre, la population scolaire de la Ville de Paris a subi une diminution qui, sur la seule période 1967-1968 à 1974-1975, a atteint globalement 13 %. Cet abaissement est très sensible dans l'enseignement élémentaire et spécial où la fréquentation scolaire suit la démographie. Il est moins dans l'enseignement secondaire, où le taux de scolarisation, au-delà de la limite de la scolarité obligatoire s'est néanmoins accru. Il n'apparaît pas dans le secteur préscolaire, où les efforts réalisés pour accueillir le plus grand nombre d'enfants de moins de six ans se sont très largement concrétisés. »

A PROPOS DE...

L'annulation du plan d'occupation des sols d'Antibes

L'intérêt général entre le juge et le maire

Le plan d'occupation des sols (POS) d'Antibes-Juan-les-Pins (Alpes-Maritimes) a été partiellement annulé par le tribunal administratif de Nice, vendredi 6 janvier. La réglementation de l'urbanisme et l'équité foncière peuvent-elles aller de pair ?

A propos de la valeur des terrains, un POS fait la pluie et le beau temps. Qu'il soit classé en espace vert à conserver, et un domaine de bord de mer ne vaut plus grand-chose. Qu'il bénéficie d'une certaine densité de construction et son prix sera fixé en conséquence.

Elaboré conjointement par le maire et l'administration, le plan d'occupation des sols fixe les droits de construire et les densités autorisées sur chaque parcelle, et, par conséquent, leur valeur.

La frontière entre l'intérêt général de la commune, les nécessités d'un aménagement harmonieux et les intérêts de certains propriétaires n'est pas toujours facile à tracer. Le POS d'Antibes-Juan-les-Pins a-t-il été fait sur mesure pour satisfaire les intérêts d'un propriétaire immobilier et hôtelier important ? En annulant l'arrêté préfectoral autorisant la publication du POS dans deux secteurs, le tribunal administratif de Nice a penché en faveur de la thèse défendue par le Syndicat de défense du cap d'Antibes.

Les deux secteurs, situés dans le quartier de la Pinède, recouvrent les propriétés de la société immobilière la Gauloise, c'est-à-dire l'Hôtel provincial, l'Hôtel Alba et le villa Saint-Georges. L'annulation remet en cause un projet de transformation de l'Hôtel provincial en un nouveau palais assorti d'un complexe de luxe, projet contre lequel s'étaient élevés, outre les propriétaires des hôtels Ballarive et le Grand-Pavlov, le Syndicat de défense du Cap-d'Antibes. Selon les requérants, la société aurait notamment bénéficié d'une possibilité de construction nettement supérieure à celle accordée aux propriétés voisines dans le quartier de la Pinède. Même insécurité de traitement pour l'autre secteur, recouvrant le périmètre de la villa Saint-Georges, où l'on autorise une hauteur de 15 mètres, alors qu'ailleurs elle ne peut dépasser 7. Disproportion qui devait amener le tribunal à suivre les conclusions de M. Bernhard, commissaire du gouvernement, et à annuler la

POS des deux secteurs, considérant que la règle de construction qu'il comportait ne pouvaient être regardées comme ayant pour objet de répondre aux nécessités de l'urbanisme. A la mairie, on ne nie pas cette interprétation. « Il peut se faire que, délibérément, les élus aient choisi de permettre, sur une portion déterminée du territoire, l'implantation d'un vaste complexe hôtelier dans l'intérêt économique et touristique de la station », déclare le maire d'Antibes, M. Pierre Meril (radical). « Ces dispositions étaient rendues publiques bien avant les élections municipales. Malgré une très violente campagne contre le municipalisme en place, celle-ci a été résolue dès le premier tour avec près de 80 % des suffrages. Il n'appar-

tient pas au tribunal administratif, estime M. Meril, de se prononcer sur le point de savoir où réside l'intérêt général. « Pour faire passer les projets, on emploie toujours la même gare d'arguments : promouvoir le tourisme à l'hôtelaria, préserver l'emploi », notent de leur côté les responsables du syndicat de défense du cap d'Antibes. « A la vérité, il s'agit de réaliser de grosses opérations immobilières particulièrement lucratives dans l'immédiat. C'est ainsi que, sous le couvert d'« ex » collectives raisons », des opérations ponctuelles grignotent progressivement la magnifique silhouette de la commune. » Un POS peut-il délimiter des îlots de richesse ? Le tribunal administratif de Nice a répondu : « Non ». — M. Ch.

LA FORÊT
la piste d'endurance
Le projet d'aménagement des terrains situés dans la commune de Nizza-la-Ville, au sud de la ville de Nizza, a été soumis à la Commission départementale d'urbanisme de la Côte d'Azur. Cette commission a émis un avis défavorable sur le projet de l'urbanisme de ces terrains, car il ne respecte pas les règles de l'urbanisme. Le projet prévoit la construction de nombreux immeubles, dont certains de grande hauteur, ce qui est contraire à l'intérêt général de la commune.

Urbanisme
la française
Le projet d'aménagement des terrains situés dans la commune de Nizza-la-Ville, au sud de la ville de Nizza, a été soumis à la Commission départementale d'urbanisme de la Côte d'Azur. Cette commission a émis un avis défavorable sur le projet de l'urbanisme de ces terrains, car il ne respecte pas les règles de l'urbanisme. Le projet prévoit la construction de nombreux immeubles, dont certains de grande hauteur, ce qui est contraire à l'intérêt général de la commune.

TROIS TITERS
LA MADELINE - PARIS



DIRECTEUR DES VENTES

Produits de Négoce Habillement — Un important groupe textile international, spécialisé dans la fabrication et la vente de produits textiles de grande diffusion, recherche, pour la France, le Directeur de son filiale spécialisée dans les articles de négoce. Basé à Marseille, et sous l'autorité du Président-Directeur Général de cette société, il sera secondé par une équipe administrative lui permettant d'exercer l'essentiel de son activité dans le domaine de la recherche du produit et de sa diffusion. Participant à l'élaboration des collections, il lui appartient de rechercher les meilleures sources d'approvisionnement et il sera jugé sur les résultats des ventes. Ce poste s'adresse à un candidat à forte personnalité, âgé de 30 ans minimum et pouvant justifier d'une excellente connaissance du secteur textile. Doté de grandes qualités commerciales, et capable de les exercer à tous niveaux, il devra également maîtriser les problèmes techniques liés aux matières utilisées. Ce poste, qui implique de fréquents déplacements en France et à l'étranger, nécessite impérativement la pratique courante de l'anglais. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience acquise et sera assortie, après confirmation, d'un intéressement. De réelles possibilités d'évolution seront liées aux résultats. Écrire à J.-P. ROUGIER à Paris. Réf. A/2633M

RESPONSABLE SERVICE ÉTUDES

140.000 F
Une société française (800 personnes), spécialisée dans le mécanisme agricole, leader européen sur son marché et en constante expansion, recherche, pour son siège situé en Seine-et-Marne, un Responsable des Études. En liaison étroite avec le Directeur Technique, il prendra en charge l'ensemble des études relatives à la création de nouveaux produits et à l'amélioration des produits existants. Il sera responsable également des essais et de la mise au point des prototypes et travaillera en collaboration permanente avec les services commerciaux et la fabrication. Il animera et supervisera une équipe d'une trentaine de personnes. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (AM, ICA, IM, IDN...), âgé d'au moins 30 ans, possédant une large expérience des études concernant les équipements mécaniques et pouvant justifier, en la matière, de réalisations concrètes et réussies. La rémunération de départ, de l'ordre de 140.000 francs, tiendra compte de l'expérience acquise et du potentiel de créativité du candidat. Il sera proposé un logement de fonction. Écrire à P. POUQUET à Paris. Réf. A/2634M

CHEF DE PRODUCTION

130.000 F
Elastomères — Une PME dont les résultats sont particulièrement performants, spécialisée dans la fabrication sur devis d'une gamme de produits très techniques en caoutchouc, SBR, nitrile, butyl, polyuréthane, etc., recherche, dans le cadre de son expansion, son Chef de Production. Rapportant à la Direction Générale, il aura, avec l'aide d'une petite équipe de collaborateurs, à organiser, coordonner, diriger et contrôler l'activité des ateliers de fabrication, et à organiser, gérer et administrer leurs effectifs (120 personnes environ). Il travaillera en étroite liaison avec la Direction Technique et la Direction Commerciale. Nous recherchons un candidat âgé de 35 ans au moins, de nette préférence titulaire d'un diplôme d'ingénieur Mécanicien pouvant justifier non seulement d'une forte expérience des problèmes de production, mais aussi de réelles qualités de chef et d'animateur reposant sur une bonne connaissance de la législation du travail. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 130.000 francs, à laquelle s'ajouteront ultérieurement d'éventuelles avantages, sera négociée en fonction de l'acquis. Ce poste qui est à pourvoir dans la métropole Nord pourrait évoluer vers des fonctions plus larges. Écrire à S. BOUSSOT à Croix. Réf. A/3499M

INGÉNIEUR PRODUCTION

Est
Produits Métallurgiques — Un groupe industriel en fort développement (chiffre d'affaires 500 millions de francs, 1.800 personnes), premier fabricant français sur ses marchés (acier, inox), pratiquant des méthodes modernes de gestion, recherche, pour une de ses unités implantées dans l'Est de la France, un Ingénieur de Production. Rattaché au Directeur d'Usine, après une période d'intégration, il sera responsable de la gestion complète d'un atelier de 100 personnes environ, travaillant en 3 x 8 et réalisant, à l'aide d'un outil de production performant un chiffre d'affaires de l'ordre de 60 millions de francs. Ce poste, présentant de réelles perspectives d'évolution dans le cadre du groupe, conviendrait à un jeune ingénieur de 30 ans minimum, diplômé d'une grande école (Centrale, AM...). Une première expérience professionnelle d'au moins 3 ans en fabrication ou en entretien l'aura familiarisé avec les contraintes humaines et techniques liées à la fabrication de pièces mécaniques spéciales très diversifiées. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 100.000 francs, sera liée à l'expérience et au potentiel du candidat retenu. Écrire à A. RICHARD à Lyon. Réf. A/3449M

SYSTÈMES DE GESTION

100.000 F
Lyon — Le Directeur Financier des laboratoires pharmaceutiques FISONS-GERDA, filiale du groupe international FISONS Limited, recherche son Adjoint. Responsable de projets de systèmes de gestion administrative et comptable, il interviendra auprès des services concernés en matière d'élaboration ainsi que d'application des procédures, dirigera le service informatique en qualité de correspondant avec les services utilisateurs, et enfin, conseilera l'entreprise en toute matière fiscale. Ce poste convient à un candidat âgé de 28 ans ou moins, de formation supérieure (École de Commerce ou DECS), justifiant d'une première expérience comptable et administrative (entreprise ou cabinet d'audit) et ayant collaboré avec l'informatique. La pratique de l'anglais est vivement souhaitée. Le poste est évolutif et la rémunération annuelle de départ sera pas inférieure à 100.000 francs (plus voiture de société). Écrire à F. WILLIGSECKER à Lyon. Réf. A/3447M

DIRECTEUR DE PRODUCTION

140.000 F
Ouest — Une société française de renom international, spécialisée dans le secteur des fournitures pour l'éducation et les beaux-arts, recherche son Directeur de Production pour son usine située dans une grande ville de l'Ouest. Dépendant du Directeur Général, il sera responsable de la réalisation des objectifs de production et dirigera un effectif d'environ 200 personnes (achat, laboratoire, ordonnancement, fabrication, entretien, magasin). Cette production se caractérise par un nombre élevé de références, par l'importance du conditionnement et par une activité très saisonnière. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation technique supérieure, ayant une solide expérience des problèmes de gestion et d'organisation de la production avec utilisation de l'informatique. Ses qualités humaines seront déterminantes. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 140.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2631M

DIRECTEUR FILIALE

120.000 F
Composants Industriels — Notre client est un groupe international créant une nouvelle filiale en France pour assurer les ventes et la distribution de composants industriels mécaniques importés de compagnies associées et destinés aux industries aéronautique et électronique. Le Directeur nouvellement recruté sera responsable de l'ensemble des opérations de la société : étude des marchés, promotion des ventes, contacts clients, comptabilité, transit, contrôle des stocks, en liaison avec le groupe. La société emploiera rapidement une dizaine de personnes et a de bonnes perspectives de développement. Le candidat retenu possédera une expérience de la direction des ventes et du marketing et disposera d'une bonne formation technique. Une pratique courante de l'anglais est essentielle et les candidatures seront rédigées dans cette langue. Le poste sera probablement situé en région parisienne. Voiture fournie. Écrire à Paris. Réf. B/5634M

SERVICES INFORMATIQUES

Paris
L'une des toutes premières sociétés européennes de services informatiques recherche, dans le cadre de son expansion, deux informaticiens.
Ingénieur système confirmé **110.000 F**
Ses missions consisteront à concevoir, développer ou améliorer des logiciels de base, des systèmes d'exploitation et à conseiller les analystes d'application pour l'optimisation des chaînes de traitement. Il aura acquis une expérience d'environ 5 années sur les gros systèmes IBM.
Ingénieur application de gestion **100.000 F**
Il devra à concevoir et à optimiser les applications de gestion pouvant faire appel à des systèmes complexes de bases de données. Une expérience d'environ trois années comme Chef de Projet sera complétée par la maîtrise des systèmes d'exploitation et de l'optimisation des chaînes de traitement.
Les deux candidats auront impérativement des connaissances en OS-VS et si possible en MVS et en télétraitement. Ces postes conviendront à des candidats âgés d'au moins 28 ans, de formation supérieure ou équivalente. Le sens de la pédagogie est indispensable. Les rémunérations annuelles de départ seront fixées en fonction de l'expérience du candidat. Écrire à Ph. LESAGE à Paris. Réf. A/2632M

DIRECTEUR DES VENTES

100.000 F
Dans le cadre de son expansion à long terme, la filiale française d'une importante société américaine fabricant et commercialisant des produits de grande consommation sur un marché en forte progression recherche son Directeur des Ventes. Sous l'autorité du Directeur Marketing, il aura la pleine responsabilité de la force de vente nationale : formation, motivation, organisation et contrôle. Ce poste convient à un homme de terrain, âgé de 30 ans au moins, de bonne culture générale, ayant une expérience d'environ trois années dans un poste similaire. Il connaîtra parfaitement la grande distribution et sera rompu aux méthodes modernes de merchandising. Le poste est basé à Paris. La connaissance de l'anglais serait appréciée. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 100.000 francs, sera liée à l'expérience du candidat retenu. Écrire à Ph. LESAGE à Paris. Réf. A/2517M

JEUNE AUDIT INTERNE

90.000 F
Alpes — Un groupe français en forte expansion (chiffre d'affaires 500 millions de francs) fabricant et commercialisant des biens de consommation industriels, crée la fonction d'audit interne. Rendant compte au Secrétaire Général du groupe, il effectuera dans un premier temps des missions d'audit comptable et administratif auxquelles s'ajouteront des missions d'études et d'intervention ponctuelles dans les différentes unités et filiales situées dans les Alpes, le Nord et l'Est de la France. Familiarisé avec les techniques modernes de gestion de groupe, il évoluera à moyen terme vers une fonction importante dans l'une des unités. Ce poste, impliquant de fréquents déplacements, conviendrait à un candidat de formation supérieure (ESG, ESSEC, HEC...). Il possédera une première expérience réussie de deux ans environ dans un cabinet d'audit ou un groupe industriel important. Des connaissances juridiques et fiscales seraient appréciées. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 90.000 francs. Écrire à A. RICHARD à Lyon. Réf. A/3448M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A), aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B), les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service du Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseil de Direction S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 727-35-79
1, allée Jean-Bart - Cours des 50 Otages, 44006 NANTES Cedex - Tél. (40) 47-52-12
9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63
19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25
Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Frankfurt - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

URBANISME

Une nouvelle agence de l'ONU

LE « CENTRE DES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS » S'INSTALLE A NAIROBI

Un « Centre des établissements humains » vient d'être créé à Nairobi par les Nations unies à la suite de la conférence mondiale de l'habitat, qui s'est tenue à Vancouver en juin 1976. Assisté d'une commission spécialisée de cinquante-huit membres représentant les gouvernements, le secrétariat permanent occupera de l'aménagement du territoire, du logement, des équipements, de l'habitat et de la participation populaire. Ce dispositif de coordination globale sera relayé par des comités régionaux intergouvernementaux pour les établissements humains, au sein de chacune des commissions économiques régionales de l'ONU. Le Centre, qui emploiera cent soixante-huit per-

sonnes, regroupera le Centre du logement et de la construction et de la planification, une partie de la division des programmes économiques et sociaux du PNUD (Programme des Nations unies pour l'environnement) et la Fondation des Nations unies pour l'habitat. Le Centre fera porter ses efforts sur les pays en voie de développement, leur offrant une assistance technique pour mettre sur pied un aménagement du territoire, pour faire disparaître les bidonvilles à la périphérie des grandes villes ou pour construire des villes nouvelles. Le Centre pourra également consentir des prêts à long terme ou fournir un capital de départ pour certaines réalisations.

Le droit social dans l'entreprise

Un cycle de formation permanente intensive (6 fois 4 heures) organisé et animé par l'IFAPE 162, rue Saint-Charles 75015 PARIS. Tél.: 578.02.28



le savoir enseigner de l'université, plus le savoir faire du monde des affaires.

LE CANCER DES BIDONVILLES

Deux cents millions de marginaux dans le monde

par BERNARD GRANOTIER (*)

Les conditions de logement se sont sensiblement dégradées depuis dix ans dans la plupart des pays en développement. Ce constat, rapporté lors d'une conférence sur le logement, tenue par l'UNESCO au Caire, en novembre 1977, émane de la principale autorité internationale en la matière : le Centre du logement, de la construction et de la planification, de New-York. Le principal symptôme de cette dégradation réside dans l'extension des zones marginales péri-urbaines, sous-équipées, généralement illégales, où affluent les migrants qui fuient la misère des campagnes.

Malgré la difficulté d'une comptabilisation statistique d'un phénomène par nature incontrôlé, deux estimations convergentes sont disponibles. Les experts de l'ONU ont calculé que 30 % à 40 % des sept cent soixante millions de citadins du tiers-monde vivent dans des taudis et des colonies de squatters. D'autre part, le gouverneur de la Banque mondiale, M. McNamara, évalue à deux cent millions les personnes en situation de pauvreté absolue dans les grandes villes d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie.

De même que le tissu ouvrier cancéreux prolifère plus rapidement

que le tissu organique resté sain, de même le taux de croissance annuel des zones de bidonvilles atteint 10 à 12 %, soit le double de la croissance urbaine moyenne (5 à 6 %) et le quadruple de la croissance démographique enregistrée dans ces pays (2 à 3 %). L'accélération de l'exode rural n'explique pas tout. Il faut considérer tout autant le décalage entre l'afflux massif des ruraux déracinés et le capacité d'accueil des villes dans les conditions actuelles de l'offre de logements et de services. Ce déficit a pu être mesuré : il est en général considérable, ainsi en Egypte près de mille unités par jour.

Quand des logements sont disponibles, leur prix est trop élevé pour une majorité des citadins. Une enquête récente de la Banque mondiale a démontré, à partir d'études dans six grandes métropoles (Ahmedabad, Bogota, Hongkong, Madras, Mexico, Nairobi), que les appartements les moins chers restent hors de portée de 80 % des ménages.

Que feront donc ces familles à faible revenu ? Elles se répandront dans les taudis de la vieille ville ou occuperont la périphérie en créant

des bidonvilles par autoconstruction. Ces squatters — qui occupent illégalement le sol et bâtissent sans permis de construire — prennent possession des zones interstitielles et résiduelles du tissu urbain. Ceux de Caracas campent, sur les flancs de la colline, comme des barbares assésés les quartiers modernes du centre de la cuvette formée par le site. Ceux du Caire ont envahi les parcs publics et jusqu'aux cimetières. Les autorités sont, bien entendu, débordées. La tentation est alors de réprimer le mouvement de squatterisation par la force : en septembre dernier encore, à Istanbul, les heurts entre habitants des taudis péri-urbains et police ont fait plusieurs morts.

Un problème aussi complexe que celui de la prolifération des taudis et des bidonvilles exige une intervention à plusieurs niveaux. D'abord en freinant l'exode vers les villes. Il faudra ensuite canaliser l'extension des bidonvilles. Quant aux habitants des taudis qui vivent dans des conditions sanitaires catastrophiques, avec, par exemple, des taux de mortalité infantile élevée, il faudra envisager des opérations de réhabilitation comme celle qu'a menée l'UNICEF

dans le quartier Boulak au Caïre. Mais, dans tous ces cas, de nouvelles méthodes de construction de planification sont absolument indispensables.

Dans le domaine du bâtiment, comme dans les autres domaines de l'économie, la transposition à un contexte des pays industrialisés aboutit à un gaspillage des sources. L'industrialisation de la construction dispose aujourd'hui d'une gamme de procédés, de préfabrication lourde à la précaution légère de composants non liés en béton armé, versés, autres matériaux de coût prohibé dans la plupart des pays du tiers monde.

Pour les familles à très faible revenu, une autre philosophie d'habitat est requise pour se défaire de l'impasse actuelle. Quand squatters bâtissent leur maison, c'est une création spontanée de ce qui fixe sous la forme d'un loger qui ne répond pas aux normes et qui constitue un bien durable. Les familles pauvres n'ont pas d'argent mais elles peuvent investir leur vaillance, d'autant que le chômage croît démesurément, grâce à la multiplication des petits métiers les frappe proportionnellement plus que les autres catégories sociales. L'autoconstruction assistée consiste à stimuler à utiliser systématiquement les sources humaines et aussi les sources sociales (entraide, solidarité, développement communautaire, service de l'habitat). Concrètement, le gouvernement fournit terrains, les viabilises et les équipe. Cet équipement minimum varie selon les cas : parfois chaque cellule dispose d'eau, d'électricité, de tout-à-l'égout, allures une pièce accompagne le bloc sanitaire — à charge pour l'habitant de compléter la construction. De tels programmes se sont multipliés dans le monde depuis près de dix ans sous des noms divers (« Self Help », « Sites et services »). Leur trait commun consiste à répartir les coûts davantage en termes de travail que de capital, pour pallier la capacité des familles à faible revenu de contribuer par leur effort à la réalisation de leur logement.

La coopération internationale pour l'habitat

Assurer par des projets d'autoconstruction assistée des conditions de logement décentes aux millions de familles qui survivent dans des bidonvilles ne se limite pas à fournir des murs et un toit. Le développement communautaire implique une évolution intellectuelle, spirituelle de l'individu et de la collectivité. L'alphabétisation est une composante importante. Il s'agit en fait d'un processus éducatif sans large du terme. Des manuels explicatifs en un langage accessible à tous les rudiments techniques de l'autoconstruction.

Toutes ces innovations ont été pour base les recommandations adoptées à la Conférence des Nations unies sur les Etablissements humains tenue à Vancouver en juin 1976. La tâche des agences spécialisées des Nations unies est de faciliter l'accès sur la coopération multilatérale.

Nul doute que la coopération internationale pour l'habitat est prioritaire à des développements importants et le transfert des ressources est pensable. Cette coopération doit s'attacher en priorité à contribuer à l'éradication des taudis et des bidonvilles du monde entier : il y a de la dignité de deux cents millions d'êtres humains.

(*) Sociologue, professeur à l'Université de l'architecture, consultant UNESCO.

EXPORTER, C'EST VITAL. LE CREDIT LYONNAIS VOUS Y AIDE.

Présent dans 48 pays, le Crédit Lyonnais met à votre disposition : des services spécialisés dans les opérations de commerce extérieur

- pour la formation à l'exportation : CIF-EXPORT,
- pour l'expansion à l'étranger : SOFREDEX,
- pour le conseil et l'assistance à l'exportation : ESSOR PME,

des moyens de financement

- pour le leasing des biens d'équipement : SLIBAIL INTERNATIONAL,
- pour le rachat des créances longues : INTERETUD,
- pour le rachat et la gestion des créances courtes : LE FACTORING.

Pour tous renseignements, adressez-vous à l'agence la plus proche, ou au Crédit Lyonnais, Affaires Internationales, 19, boulevard des Italiens - Paris - Téléphone : 295.05.33 ou 295.44.15.



CREDIT LYONNAIS

EUROPARTENAIRES : Banco di Roma - Banco Hispano Americano - Commerzbank - Crédit Lyonnais.

Ecole Nouvelle d'Organisation Economique et Sociale
EXPERTISE COMPTABLE
 Préparation sur place et à distance
CERTIFICATS SUPERIEURS de Janvier à Juin 1978
 - Révision comptable.
 - Juridique et fiscal.
 - Organisation et gestion des entreprises.
 Dans un centre d'Etudes reconnu par l'Etat.
 NIVEAU D.E.C.S. exigé.
ENOES
 62 r. Miramessil 75008 Paris
 522.53.86 (lignes groupées)

مكتبة من الأصول

صحة من الامل

(PUBLICITE)

Attention! offre valable jusqu'au lundi 19 janvier 1978 seulement.

4.500,00 F par mois d'argent frais et net d'impôts quand vous êtes hospitalisé

Avec l'Indemnité Hospitalière, le Groupement Français d'Assurances...

- vous paie 4.500,00 F, par mois net d'impôts (150,00 F par jour)
vous paie 4.500,00 F, par mois et pendant toute la durée de votre hospitalisation!
vous paie 4.500,00 F, indépendamment de la Sécurité Sociale!
vous garantit, à compter du 1er jour d'hospitalisation!

- vous garantit, sans visite médicale préalable!
vous paie 4.500,00 F, en argent frais et directement!
vous garantit, avant même l'envoi de votre paiement, dès réception
de votre demande d'adhésion, si elle nous parvient avant la date limite!
vous garantit l'envoi de votre police sans aucune obligation de votre part!

Quand vous êtes hospitalisé, vous êtes obligé de dépenser plus. Grâce à l'Indemnité Hospitalière, vous faites face à tous les imprévus.

Chaque année, 8.000.000 de Français vont à l'hôpital. Coût moyen d'une journée d'hospitalisation 562,00 F. Vous avez une chance sur six d'être l'un de ceux-là.

Ensuite, si vous désirez une chambre particulière, la location d'un téléviseur, une aide familiale remplaçant la mère au foyer pendant son absence, cela va occasionner des dépenses supplémentaires.

En adhérant à notre Indemnité Hospitalière, vous aurez l'esprit plus tranquille, parce que vous savez que, quoi qu'il arrive, avec un revenu supplémentaire de 4.500,00 F par mois d'hospitalisation (soit 150,00 F par jour), que vous utiliserez comme bon vous semble, vous ne serez jamais pris au dépourvu.

L'Indemnité Hospitalière vous garantit des "retrées" régulières que ne vous assurent pas la Sécurité Sociale et les Mutuelles. Comment est-ce possible?

Les systèmes de protection ne prévoient que le remboursement des frais de soins (et encore pas toujours à 100%). Ils ne tiennent pas compte de toutes les autres sources de dépenses qui peuvent découler d'une hospitalisation.

C'est simple: d'abord nous évaluons combien de personnes seront, en moyenne, hospitalisées en France sur un an et le coût moyen d'une hospitalisation. Ensuite, nous vous proposons l'Indemnité Hospitalière dont les primes sont calculées en conséquence. Vous voyez qu'elles sont très raisonnables.

L'Indemnité Hospitalière, c'est aussi: une indemnité double pour vous et pour votre conjoint, si vous êtes hospitalisés ensemble, à la suite d'un accident.

Si vous et votre conjoint êtes assurés, vous pouvez recevoir jusqu'à 3.000,00 F par mois. Et cela tant que vous êtes hospitalisés ensemble: 1.500,00 x 2 = 3.000,00 F.

un chèque à votre ordre, directement et très rapidement. Les indemnités accordées au titre de l'Indemnité Hospitalière vous sont versées directement. C'est vous qui les percevez et c'est vous qui en disposez entièrement, comme vous voulez, cela ne regarde que vous.

une option maternité. Nous vous versons une somme forfaitaire de 500,00 F pour toute hospitalisation, à l'occasion d'une naissance, à la condition que votre femme paye tous deux assurés et que cette garantie supplémentaire soit souscrite (plus au moins dix mois consécutifs).

un capital de 10.000,00 F supplémentaires en cas d'invalidité. Nous vous versons 10.000,00 F comptant en plus de vos 4.500,00 F par mois, en cas de perte accidentelle d'un membre ou de la vue (même d'un seul œil), dans les 90 jours suivant l'accident.

une indemnité accordée dès le premier jour d'hôpital. Vous êtes garanti dès le 1er jour de votre hospitalisation, même pour 24 heures, et quelle qu'en soit la durée. Nous supprimons la période de franchise bituelle.

une protection qui ne se limite pas à la France. Cette protection s'applique dans les mêmes conditions en République fédérale allemande, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Irlande, Italie, Luxembourg, Portugal, Suisse, Canada, Etats-Unis.

malgré tout certains cas que l'Indemnité Hospitalière ne peut pas couvrir. L'Indemnité Hospitalière ne couvre pas les accidents ou maladies causés uniquement par faits de guerre, troubles mentaux, anomalies congénitales, toxicomanie, ni les grossesses, fausses couches, avortements.

Sur ailleurs, l'Indemnité Hospitalière ne peut pas couvrir immédiatement suites de maladies ou d'accidents en cours ou non définitivement guéris moment de la souscription. Pour cette raison, les suites d'accidents ou de maladies survenues ou ayant motivé une consultation médicale ou un traitement les 30 premiers jours suivant cette souscription, ne seront pas couvertes pendant la première année d'assurance.

Ceci signifie que nous ne prendrons en charge les journées d'hospitalisation et les soins effectués que si elles ont lieu 12 mois au moins après la souscription au contrat.

Pour tout autre accident ou maladie la garantie s'applique immédiatement.

Groupement Français d'Assurances. Une compagnie qui a fait ses preuves dans le domaine du service à ses assurés.

L'INDEMNITÉ HOSPITALIÈRE 9 avantages pour la première fois réunis par le Groupement Français d'Assurances.

4.500,00 F par mois. Vous êtes assuré de toucher 150,00 F par jour. Cela peut donc représenter jusqu'à 4.500,00 F par mois.

Table with 2 columns: Tranches d'âges (16 à 39 ans, 40 à 44 ans, etc.) and Primes mensuelles (TTC) par personne.

Si vous décidez de payer annuellement, vous facilitez beaucoup notre comptabilité. Nous vous consentons alors un abatement de prime de 2 mois entiers.

N'attendez pas pour nous répondre: plus vite vous serez couvert, plus vite vous serez tranquille.

L'accident, la maladie ne prévient jamais. Qui peut savoir de quoi demain sera fait?

Alors renvoyez-nous vite votre demande d'adhésion. Nous vous ferons parvenir votre police d'assurances "Indemnité Hospitalière".

Vous voyez: il n'y a ni textes en petits caractères illisibles, ni phrases compliquées à comprendre et qui cachent souvent de désagréables surprises. Dans notre police tout est clair et précis. Et si vous conservez, malgré tout, quelque doute, faites-la lire à des gens en qui vous avez confiance, parlez avec eux de tous les avantages de ce contrat... et ensuite ne perdez plus de temps!

Questions/Réponses. 1. Toucherai-je mon indemnité hospitalière même si la Sécurité Sociale et une Mutuelle me remboursent la totalité de mes frais d'hospitalisation?

GARANTIE. Je soussigné, R. Davantes, Directeur Général, m'engage à vous faire bénéficier de la garantie de l'Indemnité Hospitalière dès la date d'envoi de votre demande d'adhésion, pendant la période qui vous est réservée pour étudier le contrat, à la condition que vous réglerez par la suite votre souscription à l'Indemnité Hospitalière.

DEMANDE D'ADHESION A L'INDEMNITÉ HOSPITALIÈRE DU GROUPEMENT D'ASSURANCES. Centre de Gestion des Particuliers, 31, rue Le Peletier, 75009 Paris.

Form with fields: Nom, Adresse, Code postal, Ville, Date de naissance, Sexe, etc.

Si vous désirez en plus, l'option maternité. J'assure également l'Indemnité Hospitalière. En quelques minutes nous pouvons vous fournir un contrat qui vous garantit le plus rapidement possible.

LA SONACOTRA... Loyers-hôtels... Attention! offre valable jusqu'au lundi 19 janvier 1978 seulement... Attention! offre valable jusqu'au lundi 19 janvier 1978 seulement... Attention! offre valable jusqu'au lundi 19 janvier 1978 seulement...

isoble de quoi France? D. Strauss-Kahn... des Français.

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDÉES** — **FEMMES** : « Simone de Beauvoir, l'engagement féministe d'une œuvre et d'une vie », par Claudine Serre ; répliques à la promeneuse solitaire.
- 3. ÉTRANGER** — Les difficultés de la négociation israélo-égyptienne.
- 4. DIPLOMATIE** — Mort de M. André François-Poncet.
- 4-5. EUROPE** — **TCHÉCOSLOVAQUIE** : le dixième anniversaire du « printemps » de Prague.
- 6. ASIE** — L'afflux des réfugiés indochinois en Thaïlande. — **CHINE** : la production agricole a stagné en 1977.
- 7-8. AFRIQUE** — « La Tunisie entre la crispation et l'ouverture » (II), par Daniel Junqua.
- 8. AMÉRIQUES** — **BOLIVIE** : l'extension d'un mouvement de grève de la faim inquiète le gouvernement.
- 10 à 17. POLITIQUE** — La conférence nationale du P.C.F. : le procès de la majorité et du P.S. — La convention nationale du P.S. sur la défense.
- 18. PRESSE**
- 20. SPORTS**

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE PAGES 21 à 24 — La barbarie à visage monétaire — L'industrie du livre malade de sa distribution. — Un livre de Maurice Allais : l'impact sur le capital et la réforme monétaire.

25-26. SOCIÉTÉ — Poursuivi pour les mêmes motifs que M^r Croissant, M^r Greenwald sera jugé à Hambourg à partir du 15 janvier.

27 à 29. CULTURE — CINÉMA : un renouveau possible pour le Cinéma français.

40-41. RÉGIONS — EN ÎLE-DE-FRANCE. Débat : quels transports pour quels Français ?

42 à 44. ÉCONOMIE — LIRE ÉGALEMENT — RADIO-TELEVISION (36) — Annonces électorales (31 à 39) ; Ajourner (37) ; Carnet (38) ; Journal officiel (37) ; Mécatrologie (37) ; Mots croisés (37) ; Bourse (46).

chez Rodin, de 20 à 175 le mètre, tous les tissus d'ameublement sont des 'tissus décoration'

- Velours et Jacquards contemporains.
- Imprimés exclusifs.
- Lampas et tapisseries de style.
- Tissus importés, américains, anglais, belges, hollandais, italiens, suédois.
- Tweeds, satins, toiles, douppions, chinés.

(tous nos articles sont en stock)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

TED LAPIDUS
SAINT - HONORÉ

Homme **SOLDES** Femme

23, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

LE CONFLIT ENTRE HANOI ET PHNOM-PENH. Le Vietnam cherche à se rapprocher des pays de l'ASEAN

Il demeure difficile de mesurer l'évolution, sur le plan militaire, du conflit khméro-vietnamien, dont M. Brzezinski, conseiller de M. Carter pour les affaires internationales, vient de dire qu'il était « le premier cas d'une guerre indirecte entre la Chine et l'U.R.S.S. ». Un membre de l'ambassade du Cambodge en Chine a déclaré lundi 9 janvier que les troupes khmères contrôlent les deux principales routes de la région du Bac-de-Cezard au Vietnam. La radio de Phnom-Penh a diffusé lundi une nouvelle lettre du prince Sihanouk aux dirigeants cambodgiens ; cette lettre, datée du 7 janvier, célèbre la victoire du peuple cambodgien sur les agresseurs vietnamiens. La radio cambodgienne a également annoncé l'arrivée à Phnom-Penh des ambassadeurs de Suède, de Finlande, du Danemark, de Tanzanie et d'Irak en Chine. Également invités, les ambassadeurs de Norvège et du Népal ne participent pas à cette visite.

Du côté vietnamien, M. Vo Dong Giap, vice-ministre des affaires étrangères, a déclaré au cours d'une conférence de presse à Hanoï que son pays était prêt à négocier avec le Cambodge à un niveau et à l'endroit que celui-ci choisirait. M. Vo Dong Giap accompagnait aux Philippines M. Nguyen Duy Trinh, ministre vietnamien des affaires étrangères, qui achève à Bangkok une tournée dans plusieurs pays asiatiques.

En Tunisie

M. ACHOUR DÉMISSIONNERAIT DU BUREAU POLITIQUE DU PARTI SOCIALISTE DESTOURIEN

(De notre correspondant.)

Tunis. — Les relations entre les syndicats et le pouvoir continuent à se détériorer. À moins d'un revirement, qui paraît tout à fait improbable, un nouvel échelon de l'escalade devrait être atteint avec la démission du bureau politique du parti socialiste démissionnaire de M. Habib Achour, secrétaire général de la centrale syndicale U.G.T.T. M. Achour e en effet laissé entendre, le dimanche 3 janvier, qu'il avait pris cette décision devant le Conseil national de l'U.G.T.T. réuni pour trois jours à l'hôtel Américain, sur la baie de Tunis. « Je suis disposé à démissionner du bureau politique comme l'est demandé tous les délégués qui ont pris la parole jusqu'à présent », a déclaré au fin de journée M. Achour, qui semble toutefois se pas vouloir précéder la responsabilité d'une rupture totale avec le parti tunisien, ainsi que certains syndicalistes le souhaitent.

« Et puis, s'é-t-il ajouté, ce doit pas être interprété comme une manifestation d'hostilité envers le parti, car nous ne devons pas oublier que ce dernier et l'U.G.T.T. ont lutté ensemble pour la libération du pays. Nous continuerons à respecter tous ceux qui nous respectent, partis ou non, mais nous ne pouvons accepter qu'on nous présente comme le coupable de ce qui se passe. Je me refuse personnellement à déclencher la guerre à quelque parti que ce soit. »

En l'état actuel, il semble donc que la centrale syndicale se demandera pas à ses adhérents de se plus militer au sein de parti. — M. D. (Lire page 7 l'article de Daniel Junqua.)

DE PÈRE EN FILS
CREED
TAILLEUR

A LONDRES DEPUIS 1760
A PARIS DEPUIS 1854
7, RUE ROYALE

Escompte spécial
janvier 10 %

L'Algérie veut réduire les importations de produits français

De notre correspondant

ALGER. — Les exportations françaises vers l'Algérie risquent de subir un sérieux coup de frein en 1978 à la suite des directives données par les autorités algériennes au cours des dernières semaines.

A la mi-novembre, des industriels et des commerçants privés ont été informés par le ministère du Commerce qu'il ne serait plus délivré de licence d'importation à pour des produits de provenance ou d'origine française. Peu après, un certain nombre de sociétés nationales ayant un monopole d'importation (1) ont fait savoir qu'elles entendaient se détourner des produits français. En outre, le ministère de l'Énergie et de la pétrochimie a écrit à M. Jean-Philippe Baubert, directeur de la distribution nationale, et à quelques jours, adressé une circulaire donnant des consignes analogues aux sociétés nationales qui dépendent de lui.

Ces directives concernent les nouveaux contrats. Mais les commandes en cours doivent être exécutées. De même, l'importation de pièces détachées nécessaires au fonctionnement des usines et des machines se poursuivra. En revanche, les achats dans certains secteurs, notamment le secteur pharmaceutique, se verraient fortement réduits, voire stoppés. Pour les contrats qui relèvent des marchés publics, deux cas existent. Lorsqu'il s'agit de produits importants pour lesquels les discussions sont très avancées et les industriels français particulièrement compétitifs, les négociations ont été interrompues et l'affaire serait conclue, mais après une période de « gel ». En revanche, lorsque les contacts en cours ont été débutés, les commandes françaises ont reçu le conseil de renoncer, car ils n'ont guère de chances de l'emporter.

Les autorités algériennes donnent plusieurs explications à ces décisions. Sur le plan économique, elles soulignent que Paris n'a guère fait d'efforts pour améliorer la balance commerciale. L'Algérie doit donc réduire son déficit d'achats, et moins à la France. Les achats sont tombés de 4 119 millions de dinars algériens (30,9 % de l'ensemble des importations algériennes) au cours du premier mois de 1978, à 4 008 millions de dinars (23,2 %) au cours de la période correspondante de 1977.

Elles précisent aussi que la France consent moins de crédit et de neuf mois la France n'a pas tenu ses engagements.

M. Shahi a d'autre part déclaré que, au cours de son voyage en France, il a rencontré le ministre algérien des affaires étrangères, M. Mohamed Boudiaf, qui a déclaré qu'il avait rejeté les propositions françaises tendant à modifier les installations de l'usine de Jacou qu'elle ne produise pas de plutonium, mais un produit de plutonium et d'uranium, inutilisable de fins militaires (Le Monde du 7 janvier). « Le Pakistan, a-t-il dit, a souscrit à toutes les mesures de sauvegarde prévues pour la France. Nous sommes prêts à discuter avec le gouvernement français de toute mesure de sauvegarde supplémentaire, mais à la condition que la France honore sa signature et s'en tiendra aux termes de l'accord. »

LE JAPON AURAIT CHERCHÉ À FABRIQUER UNE BOMBE ATOMIQUE PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Selon le dernier numéro du magazine américain Science, le Japon a essayé, pendant la seconde guerre mondiale, de fabriquer sa propre bombe atomique. Il a échoué en raison des raids aériens des États-Unis et du manque de coordination dans la réalisation du projet.

Les recherches ont surtout eu lieu à Tokyo, sous la direction d'un savant mort en 1951, Yoshinori Shizima. Les chercheurs japonais mêlés à l'affaire auraient participé à une « conspiration » de silence pour des raisons politiques. Certains des critiques adressés aux États-Unis pour avoir utilisé l'arme nucléaire contre Hiroshima et Nagasaki étaient fondés : il y a lieu que les japonais n'avaient jamais songé eux-mêmes à employer de tels moyens.

M. PIERRE MESSMER EST ÉLU PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DE LORRAINE

(De notre correspondant.)

Metz. — M. Pierre Messmer, député (R. P. R.) de Moselle, maire de Sarrebourg, a été élu ce lundi 9 janvier au premier tour, président du conseil régional de Lorraine. Il remplace M. Jean-Jacques Servan-Schreiber (radical), qui avait annoncé qu'il ne se représenterait pas (Le Monde du 23 novembre). L'interview de M. Servan-Schreiber dans « le Monde » du 8 décembre. M. Messmer a obtenu 43 voix. M. César Depietri, député communiste de Moselle (Thionville-Ouest), candidat de la gauche, a obtenu 6 voix. Il y a eu 12 bulletins blancs et 2 bulletins nuls. M. de Thaloux, conseiller général (P. R.) de Meurthe-et-Moselle, a obtenu une voix bien que n'étant pas candidat.

Le vote des Français de l'étranger LES SOCIALISTES ONT VOTÉ LA LOI DU 19 JUILLET

AN. Cinq de la presse d'Europe. M. Ditterrand a, par deux fois, dimanche soir, indiqué que les socialistes avaient voté contre « le projet de loi modifiant le modalités du vote des Français de l'étranger adoptés définitivement par le Parlement le 20 juin et promulgué le 19 juillet 1977 (voir à ce sujet l'article de Pierre Viansson-Ponsot de Michel Kajana dans « le Monde » du 7 janvier, page 11).

réussite sociale-professionnelle
parlez en public
avec aisance sans trac improviser

MAURICE OGIER — Méthode Moderne
Conseils Personnalisés

contacts faciles

Vous souhaitez confiance et vous êtes timide. Votre personnalité s'épanouira : vous réussirez mieux. Méthode « Adaptez et Parlez » : vous expérimentez, discutez, clarifiez, organisez. Progressus vite rapides. « Parlez » enrichit votre personnalité en petits groupes amicaux. Provenez l'expérience pratique diffusée par poste.

Institut Perfectionnement Personnel
67, Avenue, 94100 St-Mande, 975.29.19

DOCUMENTATION GRATUITE A.P. 247
Mr. Mme. Mlle, nom, prénom, profession, adresse, ville, numéro, téléphone

Gallo
MODELEME
Cheminier tailleur

solde

Cheminis unies et rayures 65 F
Pulls lambawool 110 F
Pulls cashmere 100% 220 F
Costumes lanelle 545 F
Pardessus cashmere et laine 890 F
Pardessus cashmere 100% 1500 F

2, boulevard de la Madeleine
Parking gratuit - 7 r. Caumartin

OFFREZ-VOUS

La plus belle villa, le plus bel appartement

« PROMOTION MOZART » OFFICE de la CONSTRUCTION dans l'un des points de vente de la Place Mozart, NICE (angle Deroulède-Duranti), 19 bis, avenue Auber, NICE (près parking Mozart), 19 bis, avenue Auber, NICE (angle Clémenceau-Auber) Tel. 87-06-29

Habilleur, Chemisier
Chausseur

bellini

solde ses collections

GALERIE POINT SHOW
66, Champs Elysées - Paris



LES MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES Base 100, 29 décembre 1977

Table of weekly stock indices for Paris, including indices for the last week, last month, and last year.

INDICES SEMBLANT SUR BASE 100 EN 1968

Table of indices based on a base of 100 in 1968, showing values for various sectors.

COMPANIES DES AGENTS DE CHANGE

Table listing companies of stock exchange agents and their respective indices.

INDICES GÉNÉRAUX

Table of general indices for various market segments.

INDICES DE SOUSCRIPTION

Table of subscription indices for different types of securities.

LONDRES

Calmes

Hausses des fonds d'Etat, en raison de la baisse de leur d'escompte officiel.

00 (ouverture) (Mars) 188 60 contre 185 90

Table of London market values, including government bonds and other securities.

INDICES QUOTIDIENS

Table of daily indices for the London market.

CA DES AGENTS DE CHANGE

Table of agents of change in London.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table showing the exchange rate of the dollar in Tokyo.

Taux du marché monétaire

Table of money market rates.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

VINEREX - Pour 1977, le bénéfice net de l'ancienne société Vinerex...

MONSANTO - En raison de la baisse de la demande mondiale pour l'acrylonitrile...

SIC - Attribution gratuite d'une action nouvelle pour trois anciennes...

B. A. L. O.

Le Bulletin d'annonces légales obligatoires...

public notamment les inscriptions suivantes :

Crédit foncier de France - Emprunt obligataire de 127 000 000 F.

Interbed - Emprunt d'un emprunt obligataire de 127 000 000 F.

La Banque paritaire - Emprunt de 100 000 actions nouvelles de 50 F.

Bois dérivés Océan - Octroi du droit de souscription de l'admission...

Le Métal déposé - Attribution gratuite d'une action nouvelle de 10 F.

Virex - Répartition des 79 523 actions nouvelles de 10 F.

Mécanique - Admission à la cote des 324 228 actions nouvelles de 10 F.

Le Métal déposé - Attribution gratuite d'une action nouvelle de 10 F.

Virex - Répartition des 79 523 actions nouvelles de 10 F.

Mécanique - Admission à la cote des 324 228 actions nouvelles de 10 F.

Le Métal déposé - Attribution gratuite d'une action nouvelle de 10 F.

Virex - Répartition des 79 523 actions nouvelles de 10 F.

Mécanique - Admission à la cote des 324 228 actions nouvelles de 10 F.

BOURSE DE PARIS - 6 JANVIER - COMPTANT

Main table of stock prices for Paris on January 6, 1978, listing various companies and their current and previous prices.

VALEURS

Large table of market values, organized into columns for different categories of securities and companies.

MARCHÉ A TERME

Table of forward market prices for various commodities and currencies.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices.

VALEURS DOMINANT L'EST A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

Table of values for operations that are closed.

VALEURS DOMINANT L'EST A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

Table of values for operations that are closed.

VALEURS DOMINANT L'EST A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

Table of values for operations that are closed.

VALEURS DOMINANT L'EST A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

Table of values for operations that are closed.

VALEURS DOMINANT L'EST A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

Table of values for operations that are closed.

VALEURS DOMINANT L'EST A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

Table of values for operations that are closed.

idées

LES GRILLES DU TEMPS

Entretien avec Simone de Beauvoir

II. — « Le féminisme, maintenant, est une force »

« J'ai pensé que la victoire des femmes serait liée à l'avènement du socialisme. Or, le socialisme, c'est un rêve », a expliqué Simone de Beauvoir dans la première partie de cet entretien.

C'est encore du sort et de la situation des femmes en France, aujourd'hui et demain, que traite ici l'auteur du « Deuxième Sexe ».

« On voit bien ce que vous souhaitez pour les femmes, mais que jugez-vous possible pour elles au cours des dix ou vingt années à venir, en France ?

« Je pense aussi que, si le mouvement continue d'une manière sérieuse, on pourrait arriver à une véritable égalité de salaires entre hommes et femmes, ce qui est une chose très importante ; la loi dit qu'il y a égalité, mais, en réalité, on disqualifie le travail de la femme, de manière à la payer moins. Si elle fait exactement le même travail qu'un homme, on lui donne quand même un salaire inférieur, pour justifier une rémunération moins élevée. Il n'y a pas de véritable égalité de salaires.

« Mais vous souhaitez néanmoins qu'elles soient beaucoup plus nombreuses à se présenter aux élections, et vous les y encouragez ?

« Pas tellement.

« Cela vous paraît secondaire ?

« Je pense que, quand même, on peut gagner quelque chose puisque nous avons déjà gagné la contraception, l'avortement, et y a maintenant des procès contre le viol, un appui sérieux aux femmes battues. Cela crée un mouvement d'opinion, auquel même les hommes ne doivent pas être totalement insensibles ; ils doivent être plus intimidés maintenant quand il s'agit de violer ou de battre une femme.

« Oui, ce sont les deux. Seulement, je pense que le féminisme est quand même en assez bonne voie. Puisque ce n'était rien, vraiment, il y a quinze ans ; il y a dix ans même, c'était bien pen de chose ; et maintenant il représente une force. Tandis que le socialisme, je ne vois pas du tout qu'il ait fait des progrès.

« Mais vous n'avez pas l'impression que l'on donne en rond et se faisant plaisir ou en faisant plaisir à ceux qui vous sollicitent, sans que ce soit efficace ?

« Certainement, sur le nombre de signatures que l'on donne, certaines ne sont pas efficaces. Mais il suffit que quelques-unes le soient pour qu'on soit obligé de tenter le coup.

Le pouvoir, les élections

« Dans les structures institutionnelles, vous ne croyez pas à l'utilité, à l'efficacité d'organismes comme un secrétariat d'Etat à la condition féminine ? Ce secrétariat, remplacé maintenant par une « délégitimation », vous l'avez accueilli en disant que c'était une « mystification ». Et puis, un peu plus tard, vous avez quand même protesté contre sa suppression.

« Non, je ne crois pas. De même que l'Année de la femme ne m'a pas semblé quelque chose de valable. Je pense qu'il ne faut pas traiter les femmes séparément. D'ailleurs, les partis de gauche ne sont pas plus favorables aux femmes que les partis de droite. Le parti socialiste est très déficient de ce point de vue-là, le parti communiste aussi, c'est même une des raisons qui ont contribué à la création de groupes véritablement féministes ; beaucoup de femmes se sont rendu compte que, au sein du parti communiste, ou dans le parti socialiste, ou dans les groupuscules gauchistes, elles étaient toujours traitées, de toute manière, comme les servantes des hommes, des subordonnées.

« Et vous passez sans peine de l'écriture à l'image ?

« Ce n'est pas moi qui passe à l'image. Vous regardez quand même vos œuvres passer à l'écran.

« Ce sont des réalisatrices, des metteuses en scène, je dis metteuses en scène parce que c'est surtout avec des femmes que je travaille, jusqu'ici. Naturellement, l'image ne donne pas exactement ce que peut donner un livre. Mais elle donne quelque chose d'un peu différent, de plus fort, une présence. Par exemple, dans la Femme rompue.

La foire aux opinions

« Je n'ai jamais deviné le plat des idées avec cette fréquence ». A l'heure où l'on demande au consommateur de prolonger le vie des objets qu'il achète, le prodigal des opinions s'affiche sans retenue. L'effervescence politique est pour quelque chose dans ce tourbillon, mais le phénomène prend ses racines bien plus profondes dans la société. L'obsolescence des théories, ou des éclairages que l'on porte sur elles, ne décourage pas les fabricants de systèmes. Frénésie du discours sous toutes ses formes, tintamarre des thèmes que l'on brandit comme des vérités qui abolissent toutes les autres, multiplication des canaux par lesquels arrivent les nouveaux concepts. Pourquoi ce charivari ?

La peur du vide est sans doute la première explication. A force de vivre dans le tumulte, le silence fait peur. Combien de citadins ressentent une sorte d'angoisse devant les deux ou trois premières nuits de leurs vacances passées dans un village de montagne. Combien de Français s'imaginent pas dépasser leurs jours de congé autrement que barrés sur les plages ou dans les villages de lentes... Dans l'espace intellectuel parisien, il en est de même. Tout ce qui vibronne pas ne compte pas. Comme les dénichures de talents de la Metro-Goldwyn-Mayer, ou les inventeurs de musiciens « pop », les médias imposent une rotation de plus en plus rapide des philosophes et des économistes, des essayistes politiques ou des historiens. Il arrive que le maréchal fasse repasser les mêmes sites. Heureusement pour elles. Encore faut-il qu'il tourne. Sans quoi les idées ne passent plus.

La « diversification », comme l'entendait Pascal, est la clé des comportements. Avoir le tournis permet d'échapper à soi-même, c'est-à-dire à ses interrogations sur son destin, d'éviter la mort. Le travail peut être une drogue. Le défili rapide des idées est une autre sorte de paradis artificiel. Il donne aux spectateurs, aux lecteurs, un sentiment de puissance. Un monde qui s'écrit tant de nouveautés dans les explications de la société ne peut être à l'agonie. L'échec intellectuel a priori la place du spirituel. Est-ce dire que l'homme est « possédé » dans tous les sens du terme ? C'est-à-dire qu'il est livré comme un objet de pâle au gré des vents de la mode ? Ou qu'un démon l'agite, le tourne, s'ingénie à ne jamais le laisser en repos, dans cette place qu'il aurait conquise pourtant et force de recherches ?

« Si je vote... »

« Alors, quel autre régime se rapproche le plus de ce que vous souhaitez, et jugez possible en l'état actuel. Est-ce que vous considérez que la gauche institutionnelle et la droite actuellement au pouvoir, c'est la même chose ?

« Non. Je pense que tout de même la gauche accorderait certainement plus de liberté à la droite aux déshérités, aux ouvriers. Enfin, si je vote, je voterai évidemment à gauche et non à droite.

« Si je vote... »

« Alors, quel autre régime se rapproche le plus de ce que vous souhaitez, et jugez possible en l'état actuel. Est-ce que vous considérez que la gauche institutionnelle et la droite actuellement au pouvoir, c'est la même chose ?

« Non. Je pense que tout de même la gauche accorderait certainement plus de liberté à la droite aux déshérités, aux ouvriers. Enfin, si je vote, je voterai évidemment à gauche et non à droite.

RÉPLIQUES

A Jacques Ruffié

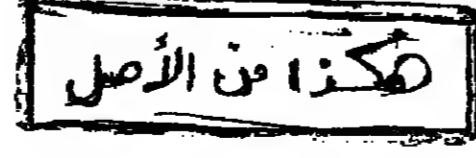
« Je ne puis entrer en discussion au fond avec M. Ruffié sans risquer la même critique que celle que je viens de faire. Je dirai seulement que si l'homme est vraiment libre de ses attaches phylogénétiques — et il l'est, beaucoup moins que ne le dit M. Ruffié, — est-ce dans l'alternation de ses choix et de ses désirs imposés par une société « libérale » dont le seul idéal est l'hyperconsommation pour le profit d'une minorité autocratique ou dans une société autogestionnaire où chacun pourra exercer sa liberté — au sein d'un espace de liberté nécessairement réduit par la vie sociale mais bien défini et comme tel farouchement défendu — aux décisions qui l'atteignent dans sa vie de tous les jours ? (...) Quand donc les scientifiques comprendront-ils que, face au pouvoir qui les interroge pour mieux les utiliser, la seule réponse est l'insolence, c'est-à-dire une information scientifique mais rien au-delà. Quand donc serons-nous assez conscients puis assez forts — car ces tentations sont nombreuses — pour nous imposer à nous-mêmes cette déontologie du silence ?

L'indispensable mutation

Il est réconfortant de voir grossir le nombre de ceux qui ont sur la situation et l'évolution de notre monde surindustrialisé une analyse semblable à la votre, c'est-à-dire objective. Important, pour sensibiliser l'opinion si malmenée par d'autres, que de telles voix se multiplient dans le « désert », public leur crédibilité est renforcée par la diversité des horizons géographiques et culturels d'où elles sont issues.

Le consensus qui s'épanouit en Europe est frappant. C'est pour en avoir pris conscience et pour l'approfondir, comme aussi pour laborer les voies de l'indispensable mutation de notre société industrielle vers ce que nous appelons l'éco-société, que nous avons constitué, sous le nom de ECOFOPA, une sorte d'anti-club à Rome, auquel participent d'ailleurs plusieurs membres de ce dernier.

Vous seriez intéressé, je pense, notamment par les travaux du groupe qu'anime Serge Moscovici, où figure Ernst von Weizsäcker (de l'université de Kassel), dont les vues anthropologiques semblent proches des vôtres.



LES DIFFERENCES

POIDS DE L'IMAG

adoption une attitude plus nuance

EDOUARD KRESSMANN